l'unité

M 2805 - N° 480 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 17 septembre 1982

EDITORIAL

Pour forcer la réussite

PAR CLAUDE ESTIER

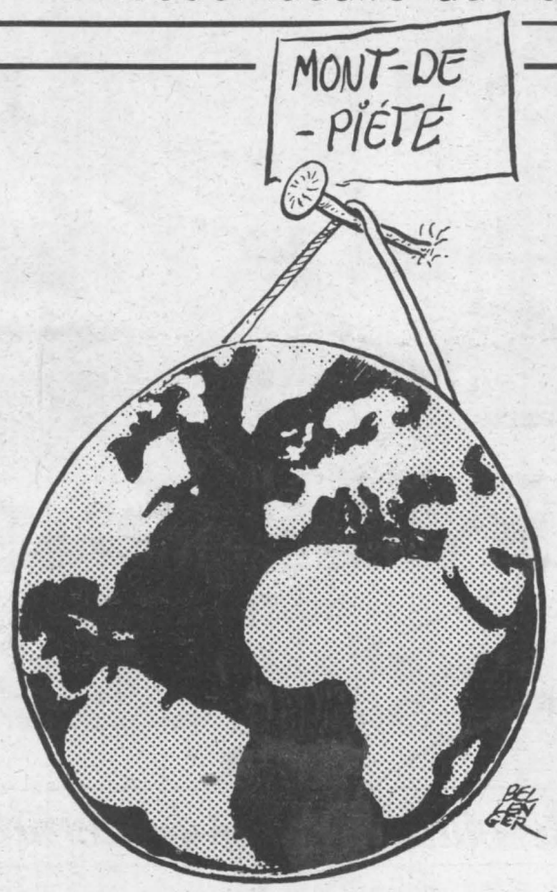
PARTI de la grogne ou parti-godillot, tel était le triste choix que certains commentateurs laissaient aux socialistes avant le Comité directeur du week-end dernier. Ne leur en déplaise, la démonstration a été faite que ces deux hypothèses sont aussi éloignées l'une que l'autre de la réalité.

Toute la discussion du Comité directeur, en séance plénière et en commissions, a, en effet, montré une volonté unanime de mobiliser le Parti pour gagner la bataille économique qui constitue l'enjeu fondamental des prochains mois. Cette volonté de mobilisation et d'action que traduit la résolution finale (que nous publions en page 2) ne signifie pas que les militants socialistes n'aient plus voix au chapitre dans la prise de décision. Si le soutien au gouvernement est un postulat évident et accepté par tous, son efficacité même commande que puisse s'exprimer la sensibilité du Parti sur toutes les grandes questions. C'est d'ailleurs bien ce qui s'est produit samedi et dimanche lorsque des membres du Comité directeur ont critiqué telle déclaration ministérielle à propos d'une bavure policière ou telle autre au sujet des ventes d'armes, et plus encore à l'occasion du débat qui s'est instauré spontanément sur le problème du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse.

Autrement dit, les socialistes sont parfaitement conscients de la nécessité de l'effort de rigueur auquel le gouvernement convie les Français, ils sont prêts à accepter que, compte tenu de l'objectif prioritaire fixé, c'est-à-dire le redressement de l'économie française, certaines réformes soient ajournées ou provisoirement réduites dans leur portée, mais à condition que dans le même temps soit poursuivie la lutte pour la justice sociale. C'est précisément de ce point de vue que le Parti souhaite que les promesses faites à propos de l'I.v.g. soient tenues dans les meilleurs délais.

Le Comité directeur a donc été d'accord avec Lionel Jospin pour s'en tenir à une ligne d'action simple et pour décider de lancer une grande campagne centrée sur la

(suite en page 2)



F.m.i.: Un monde criblé de dettes

PAR JEAN-PIERRE COT

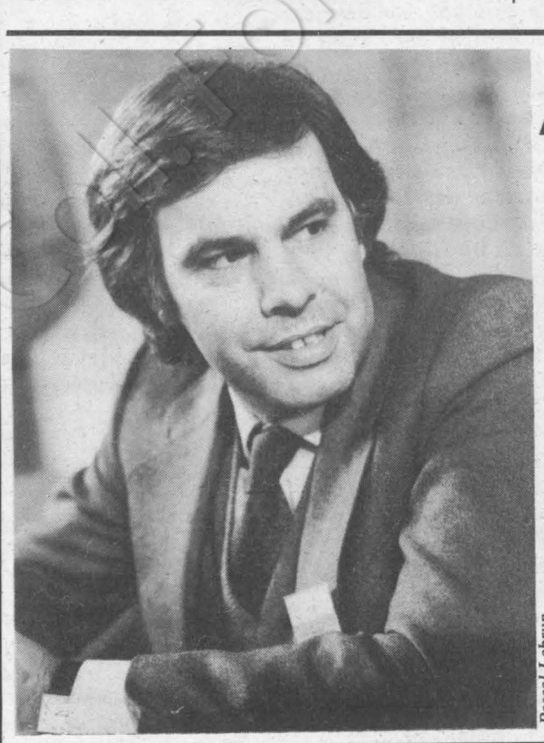
ministre de la Coopération et du Développement

(page 3)

Louis Mermaz: "Les Chinois savent désormais qu'il est dangereux de se payer de mots"

(page 8)





Pascal Lebrun

Après Paris, Athènes... Madrid?

(page 10)

La Suède aux urnes

(page 11)



Sygma

SEXISME

L'école préfère toujours les garçons

(page 14)



(suite de la page 1)

nécessité de casser l'inflation afin d'assurer le redressement économique et de poursuivre la politique de réduction des inégalités. Cette campagne, destinée à assurer l'adhésion populaire à la politique du gouvernement, se traduira notamment, dès avant la fin de ce mois, par la diffusion à plusieurs millions d'exemplaires de dépliants sur la bataille économique et sur le bilan social ; en octobre, par l'organisation de deux week-ends de mobilisation de la population par les militants et les élus ; et, d'ici à janvier, par la préparation des « rencontres des acteurs du changement », dont le but est de créer dans l'opinion publique un vaste débat sur les objectifs du changement politique voulu le 10 mai 1981 par la majorité des Français.

Nous écrivions ici même la semaine dernière qu'après la période de flottement du début de l'été le moment était venu pour le Parti socialiste de s'engager tout entier dans une action claire et cohérente pour contribuer, avec la force puissante que représente son implantation militante dans tout le pays, à déjouer les sombres prophéties des leaders de l'opposition, de Jacques Chirac à Valéry Giscard d'Estaing, en passant par Raymond Barre, qui, oubliant leurs propres échecs, ne misent que sur celui du gouvernement de la gauche. Le débat et les conclusions du dernier Comité directeur constituent la réponse positive que nous attendions.

Le Comité directeur a également adopté le Manifeste municipal sur lequel nous reviendrons dès qu'il sera rendu public. ●



Pascal Lebrun

Jacques Delors et Jean Le Garrec au Comité directeur.

Echec aux spéculateurs

LES « opérateurs internationaux », les spéculateurs, ont dû, depuis mercredi dernier, relire avec attention la déclaration du président de la République. Sa fermeté, les mesures annoncées, tout prouve que la France défendra sa monnaie. D'autant plus vigoureusement que l'on sait, à Paris, que ni l'état du franc ni celui de notre économie ne justifient les attaques de ces dernières semaines.

En réaffirmant que personne ne pouvait « espérer voir la France dévaluer sa monnaie de quelque façon que ce soit », François Mitterrand a tenu sur ce point à effacer toute ambiguïté : la parité du franc sera défendue et notre pays restera dans le S.m.e.

Cette fermeté, l'appel à toutes les forces de la nation sont complétés par des décisions gouvernementales en faveur de nos exportations. Car si des résultats ont été obtenus vis-à-vis de l'inflation, du chômage, de la croissance, il n'en est pas de même en ce qui concerne la balance commerciale. En ce domaine également le passé pèse lourd. L'appui apporté aux P.m.e.-P.m.i. par les réseaux dépendant des grandes entreprises, par la modification de certaines règles bancaires, etc., devrait, d'ici à quelques mois, porter ses fruits et concourir au rétablissement de nos échanges. En attendant, l'annonce d'une faculté de tirage supplémentaire de 28 milliards de francs mobilisée sur le marché international venant s'ajouter aux 260 milliards de francs de réserve de change — Raymond Barre ne pourra plus prétendre qu'il ne sait pas où en est la France en ce domaine — devrait faire réfléchir les « opérateurs internationaux ». La France a les moyens de défendre sa monnaie. Et elle le fera. G.P.



Pascal Lebrun

Pour réussir le redressement

Résolution finale du Comité directeur

EN quelques mois la crise mondiale vient d'entrer dans une phase de brutale aggravation : un « troisième choc » — celui de la hausse sauvage du dollar et des taux d'intérêt américains — secoue dangereusement les structures économiques et financières mondiales. Un certain nombre de pays du tiers monde ou de l'Est, déjà affrontés à un endettement massif, se trouvent désormais dans une situation de quasi-banqueroute. L'administration Reagan et une partie des milieux d'affaires américains continuent de croire qu'ils bâtiront leur réussite sur l'abaissement des économies des autre pays : vain calcul, comme le montre le taux record du chômage aux Etats-Unis ; dangereuse illusion, comme le prouvent le désordre monétaire, l'inquiétude des grandes banques, le ralentissement des échanges internationaux. Pressé par son opinion publique, le président Reagan vient d'ailleurs de reconnaître partiellement l'erreur de cette politique en exécutant à propos de la fiscalité une spectaculaire volte-face. Dans un tel climat, les pays d'Europe occidentale, sensibles au langage de raison et de courage du gouvernement français, ont, à propos de l'affaire du gazoduc sibérien, commencé à harmoniser leurs comportements politiques. Seule une plus grande cohésion européenne est à même de s'opposer aux exigences américaines et surtout de promouvoir une politique d'aide au tiers monde qui apparaît, de plus en plus, comme une nécessité morale et une urgence économique.

Cette cohésion européenne est indispensable pour préserver, pour consolider la paix. Car, sur le double plan militaire et politique, les menaces se sont précisées au cours de l'été. En Pologne, les derniers événements tragiques ont montré que le gouvernement Jaruzelski ne pourra pas trouver une issue à la crise que traverse son pays sans reconnaître la force du mouvement populaire et répondre à ses revendications légitimes. La répression ne résoud pas et ne résoudra pas les problèmes politiques. Le conflit entre l'Irak et l'Iran, s'il se prolonge, aggrave au Moyen-Orient une instabilité dangereuse pour l'ensemble du monde. Les tragiques et meurtriers développements de la crise libanaise ont rappelé la nécessité d'aboutir enfin à une solution de paix au Proche-Orient : les prises de positions du sommet de Fès semblent d'ailleurs exprimer un progrès en ce sens. Le Parti socialiste se félicite du rôle actif que la France a joué, pour désamorcer les risques d'une conflagration plus grave, pour permettre un cessez-le-feu et, par là même, pour préparer une solution de négociation. Il appelle toutes les forces de paix en France à soutenir une politique qui a pour but de contribuer à construire la paix dans le respect du droit de tous les peuples à leur existence nationale.

C'est dans un tel contexte qu'en quinze mois le gouvernement de la gauche a opéré de très importants changements dans notre pays. Il a créé les conditions structurelles d'un vigoureux essor industriel moderne et il a fait notablement progresser la justice sociale, les droits des travailleurs, des femmes, des jeunes. Bien sûr, toutes ces réformes de fond ne porteront effet que progressivement.

Et cela d'autant plus que la dégradation de l'appareil industriel dont est responsable la gestion de la droite s'est traduit dans bien des secteurs par une perte de compétitivité qui a entraîné une augmentation de nos importations, donc un alourdissement de notre déficit du commerce extérieur. Enfin, on ne peut ignorer les pressions exercées par les milieux financiers internationaux sur notre monnaie.

Malgré cette accumulation de difficultés, la France des réformes entend être aussi la France du redressement économique ; les mesures prises en juin par le gouvernement de Pierre Mauroy portent leurs premiers fruits : si l'on considère les indices économiques, nous constatons que nous tendons vers une stabilisation du chômage et, que pour les prix, nous sommes entrés dans une phase de décélération.

Rien de plus, mais rien de moins. Certes, ce n'est pas encore la réussite, mais d'ores et déjà le gouvernement de la gauche, animé par les socialistes dont on avait par avance disqualifié la capacité de gestion, obtient des résultats là où ses devanciers avaient échoué.

Il faut gagner cette bataille contre l'inflation, c'est dans cette bataille que se joue aujourd'hui la politique nouvelle. Elle ne peut être séparée d'une lutte opiniâtre pour la reconquête du marché intérieur. C'est de notre réussite pour maîtriser l'inflation que dépend notre capacité à renverser la courbe du chômage, ce qui demeure notre objectif permanent.

C'est pourquoi les socialistes s'y engagent à fond. Nous avons pris en cette affaire toutes nos responsabilités. D'abord depuis quinze mois le pouvoir d'achat des plus défavorisés a été réellement amélioré. Ensuite nous n'avons pas laissé croire que l'on pouvait soutenir le blocage des prix sans accepter celui des revenus.

Les socialistes, comme l'ensemble du monde du travail, sont attentifs : il est indispensable que les conditions de sortie de blocage ne créent pas une baisse du pouvoir d'achat de la majorité des travailleurs. De même ils seront exigeants sur la redistribution des richesses et l'effort de lutte contre les inégalités qui passent par la poursuite de la réforme de la fiscalité et une plus juste répartition des prélèvements sociaux. Dans cette même optique de justice sociale, et à propos d'un problème récemment soulevé, le P.s. rappelle qu'il s'est prononcé pour le remboursement de l'I.v.g. Il demande qu'un projet de loi en ce sens soit déposé pour être examiné à la session de printemps.

L'adhésion populaire est indispensable pour gagner la bataille contre l'inflation, qui conditionne le redressement économique, donc la réalisation du projet des socialistes.

Gagner cette adhésion populaire à l'action économique du gouvernement, telle est la tâche prioritaire aujourd'hui pour les socialistes. Que tous ceux qui ont voulu le changement comprennent que ce qui se fait en ce moment est en cohérence avec notre objectif général, qu'ils sont partie prenante.

Déjà, après un moment difficile au début de cet été, l'opinion, dans sa masse, est aujourd'hui plus attentive à ce qui se fait, aux premiers résultats, aux décisions que prend et prépare le gouvernement.

On voit même des dirigeants d'organisations professionnelles qui, habituellement, ne sont guère favorables à la gauche et qui avaient annoncé une rentrée de combat, faire preuve de plus de modération et participer à la concertation avec le gouvernement.

Dans ce climat d'effort et de solidarité nationale, les propos de la droite, incapable d'avancer une seule proposition concrète de lutte contre une crise dont elle reste très largement responsable, sont à la fois cacophoniques et dérisoires. Plus grave, la déclaration à Nouméa de Jacques Chirac, qui remet une nouvelle fois en question la légitimité du suffrage universel, apparaît comme irresponsable au regard de la situation du pays et des institutions.

A l'évidence, et les Français le sentent bien, même ceux qui nous font quelques reproches, l'avenir n'est pas de ce côté-là.

Nos priorités sont clairement fixées ; elles sont celles que souhaite le pays :

— réussir le redressement de l'économie française,

— faire progresser la justice sociale. Tenons-nous à cette ligne d'action. L'effort de redressement économique et le nouvel essor industriel permettront de nouvelles avancées sur la démocratie dans l'entreprise et les droits des travailleurs, ainsi que sur la réduction du temps de travail.

A cette étape du gouvernement de la gauche et dans ce contexte international difficile la mobilisation des socialistes devient un facteur décisif du succès. C'est pourquoi le Comité directeur décide de lancer une grande campagne d'action centrée sur la nécessité de casser l'inflation pour assurer le redressement économique et poursuivre la politique de réduction des inégalités.

Il demande à tous de concentrer leurs efforts sur cet axe. Deux temps forts rythmeront dans les mois qui viennent cette campagne :

— deux week-ends en octobre, dans l'intervalle desquels s'inscrira une semaine aux portes des entreprises, qui permettront la mobilisation de la population par les militants et les élus, avec des mots d'ordre simples et un matériel approprié ;

— d'ici à janvier l'organisation des « rencontres des acteurs du changement » destinées à créer dans l'opinion publique un vaste débat sur les objectifs du changement politique voulu le 10 mai 1981.

Le Comité directeur en appelle à tous les socialistes militants des sections locales et des groupes et sections d'entreprise, militants du mouvement de la jeunesse socialiste, à tous les élus, à la masse immense des amis et sympathisants du Parti socialiste : pour forcer la réussite.

Nos adversaires, faute d'autres armes, cherchent à jouer de la démoralisation, à persuader l'opinion, et d'abord les socialistes, que nous ne pourrions que perdre.

Nous pouvons et nous devons gagner contre la crise ; la politique de progrès social doit l'emporter.

Et, au-delà, nous aborderons avec des atouts sérieux, avec confiance, les prochaines échéances politiques. ●

F.M.I.

Un monde criblé de dettes

Trois fois désavoué par Wall Street le président Reagan maintient son intransigeante et absurde cohérence qui mène l'économie mondiale au krach financier. La réunion de Toronto marque le début d'une prise de conscience quant à l'ampleur de la crise que les socialistes français ne cessent de souligner

PAR JEAN-PIERRE COT

TEMPÊTE sur le Mexique, tel pourrait être le titre du film auquel nous avons assisté à Toronto lors de la réunion annuelle du Fonds monétaire international de la Banque mondiale.

La situation internationale économique et financière est grave, dramatique. Le déficit de la balance courante des paiements des pays en développement s'aggrave d'année en année. Il atteindra 100 milliards de dollars américains en 1982, selon les prévisions du Fonds monétaire, 150 milliards de dollars en 1985. L'endettement externe de ces pays, d'après les chiffres connus, atteignait 525 milliards de dollars à la fin de 1981, soit six fois plus que 10 ans auparavant. Encore s'agit-il de la dette connue. Les estimations des banques conduisent à des révisions en hausse. Par exemple, pour le Brésil, la dette officielle de 52 milliards de dollars est estimée à 80 milliards de dollars par les banques suisses. Parallèlement, on constate un tarissement des excédents pétroliers dont le recyclage venait atténuer l'effet de l'endettement. Ces excédents, qui étaient de 115 milliards de dollars en 1980, sont tombés à 70 milliards de dollars en 1981 et sont évalués à 20 milliards de dollars en 1982. Au cours du premier semestre 1982, les pays pétroliers sont devenus emprunteurs nets. Le système monétaire international ne peut donc plus compter sur le ressort pétrolier pour franchir l'obstacle.

La conséquence de cet état de choses, on la connaît : la crise du système financier mondial dont l'affaire mexicaine est la première illustration. Au demeurant, le phénomène se faisait déjà sentir il y a plusieurs années, puisque le Club de Paris, institution chargée d'examiner le rééchelonnement de la dette des pays en difficulté financière, a tenu deux réunions en 1978, six réunions en 1980, quatorze réunions en 1981 et vingt réunions en 1982 : progression révélatrice de la contamination de la crise.

Le contexte dans lequel se sont retrouvés à Toronto les responsables mondiaux de l'économie et des finances était marqué par cette situation résultant de l'accroissement sans précédent des prêts des banques privées au tiers monde. La menace d'un krach mondial faisait frémir les distingués banquiers rassemblés au Sheraton. Face à l'ampleur du problème, la taille du Fonds monétaire international paraît singulièrement inadéquate. Le Fonds représentait 30 % des réserves mondiales (l'or étant exclu) dans les années soixante. Il n'en comprend aujourd'hui qu'environ 15 %. C'est dire l'enjeu de l'accroissement des quotes-parts du Fonds afin de lui permettre de faire face à la situation nouvelle.

De leur côté, les transferts de ressources par l'aide publique au développement en direction du tiers monde stagnent ou diminuent. La Banque mondiale voit ses possibilités plafonner. Quant à sa filiale, l'Association internationale pour le développement (A.i.d.), ses ressources diminuent du fait du non-respect par les Américains de leurs engagements concernant la sixième reconstitution. Il en résulte une réduction d'environ 1 milliard de dollars pour l'A.i.d., qui a dû annuler 30 % de ses programmes déjà engagés en Afrique, au sud du Sahara.

Les débats de Toronto ont révélé l'ampleur du problème. Je ne peux pas dire qu'ils aient fait avancer la solution. Porte-parole imperturbable de l'orthodoxie la plus stricte, le directeur général du Fonds, Jacques de la Rosière, a distribué le blâme et l'éloge en fonction des canons de la science économique la plus classique. Au tableau d'honneur, Ronald Reagan et Margaret Thatcher... Il y avait quelque chose d'étrangement décalé, entre la certitude du discours immuable et l'urgence des crises bien réelles soumises à l'assemblée annuelle.

L'accroissement des quotes-parts du Fonds monétaire international n'a pu faire l'objet d'un accord. Le doublement, nécessaire, d'après les pays en développement comme d'après la délégation française, n'a pas été accepté et doit faire l'objet de discussions ultérieures. Quant à l'accroissement des ressources de l'A.i.d., un palliatif a été trouvé. Les Etats parties à l'accord verseront leur contribution soit à un compte spécial, soit à un fonds spécial (qui exclut des adjudications les entreprises des pays qui ne tiennent pas leurs engagements).

Mais les Etats-Unis, principal contribuable et principal défaillant, refusent toujours de tenir leurs promesses.

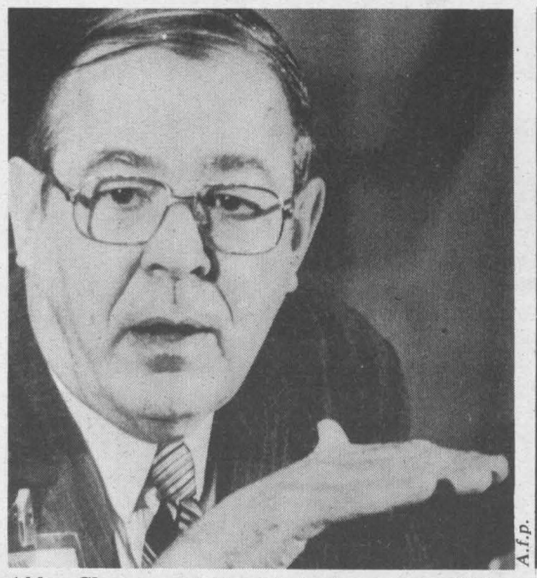
Au total, la réunion de Toronto marque le début d'une prise de conscience des milieux financiers internationaux quant à l'ampleur de la crise que les socialistes français ne cessent de souligner depuis des années. Il est frappant de voir la Bourse de Wall Street désavouer par trois fois le gouvernement Reagan dans les dernières semaines : en se félicitant de la nationalisation des banques privées mexicaines ; en réclamant le doublement des quotas du Fonds monétaire international ; en s'opposant aux sanctions envisagées par le gouvernement américain à propos du gazoduc soviétique.

Reste l'intransigeance du président Reagan, qui fait obstacle non seulement à la relance économique mondiale, mais encore au sauvetage du système monétaire international. La position est d'une absurde cohérence. Combien de temps le président américain la maintiendra-t-il ? Les électeurs américains lui donneront peut-être au mois de novembre l'occasion de réfléchir à ces questions.

Pour sa part, la délégation française, conduite par Jacques Delors, a soutenu avec fermeté et insistance nos thèses sur la nécessité d'instaurer un nouvel ordre économique international. Ses idées gagnent du terrain. Alors que nous pouvions apparaître comme relativement isolés avec les pays du tiers monde au début de la session, un certain accord s'est dessiné autour de nos positions. Accord insuffisant pour entraîner la décision. Accord préparant néanmoins l'avenir.

J'ajouterais pour ma part — comme je l'ai fait devant le comité du développement de l'assemblée annuelle — la nécessité de sauvegarder au moins l'aide aux pays les moins avancés. Dans la tourmente actuelle, les plus démunis risquent aussi d'être les oubliés. La communauté financière internationale ne peut laisser sombrer les grands débiteurs internationaux sans mettre en péril sa propre structure. Mais elle se sent moins concernée par ces petits pays misérables qui ne sont même pas riches de leurs dettes, faute de capacité d'emprunter. Sur ce point, le président de la Banque mondiale, Alden Clausen, a pris une position ferme et courageuse, cherchant à préserver en priorité l'effort de la Banque dans ce secteur.

L'incapacité du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à prendre à bras-le-corps la crise économique mondiale et à trouver d'autres réponses qu'une fâcheuse temporisation pose le problème de l'avenir de ces institutions. Les pays du tiers monde sont en droit de demander aujourd'hui une refonte des institutions de Bretton-Woods. Le sujet viendra nécessairement à l'ordre du jour des négociations globales quand celles-ci s'engageront. Le monde industriel n'a pas renforcé sa main en septembre 1982 à Toronto. ●



Alden Clausen, président de la Banque mondiale.



A.f.p.

Paul Volker, président de la Banque fédérale américaine.



Le président Ronald Reagan.



par Piem

Le nouveau cours historique du dollar

L'ENFANT jouait avec un coquillage qu'il avait ramassé sur la plage durant ses vacances. C'était un gros coquillage marbré comme un comptoir de banque, la spirale régulière et la panse dodue.

L'enfant aimait le porter à son oreille et, fermant les yeux, il écoutait le sac et le ressac de la mer.

Mais ce jour-là, quelle ne fut pas sa surprise d'entendre le bruit des vagues couvert par le rugissement des finances internationales.

Une voix venue du fin fond du mollusque criait : « Le dollar a atteint son cours historique » et le flot des usuriers reprenait en chœur « quarante-sept mille francs pour un dollar ».

L'enfant se prit au jeu. Chaque soir avant de s'endormir il écoutait l'étrange rumeur du fric.

A la fin de la semaine le dollar était à six cent soixante-quinze millions et quarante centimes et le coquillage répercutait la tempête.

De record historique en record hystérique le dollar atteignit mille milliards.

Le coquillage exagérait peut-être, mais peut-on savoir comment raisonne un mollusque ?

Le petit garçon fut pris d'insomnie. Il commença à maigrir et son père s'inquiéta.

« Papa, dit l'enfant, je veux te faire partager mon terrible secret », et il tendit le coquillage à son père.

Alors qu'il s'attendait au bruit de la mer l'homme entendit le nouveau cours historique. « Cent mille milliards de francs pour un dollar », hurlait la coquille.

Le père se contenta de manifester une très légère surprise : « Ça fait cher du dollar » dit-il, puis prenant son fils par la main et le coquillage dans sa poche il s'en alla sonner chez Fabius.

Le ministre était attablé devant un plat de moules sauce poulette qu'il dégustait dans la quiétude du devoir accompli.

« Monsieur le ministre, dit le père en lui tendant le coquillage, écoutez les bruits qui courent. » Pendant le trajet le dollar était passé à cent quatre-vingt-cinq milliards.

Fabius entendit la nouvelle avec effarement, il abandonna ses moules et décrocha son bigorneau pour appeler, à l'Elysée, le conseiller du président.

C'était l'heure du repas, le conseiller dégustait des palourdes quand la sonnerie retentit. Il n'était au courant de rien, car la palourde, c'est bien connu, n'est pas bavarde.

« Nouveau record historique, le dollar à cent cinquante-quatre milliards, Dieu sait jusqu'où il va grimper ! », dit le bigorneau.

C'était une erreur car Dieu lui-même n'en savait rien. Il avait créé le coquillage mais n'était pour rien dans l'existence du dollar, invention du diable.

« Il faut prévenir le président de toute urgence. »

Comme tous les jours à cette heure-là le président faisait, solitaire, une promenade dans le parc. C'était un parc à huîtres dessiné par Lenôtre un restaurateur bien connu. Les bosquets de Marennes en fleurs renvoyaient leur parfum aux massifs de belons, des petits bancs de pain de seigle entouraient un bassin d'Arcachon, d'où jaillissait un jet d'eau.

Le président venait de cueillir une portugaise qu'il humait avec délice lorsque son conseiller lui apprit la terrible nouvelle. « Le dollar est à cent quatre-vingt milliards. »

Le visage du président resta impassible. Il détacha, le temps de la réflexion, un peu de paille et de grain qui s'était accroché à la coquille de l'huître. « Alors ! au diable ce dollar, dit-il. Remplaçons cette monnaie périmée par des coquillages. » Puis il reprit sa promenade.

C'est ainsi que fut réglé la crise monétaire internationale.

L'enfant, ce soir-là, l'oreille collée à son coquillage, entendit de nouveau le chant de la mer. Il s'endormit bercé par le murmure des vagues.

I.V.G.

Un débat qui n'est vraiment plus de saison

Deux affaires, à Nancy et à Lyon, montrent que le pouvoir médical le plus réactionnaire a repris du poil de la bête. C'est pourquoi il ne saurait être question de lui donner des gages en ne tenant pas les promesses faites par le président et le Premier ministre

PAR MARTINE DUCOUSSET

LE droit du foetus à disposer de son corps, merci bien. Les femmes ont déjà beaucoup donné. Et fini par obtenir, par leur force, leur courage et leur ténacité, une loi légalisant enfin l'interruption volontaire de grossesse en France. Loi souvent douteuse, loi imparfaite, mais loi tout de même. Symbole d'une belle victoire sur des années d'obscurantisme. La femelle dévergondée et châtiée pour faute de plaisir qui passe au rang d'être humain et responsable, c'est historique, non ?

Donc, impossible de revenir sur cet acquis de pure justice. Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, l'affirme clairement :

« Les Français n'ont pas été trompés. » Ils savaient pour qui et pour quoi ils votaient, ils ont voté, et ne sauraient être surpris par l'application du programme d'un gouvernement de gauche. Le temps n'est vraiment pas à rouvrir des dossiers tranchés depuis longtemps. Nous avons dépassé ce stade. » C'est net. Pas de énième débat sur l'avortement. D'ailleurs, c'est une bataille dans laquelle les socialistes n'ont jamais dévié d'un pouce, et ce n'est pas maintenant qu'ils vont faire marche arrière. Seulement Yvette Roudy est, sinon inquiète, du moins vigilante. Parce que les menaces se précisent à l'horizon.



Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme.

Pascal Lebrun



Colette Audry.

L'ogre a repris du poil de la bête. L'ogre, c'est bien sûr le fameux pouvoir médical, dévastateur lorsqu'il décide de donner la charge. Certains hommes en blanc n'ont jamais supporté cette loi sur l'I.v.g. qui les frustre l'espace d'un instant de leur rôle de grands manitous. Silencieux pendant quelque temps, voilà qu'ils se rebiffent. Mais en douceur, en demi-teintes. Tout dans la finesse.

Une preuve ? Deux même, deux affaires récentes. Lyon tout d'abord : jusqu'à pré-

L'avenir de l'économie sociale

Reconquête du marché intérieur, aide aux pays du tiers monde... le secteur coopératif paraît être un partenaire particulièrement apte à répondre à ces objectifs

PAR JEAN-PIERRE DAVANT

délégué national du Parti socialiste à l'Economie sociale.

DEPUIS le 10 mai 1981 l'économie sociale alimente régulièrement les colonnes de la presse. Beaucoup semblent découvrir une réalité dont l'importance n'a jamais échappé aux socialistes. Chacun doit reconnaître en toute objectivité que si, aujourd'hui, le long sommeil de l'économie sociale s'achève, c'est avant tout dû à l'élection de François Mitterrand ; ayant formulé un certain nombre de propositions, le président de la République les a concrétisées dès son arrivée à l'Elysée. Le Parti socialiste, quant à lui, demeure la seule formation politique de notre pays qui se préoccupe des problèmes de la mutualité et de la coopération.

Si coordonner les efforts de chaque composante de l'économie sociale, élaborer un schéma de développement en fonction de ses spécificités et adopter à son égard une attitude non pas teintée de paternalisme mais cohérente et novatrice est plus que jamais nécessaire, en revanche, vouloir globaliser son action et la définir dans une unicité théorique semble irréaliste.

C'est si vrai que dans la situation économique et sociale que nous connaissons, il est une des composantes de l'économie sociale qui mérite une attention toute particulière, car elle est susceptible d'apporter des solutions, certes partielles mais non négligeables, aux maux que sont le chômage et la hausse des prix. Il s'agit du système coopératif et plus précisément des coopératives de production, de transformation, de consommation.

Durant ces dix dernières années la création de coopératives de production s'est le plus souvent réalisée à partir de positions « défensives ». Une entreprise mal gérée fermait ses portes, après bien des péripéties, l'ultime solution pour sauver l'emploi consistait à créer une coopérative. Les conditions de sa viabilité étaient d'autant plus précaires que les banques, solidaires du patronat peu enclin à tolérer ce type d'expérience, fermaient les robinets du crédit.

Aujourd'hui, les conditions sont différents ; la maîtrise de l'appareil bancaire relevant de l'Etat, un obstacle de taille est levé. Encore faut-il définir ce que pourrait être la mission des structures coopératives, en tenant compte de leur finalité et de leurs modes de fonctionnement, mais aussi des cibles nationales telles la création d'emplois, l'assainissement des circuits commerciaux, et la recherche de nouveaux marchés, pourquoi pas avec le tiers monde.

Lorsque l'on examine le tissu coopératif tel qu'il apparaît aujourd'hui, une première constatation s'impose : dans l'environnement politico-économique que nous avons connu, laminé donc marginalisé à l'inverse des monopoles, il n'a pesé d'aucune manière sur les choix économiques. Dans le cadre du plan devenu le régulateur global de l'économie, le mouvement coopératif peut et doit trouver des supports à un développement ample et original.

Pour cela il est nécessaire de l'appréhender non pas comme une structure délibérément placée hors des circuits économiques traditionnels, mais comme un élément de nature à transformer le système lui-même et donc susceptible d'apporter des solutions à des problèmes tels que le niveau des prix, l'information des usagers, le choix des activités, l'expérimentation de rapports sociaux au sein de l'entreprise, etc.

S'il existe aujourd'hui un réel problème au niveau des prix de biens de consommation de valeur moyenne, qu'ils soient alimentaires ou autres, cela est dû en partie à l'extraordinaire complexité de nos circuits de distribution. Entre le fabricant ou le producteur et le consommateur, les intermédiaires détiennent les clefs du marché intérieur et européen et, en définitive, l'orientent en fonction de leurs propres intérêts. Cette situation conduit à l'insatisfaction des producteurs et à la grogne des consommateurs.

Prenons un exemple parmi tant d'autres : les firmes qui détiennent le quasi-monopole du négoce du lait, tout particulièrement dans le Sud-Ouest, contrôlent, face à de petits exploitants, la totalité du pouvoir de négociation. La politique qu'elles pratiquent depuis des années se traduit à leur niveau par une diminution des emplois et un refus d'investir et corrélativement par la nécessité d'investissements onéreux pour les producteurs en situation de dépendance, donc par un affaiblissement du revenu. La technique est simple : le lait étant un produit à conservabilité limitée, du ramassage quotidien on passe à une fréquence bi-hebdomadaire. C'est à prendre ou à laisser. L'agriculteur doit alors investir dans un matériel de conservation. Dans ce contexte, il est particulièrement intéressant d'examiner le rôle des coopératives de transformation des produits agricoles. La commercialisation des produits par la coopérative permet de surmonter le handicap de la vente en l'état, d'où création de plus-value et par voie de conséquence amélioration du revenu agricole. Ce revenu d'agriculteurs-sociétaires, donc collectivement responsables de la commercialisation, est d'autre part stabilisé par la garantie des prix et l'assurance de débouchés pour leur production.

Enfin, il est permis d'espérer que le secteur coopératif ne se limite pas à la conquête du marché intérieur. Depuis l'élection de François Mitterrand la France jouit d'un prestige considérable dans le tiers monde.

Le président de la République a très justement souligné qu'aider les pays du tiers monde c'était aussi aider la France. Cette conception nouvelle des rapports Nord-Sud rompt délibérément avec le passé. Il ne s'agit plus de considérer ces pays comme des zones d'influence et de les rétribuer en fonction de leur collaboration docile à une stratégie élaborée sans eux, mais bien de dialoguer et de négocier en tenant compte de leurs besoins essentiels sans entamer leur potentiel culturel coutumier, facteur déterminant de leur mode de vie.

Les règles du jeu étant ainsi définies, le secteur coopératif, compte tenu de ses motivations originelles, paraît être un partenaire particulièrement apte à répondre à ces garanties nouvellement données. Assurément l'affaire n'est pas simple mais la conquête de ces nouveaux marchés où chaque partie y trouverait son compte dépendra de la faculté d'innover.

Gageons que les responsables de l'économie sociale, qui ne manquent ni d'ardeur ni de compétences, sauront saisir les opportunités qui déjà s'offrent à eux, d'autant qu'ils peuvent être assurés que les socialistes, conscients de l'importance de leur rôle dans la vie de notre pays, réfléchissent et travaillent à créer les conditions qui permettront un développement sans précédent du tiers secteur.

sent, les femmes se présentaient au centre d'I.v.g. des Hospices civils de la capitale du Rhône, centre qui « tournait » admirablement bien, grâce à une équipe militante, remarquablement formée et compétente. C'était trop beau pour durer. Désormais, l'avortement officiel se pratique à la maternité de l'hôpital de Lyon, sous la houlette d'un chef de service plutôt hostile à l'interruption de grossesse, mais plein de bonne volonté puisqu'après tout une loi, c'est légal. Pauvres Lyonnaises ! L'équipe des Hospices n'a eu qu'un tort : celui de ne pouvoir obtenir le label ad hoc des parfaits petits interrupteurs de grossesse. Subtil, le nouveau discours des praticiens empêcheurs d'avorter en rond. Ils n'affirment plus : « L'I.v.g., mon Dieu, quelle horreur ! », ils disent : « C'est un acte médical sérieux qui doit être confié à des gens sérieux, au sein de structures sérieuses. » Le retournement est habile : plutôt que d'ignorer et mépriser, mieux vaut contrôler.

Une question de principes

Deuxième exemple, et le plus récent : Nancy. Deux médecins, Pierre Drouet et Gérard Pascal, viennent d'être inculpés « d'avortements illégaux » par le procureur Dhiel. Le second paie les pots cassés par le premier : il ne faisait que remplacer depuis peu son confrère parti en vacances. Pierre Drouet, c'est celui qui a cassé, et donc mis en branle la machine judiciaire, relais en l'occurrence du pouvoir médical. Depuis six ans, Drouet tentait de faire respecter la loi. A l'hôpital de la ville — seul centre du département de Meurthe-et-Moselle, avec sept lits et deux médecins vacataires, pour plus de huit mille demandes —, dans les cliniques avoisinantes, bientôt débordées à cause du quota de 25 % (1), et pour finir à son cabinet, ce qui effectivement n'est pas légal du tout. Mais il faut dire, à la décharge du Dr Drouet, qu'il n'effectuait, « en privé », que des « régulations menstruelles » (2), et qu'il agissait, somme toute, en désespoir de trouver un centre susceptible d'accepter ses services. Avec tarif non rédhibitoire, même s'il paraît élevé : de 500 à 700 F. Mais « l'avorteur » de la Meurthe-et-Moselle se retrouve inculpé. Il est vrai que quand des catholiques intégristes épousent le jeu de praticiens du même tonneau, les briseurs de tabous ne peuvent faire autrement que de jeter un œil désabusé sur leurs cartes biseautées.

« Nancy, c'est une question de principes », explique Yvette Roudy. « Bien sûr, il arrive que des médecins, en matière d'avortement, pratiquent des tarifs abusifs. Mais, même si c'était le cas dans l'affaire qui nous occupe — ce qui n'est pas prouvé —, là n'est pas le plus important. Nous n'allons pas, sous un régime de gauche, retomber dans le piège de la Pergola ! » La Pergola, ou comment, pour application insuffisante de la loi Veil, certains médecins arrondissaient leurs fins de mois sur le ventre des femmes. Tout en leur rendant service. Car si la clinique de la Pergola faisait payer les demandes qui lui parvenaient, c'est qu'il y avait demandes. Non satisfaites ailleurs, bien entendu. Yvette Roudy le sait. Le ministre des Droits de la femme a donc trouvé essentiel d'élaborer, conjointement avec le ministre de la Santé, un décret (3) qui stipule que désormais, tous les établissements publics comprenant un service de chirurgie ou une maternité devront se doter des moyens nécessaires à la pratique des I.v.g. En gros, les centres d'interruption de grossesse vont doubler (de 367 à 704) et seront dotés du statut de centres de planification agréés.

Raisonnables et patientes

Nul doute que des médecins vont encore se faire tirer l'oreille. Chaque fois, c'est pareil. Il existe des textes, des décrets, des réglementations que les mandarins se font un plaisir de tourner et de boycotter. « Nous avons une loi, celle sur l'avortement que des médecins ne veulent pas voir appliquer », explique Yvette Roudy.

« Dans certaines régions je me heurte au pouvoir médical depuis plus d'un an. » Pourtant madame le ministre se bat avec énergie. Soutenue par les femmes — « une solidarité exceptionnelle » — et par les militants socialistes, soutenue par le gouvernement. Même si parfois la machine grince, comme avec le problème du remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale. François Mitterrand, au cours du colloque organisé voici près de deux ans par l'organisation « Choisir » n'avait-il pas déclaré très nettement que l'avortement, en tant qu'acte médical, devait être remboursé par la Sécurité sociale ? Quant aux socialistes réunis le week-end dernier pour les travaux du Comité directeur du P.s., leurs propos ont été on ne peut plus lumineux : Colette Audry et Lionel Jospin ont tous deux réaffirmé que le remboursement automatique de l'I.v.g. ne pouvait être remis en question pour une quelconque raison financière ou « spirituelle ». Donc qu'il fallait déposer très vite la proposition de loi nécessaire. Merci pour les femmes. Elles qui, souligne Yvette Roudy, « se sont montrées raisonnables et patientes ». Elles qui savaient qu'elles ne pouvaient obtenir tout tout de suite. « Avec l'accord et la complicité des femmes, j'ai pris les choses dans l'ordre », reprend Yvette Roudy. « Je n'ai pas demandé qu'on révise de façon urgente et prioritaire l'ensemble de la loi Veil. D'abord la contraception. Et je ne me suis pas trompée : nous avons fait une belle et forte campagne sur le sujet, qui semble déjà donner des résultats. Ensuite, le remboursement de l'I.v.g. Les femmes ont compris, et accepté, qu'on s'occupe de leurs problèmes de façon progressive. Elles ont eu cette intelligence et cette lucidité. Qu'on ne les déçoive pas : le remboursement de l'I.v.g. par la Sécurité sociale, elles y tiennent, parce que c'est une mesure de justice sociale. Pour les moins favorisées, pour celles qui n'ont les moyens de rien, il faut rectifier la loi « bourgeoise » de 1975, faite sur mesure pour les femmes qui ont l'argent de leur avortement. » Justice sociale, oui. C'est même une des cartes de visite privilégiées de la gauche. Une carte tout à son honneur. Une carte qu'Yvette Roudy, sereine et confiante, n'hésite pas à jouer : « Le gouvernement sait très bien où il en est. Et son assurance transparaît dans l'action et les décisions d'un ministère mis en place par le président de la République et le Premier ministre, et chargé de faire des propositions. » Indispensable. N'oublions pas que les acteurs du changement social sont pour moitié des actrices. ●

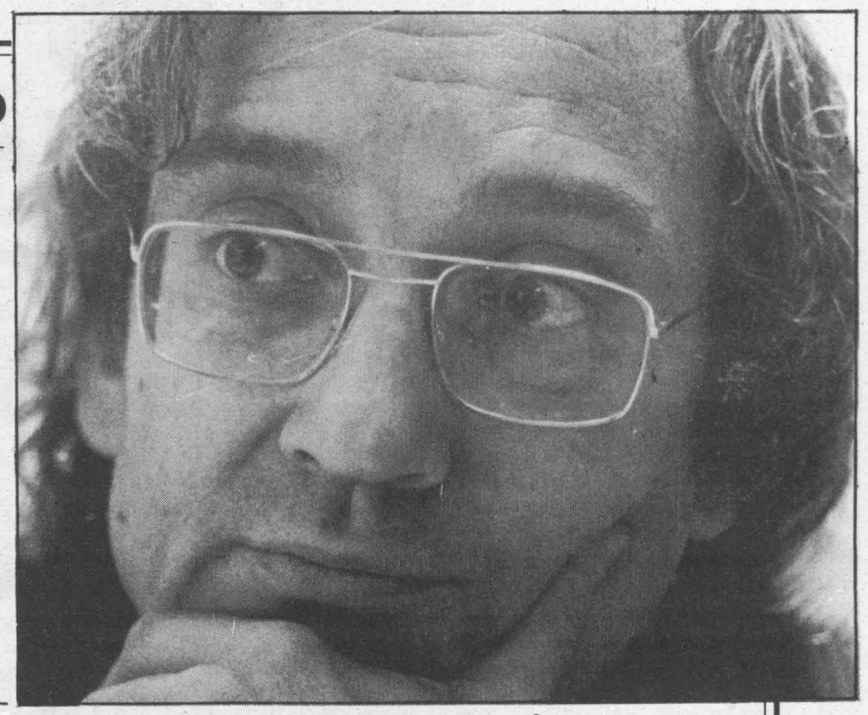
(1) 25 % d'avortements par rapport au nombre d'accouchements.

(2) Aspiration des règles.

(3) A paraître prochainement au « Journal officiel ».

La chronique de Max Gallo

Une certaine musique



Il est fascinant de repérer à travers les textes de certains éditorialistes la remontée dans la pensée et dans le style de tous les procédés de la vieille droite méprisante et haineuse. "Gringoire" et "Je suis partout" ont des héritiers

« C'EST un monstre de la République démocratique. Et c'est un hircocerf de la dialectique heimatlos. Détritus humain, à traiter comme tel... C'est un homme à fusiller, mais dans le dos. » Qui ? Léon Blum. L'auteur de ces lignes ? Gharles Maurras dans « l'Action française » du 9 avril 1935.

Autre portrait : « Il semble condamné par quelque démoniaque héritage au mouvement perpétuel d'une boussole sans aimant. A la tribune, on le devine impuissant à contrôler ses réflexes. Il fait pivoter sa tête ricanante sur ses épaules faméliques ; il lance les bras en avant avec la brusquerie extatique d'une marionnette qui n'a plus toutes ses ficelles. Ce dément est-il honnête ? Nous en doutons. Il est atteint de dévergondage cérébral... Tel est l'homme sur lequel pèsent hélas quelques-unes des plus graves responsabilités du moment. » Qui ? Pierre Cot, ministre du Front populaire vu par un journaliste de « Gringoire » le 25 septembre 1936.

N'oublions pas ces textes et ce climat. Plus d'un demi-siècle est passé mais rien n'est figé encore. Des correspondances s'établissent comme si ceux qui parlent, écrivent et pensent au nom de la droite ne pouvaient — et ne voulaient — échapper à leur tradition du mépris de la gauche, à cette pesanteur de l'insulte, à leur instinct issu de toute une culture qui les fait nier non seulement toute compétence aux hommes de gauche, mais même leur refuse toute humanité.

Certains diront que j'exagère. Or, ce qui me frappe au contraire c'est la résurgence des mêmes procédés, le glissement chez certains — dont la profession est intellectuelle, on les dit même parfois philosophes de formation — de l'analyse raisonnée qui les conduirait à combattre avec vigueur le gouvernement de gauche et ses choix, à la démesure de la haine. Leurs textes ont la fausse vigueur de ceux qui paraissaient dans « l'Action française », dans « Gringoire » ou « Je suis partout ». Et rappeler ce passé à leur propos ce n'est pas se complaire dans une vaine et répétitive démarche historique, mais tenter de comprendre ce que signifie — et à quoi conduit — une telle « écriture ».

Exemplaire de ce point de vue est le chroniqueur d'un quotidien. Chaque semaine, il commente l'événement, et l'évolution de cet intellectuel dépasse naturellement son cas personnel. Cet homme, il y a quelques mois, se définissait comme une sorte de philosophe du bon sens, hostile à la gauche bien sûr, anticommuniste militant certes, mais maîtrisant sa plume et donc sa pensée. La victoire de la gauche l'a fait basculer. Il est fascinant de suivre ce destin intellectuel à travers ces textes hebdomadaires, de repérer la remontée dans la pensée et dans le style de tous les procédés de la vieille droite méprisante et haineuse jusque dans ces tics de vocabulaire.

Voici comment cet intellectuel analyse (7 septembre 1982) l'intervention de Pierre Mauroy et l'annonce des nouvelles mesures gouvernementales : « Sinistre purge... inceste du parti et du gouvernement... lamentable numéro de cirque où un vieux lion chloroformé, somnambulique a fait une fois de plus la preuve qu'il ne comprend pas ce qu'il énonce... nominalisme indécrottable... tel Panurge... auto-éducation ratée... maniement d'abstractions qu'il répète comme un laquais qui aurait endossé le pourpoint de ses maîtres se sent gauche et emprunté. »

Arrêtons-nous un instant à cette dernière phrase. L'homme s'y livre avec tous ses misérables et ridicules préjugés de caste qu'on aurait pu croire, en 1982, effacés ou refoulés. Eh bien, ils sont là ! Cet « intellectuel », fier de ses diplômes, de son appartenance à ce qu'il imagine être une élite — que ce seul texte qualifie —, méprise avec la hargne et la condescendance d'un ci-devant qui ne supporte pas l'autre. Qui est-il l'autre ? Hier, ce n'était qu'un « Juif allemand naturalisé ou fils de naturalisé... un monstre démocratique, un hircocerf » (Blum) ou un « fou ou un vendu » (Cot) ; aujourd'hui, ce n'est qu'un « vieux lion chloroformé » qui, quand il « s'aperçoit que son prêche démagogique du style tourisme et travail ne passe pas bien », charge comme un pachyderme. »

Rien n'a changé dans le procédé ni dans la haine de caste qui transforme un intellectuel en un polémiste vulgaire. Mais l'insulte en politique a toujours une signification. Elle n'est jamais naïve même quand elle vous échappe. Elle vous démasque. Elle s'insère dans toute une stratégie. Il faut que la « sinistre purge » dure le moins possible. « Le socialisme coûte décidément trop cher à la France : nous ne pourrons nous l'offrir jusqu'en 1986 ou 1988. » Affirmation bien légère qui ne tient compte ni de la volonté de la majorité ni des échéances constitutionnelles. Quelle importance ! Ce même homme, dont le style et la pensée s'inscrivent dans le droit fil de Maurras, de « Gringoire » et de « Je suis partout », n'hésite pas à écrire : « L'analyse est semblable à celle des résistants qui n'attendaient pas que le vieux Maréchal et l'occupant allemand aient achevé de détruire la nation pour s'engager dans la Résistance et la reconstruction de leur pays. » Voici donc, implicitement, que la majorité, légalement élue, « occupe » le pays comme une armée ennemie ou un gouvernement collaborateur. Comparaison exceptionnelle et maladroite, facilité née sous la plume presque au hasard ? Allons donc ! Dans un article précédent (31 août 1982), le même intellectuel écrivait ceci qui suffit, il me semble, à le juger : « En laissant les Polonais à leur triste sort, les socialistes français montrent à quel point est ancré en eux le désir vichyste de collaboration. Ils accomplissent sournoisement une seconde rafle du Vel d'Hiv. »

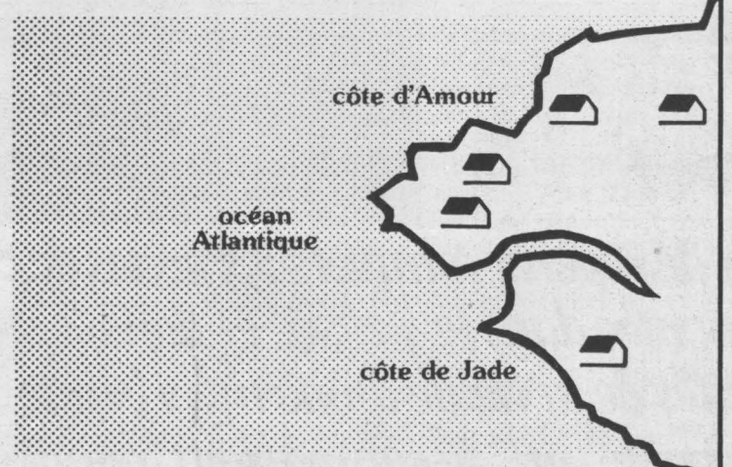
On dira : qui peut prendre au sérieux de telles élucubrations ? Méprisons de tels textes que leur excès rend ridicules et passons. Ils sont d'ailleurs sans influence. Qu'ils ne touchent pas la masse du pays, c'est l'évidence. Mais ils participent — et de ce fait ils ne peuvent être ignorés ou négligés — à cette bataille des idées, à cette structuration des courants d'opinion et des images qui est une des caractéristiques principales de la lutte politique, aujourd'hui plus qu'hier.

Or le dispositif d'attaque et la stratégie des adversaires de la majorité sont clairs : taire les mesures positives et les résultats obtenus ; effacer le souvenir de la gestion passée ; répéter le thème de l'incompétence et, pointe extrême, refuser la durée légitime, au nom du « salut public » — un thème que nous allons voir surgir —, et créer autour des personnalités de la gauche les plus exposées par leur fonction un halo de mépris allant jusqu'à nier leur « humanité ». Car le recours à ces comparaisons animalières n'est pas sans signification ni conséquences. S'il est de tradition à droite, c'est qu'il faut — au sens figuré et au sens propre — abattre les hommes. Et pour cela d'abord nier leur qualité d'homme. Développer à leur égard l'ironie, le mépris et bientôt la haine. Tout cela est connu, a déjà eu lieu, ici et ailleurs. Il me semble qu'il y aurait quelque naïveté à ne pas s'en souvenir. D'autant plus que l'offensive ne peut que s'accentuer. Car la durée est ce que la droite craint par-dessus tout. Tel autre commentateur par exemple, philosophe de formation lui aussi, moins vulgaire dans la polémique que son confrère, s'interroge doctement ainsi : « Aujourd'hui, du côté gaulliste, la démonstration est faite que (l'alternance) a été respectée. Reste à la gauche à prouver que, de son côté, il en sera de même. » Et de s'inquiéter : « Le vocabulaire socialiste même tend à dévaloriser la légitimité de l'opposant. »

Pour prouver son respect de la démocratie, la gauche devrait-elle se saborder et se soumettre avant les échéances à un nouveau verdict ? Dans quel traité de droit a-t-on lu pareille exigence ? Mais d'un article à l'autre des opposants, par touches successives, de l'insulte au raisonnement spécieux, on sent s'ordonner la partition. Point besoin de chef d'orchestre. La droite connaît d'instinct cette musique-là. Nous aussi.

LES RESIDENCES
Secondaires de l'Atlantique

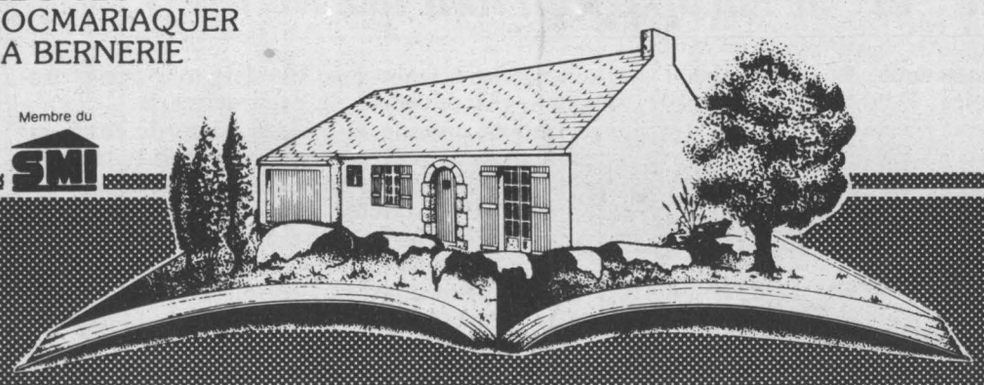
En bordure
de la Côte de Jade et d'Amour



LE CROISIC, studio en duplex avec jardin
PIRIAC, terrains de 403 à 518 m2
BATZ/MER, villas de 3 et 4 pièces
PLESSE, terrains boisés de 2100 à 6200 m2. (Tennis, piscine, mini-golf, sauna)
PREFAILLES, villas de 3 à 4 pièces.

En projet :
ILE D'YEU
LOCMARIAQUER
LA BERNERIE

les Pavillons de l'Atlantique
Route de Vannes
44260 MALVILLE
Tél. (40) 82.92.44



Membre du SMI

Si vous ne pouvez pas vous déplacer...

les Pavillons de l'Atlantique
Route de Vannes BP n°5 44260 MALVILLE
Tél. (40) 89.92.44
Je désire recevoir votre documentation générale sans engagement de ma part.
Sur : _____
Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
_____
Tél : _____

NIS 48.16.51

VOUS DEVEZ VOUS PROTEGER DES RISQUES IMPREVUS: FAISONS-LE ENSEMBLE.





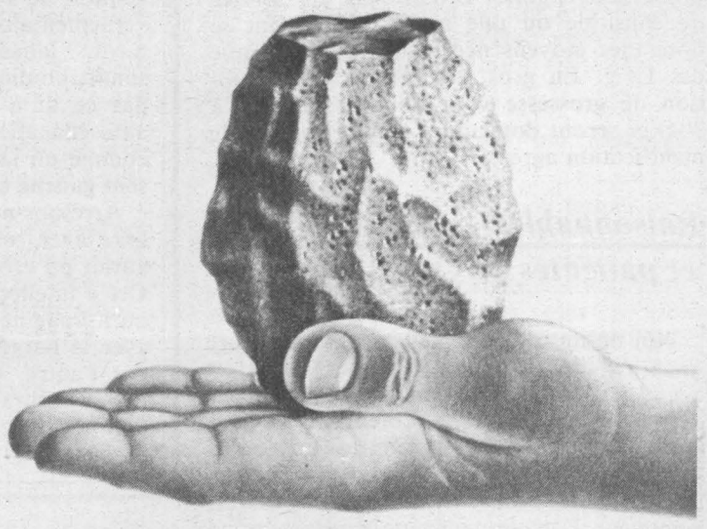
Entendons-nous bien! La notion même de risque est inhérente à la vie de l'entreprise. C'est la règle du jeu, et personne ne saurait la changer. Mais certains risques ne font pas partie de cette règle du jeu, et il faut savoir les prendre en compte.

Ces risques sont fonction de l'objet de votre entreprise, de son organisation, de ses produits ; ils dépendent aussi de vos fournisseurs, de vos clients, d'obligations réglementaires. Avec votre assureur UAP, apprenez à les connaître. Et à vous en prémunir.

Votre assureur UAP est votre partenaire. Ensemble, jour après jour, vous déterminerez le niveau d'assurance qui, maîtrisant l'imprévu et ses conséquences, ne laissera sur vos épaules que la seule vraie responsabilité : celle d'entreprendre... et de réussir.

avec vous partout.

UAP
L'assureur n°1.





bélier

Jean Auroux, médecin (efficace) malgré lui !

Quand Talbot et Citroën ont la fièvre, c'est l'industrie automobile qui risque de tomber malade. Conscient de la gravité du malaise et des risques de rechute, Jean Auroux opère à chaud

PAR HELENE TRUDAINE



Non-grévistes chez Talbot, à Poissy.


Grévistes chez Citroën, à Aulnay-sous-Bois

LA fièvre a encore pris Talbot et Citroën ces jours derniers. Mais cette fois, et contre toute pratique habituelle en matière de « médecine » sociale, c'est le ministre du Travail en personne qui est intervenu au chevet des malades. Calmant l'un, admonestant l'autre ; intervenant dans les deux cas avec rapidité et autorité.

Talbot ? Deux des parties, d'accord en juillet sur la médiation de fin de conflit, s'accusent réciproquement de violer la parole donnée et d'envenimer les relations de travail dans l'usine de Poissy. Saisi de demandes de rendez-vous, Jean Auroux prend au mot ses interlocuteurs et les reçoit à son ministère dans la nuit du 8 au 9 septembre. Il va de l'un, dans un bureau du rez-de-chaussée, à l'autre, dans un salon du premier étage. Au milieu de la nuit, les positions antagonistes commencent à se rapprocher : à 1 h du matin, le ministre, plutôt satisfait il faut en convenir, lance un appel aux « Talbot », au nom de l'apaisement social et de la raison économique.

Citroën ? Certains cherchent à faire une brèche dans la loi de blocage des salaires et à anticiper l'application d'une augmentation prévue par la médiation de mai. Interviewé par un journaliste le 11 septembre, Jean Auroux saisit l'occasion et prend l'opinion publique à témoin : « Personne ne comprendrait qu'une exception soit faite au profit de salariés d'une entreprise particulière, quelle qu'elle soit. » Le lendemain, dans une nouvelle intervention publique, il se montre plus explicite encore : « Aucune organisation socio-professionnelle n'a capacité à s'opposer à la loi. »

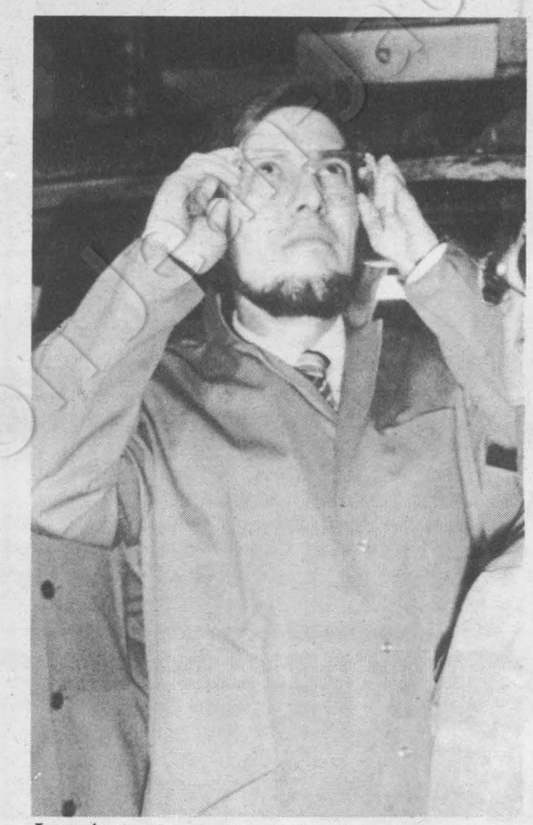
Dès lors, on peut s'interroger sur les raisons profondes d'un ministre socialiste à entrer si nettement et si intimement au cœur de conflits d'entreprises. « Ni pompier, ni ange gardien des conflits sociaux », pour reprendre sa propre expression, qui est donc Jean Auroux et pourquoi a-t-il fait ces interventions hors des « sentiers battus » ?

1) D'abord au nom de la politique contractuelle. Il y croit et construit toute son activité politique au ministère du Travail sur cette base. Elle est le fil conducteur des nouveaux droits des travailleurs qui reviendront en débat au Parlement dès la semaine prochaine. Elle est un élément essentiel de réponse à la crise économique. Pour lui, l'implication des salariés au projet de l'entreprise compte parmi les facteurs de productivité. Pour lui, la souplesse d'adaptation de l'appareil productif dépend étroitement de la qualité du dialogue social.

Quand la presse de droite le prend à partie et l'accuse de faire les quatre volontés d'un syndicat, Jean Auroux se fâche et explique son objectif au cours d'une conférence de presse. « Mais non... les propositions que j'ai faites à la direction et aux syndicats de Talbot résultent d'un esprit de compromis. Elles ne sauraient être présentées comme une victoire de qui que ce soit. La seule victoire à saluer sera celle du réalisme et de la responsabilité des acteurs sociaux. »

Quand un journaliste l'accuse d'interventionnisme abusif et donc de contradictions avec sa doctrine déclarée, il relève le défi et remet les faits à plat. « La politique contractuelle était maltraitée et je suis intervenu pour la réhabiliter. Quand les acteurs sociaux de l'entreprise se révèlent incapables de régler leurs affaires entre eux, je nomme un médiateur. Quand ensuite ils ne respectent pas l'engagement accepté, je les appelle à l'esprit de responsabilité. »

2) Ensuite pour favoriser la vitalité économique. Il en fait une nécessité ; refusant, comme il dit, « de faire l'économie de l'économie ».


Jean Auroux.

Or, à trois semaines du salon de l'automobile, le ministre du Travail craint que l'industrie française ne présente une vitrine lézardée ; impressionné par la croissance des importations étrangères, il ne veut pas que les grévistes « roulent pour » les constructeurs japonais, italiens, allemands, américains ou suédois... « Ces conflits à répétition affectent gravement la compétitivité de notre industrie automobile et font donc peser des risques sur l'emploi, dit-il. Ceux qui les engagent prennent une responsabilité dont ils sont comptables devant la collectivité nationale. »

« Nous ne voulons surtout pas casser la baraque », répondait le lendemain en écho un leader syndical...

Bien imprudent cependant serait l'observateur qui penserait que les malades ne sont désormais plus sujets à des nouvelles poussées de fièvre !

Seulement, si le réalisme économique et l'esprit de responsabilité contractuelle font quelques pas en avant à Talbot, Citroën et ailleurs, cette intervention « exceptionnelle » du ministre du Travail aura contribué à mettre la France sociale à hauteur des problèmes économiques de cette fin de XXe siècle. ●

Ariane met– quand même– la France sur orbite...

Le bel avenir d'Ariane ne semble pour l'heure pas encore compromis malgré l'échec de son cinquième lancement

Cinq cent soixante et une secondes après son lancement, tout allait encore bien pour Ariane. Toutes les étapes de la préparation et du compte à rebours s'étaient déroulées sans le moindre accroc ; la fusée était partie à la minute précise qui avait été prévue ; les deux premiers étages avaient fonctionné parfaitement ; le troisième s'était allumé sans défaillance : à Kourou, tout le monde respirait, heureux de la réussite du premier lancement commercial de la fusée européenne.

Mais brutalement, Ariane a perdu de la vitesse. Les informations recueillies par la station de Natal, au Brésil, rapatriées dès le lendemain à Kourou, ont rapidement permis de comprendre ce qui s'était passé. La turbo-pompe du troisième étage, élément qui envoie l'hydrogène et l'oxygène vers la chambre de combustion du moteur, est tombée en panne. De 61 800 tours/minute, elle est tombée en moins de deux secondes à 21 000 tours et le lanceur a été perdu, avec les deux satellites qu'il portait.

Pas question de nier l'échec. Pourtant, ni les ingénieurs du C.n.e.s. (Centre national d'études spatiales) ni les commerciaux d'Arianespace ne désespèrent. « Nos clients savent bien que des problèmes peuvent toujours survenir », confiait dès le vendredi le président d'Arianespace. Et, paradoxalement, la vitesse avec laquelle la panne a été localisée tourne plutôt à l'avantage des techniciens européens. D'autant plus qu'Ariane peut encore se flatter de trois réussites sur ces cinq premiers tirs, ce qui reste remarquable au regard des tâtonnements inévitables que cette technique si sophistiquée doit subir avant de faire ses preuves. Ses concurrents américains, eux aussi, ont essuyé des revers, considérés comme normaux dans le métier. Car la fiabilité d'Ariane n'est que de 95 %, comme tout lanceur automatique, alors que celle d'un lanceur habité, la navette Columbia, doit atteindre 99,99 %.

Le bel avenir d'Ariane ne semble donc pour l'heure pas encore compromis. Reste, maintenant que la panne a été trouvée, à en comprendre la raison. Au C.n.e.s., on est assez optimiste, attendant une réponse « dans des délais assez rapides ». Les recherches s'orientent, semble-t-il pour l'instant, vers les engrenages de la turbo-pompe. Ces matériels doivent en effet faire face à des vitesses de rotation exceptionnelles et à des chocs thermiques considérables. L'hydrogène et l'oxygène liquides qu'ils véhiculent sont à des températures de - 170 et - 250°C. Aussi la turbo-pompe avait-elle subi des essais très serrés. Les techniciens espèrent donc qu'il ne sera pas nécessaire de la transformer fondamentalement, puisqu'elle a par trois fois fonctionné parfaitement, avec des performances meilleures que celles qui avaient été prévues. « Le problème n'est pas cette fois de même nature que pour la panne de l'injecteur qui avait causé l'échec du second lancement et qu'il avait fallu trois mois pour expliquer », constate calmement un ingénieur du C.n.e.s., supposant que la défaillance de la turbo-pompe pourrait avoir des causes méthodologiques et non technologiques.

De la rapidité avec laquelle le problème sera résolu dépend tout de même beaucoup. Car le calendrier de lancements d'Ariane était déjà difficile à tenir, en raison des cinq mois de retard pris par le satellite Marecs-B. Un lancement était prévu fin novembre ; on voit mal comment il pourrait avoir lieu aussi vite. Et s'il y a bien une chose qu'Ariane ne peut pas se permettre, c'est de décevoir ses clients américains, clefs de son succès commercial.

F. de G.

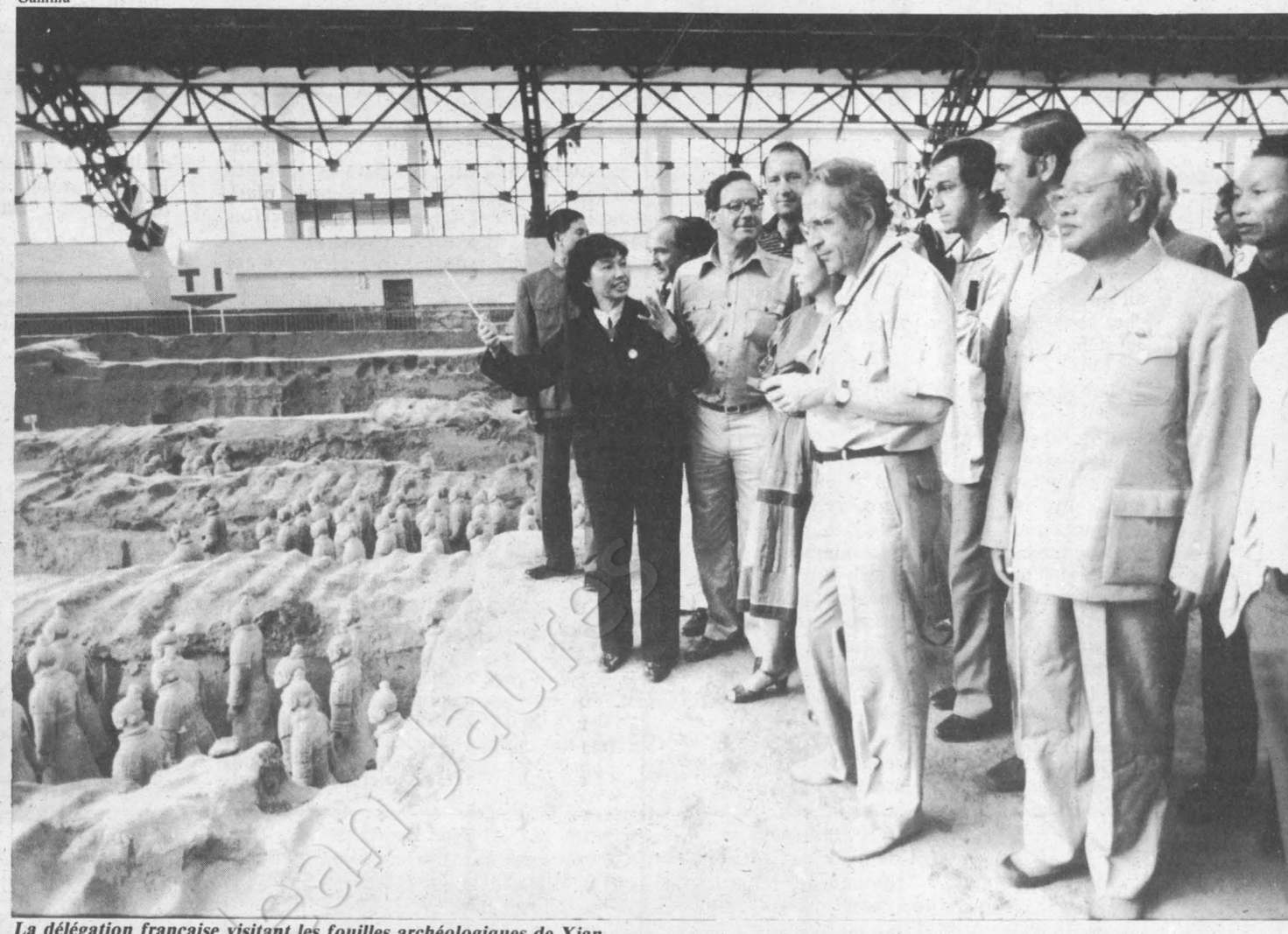


Avec Deng Xiaoping.



Louis Mermaz avec Hu Yaobang, le secrétaire général du P.c.c.

Gamma



La délégation française visitant les fouilles archéologiques de Xian.



Reçu par Mme Chou en Laï.

RELATIONS FRANCO-CHINOISES

Louis Mermaz: "Les Chinois savent désormais qu'il est dangereux de se payer de mots"

PAR GUY PERRIMOND

LOUIS MERMAZ, président de l'Assemblée nationale, s'est rendu en Chine (du 26 août au 9 septembre) à la tête d'une délégation de parlementaires composée de l'ensemble des courants représentés au Parlement (P.s., P.c., U.d.f., R.p.r.). Durant son séjour, tout au long de ses rencontres personnelles (ou avec l'ensemble de la délégation), Louis Mermaz a abordé avec ses interlocuteurs — et au plus haut niveau — des problèmes politiques intéressant les deux pays. A son retour, nous avons interrogé le président de l'Assemblée nationale sur ce voyage.

« L'UNITE » : Votre voyage a coïncidé avec les travaux du 12° congrès du Parti communiste chinois. Quel sens donnez-vous aux mutations perçues dans la direction de ce parti ?

LOUIS MERMAZ : J'ai rencontré, à la veille du congrès, les principaux dirigeants chinois, tout d'abord le numéro un de la politique chinoise, M. Deng Xiaoping, puis Hu Yaoubang, le président du Parti devenu depuis secrétaire général — ainsi que le Premier ministre Zhao Ziyang. Ils m'ont exposé, ce qui était une marque de confiance vis-à-vis de la France, les grandes lignes, les objectifs du 12e congrès. Et en particulier, ils m'ont parlé de leur volonté d'en finir avec les séquelles de la Révolution culturelle. Il s'agit, à leurs yeux, d'un retour — pour le Parti et les institutions d'Etat — à une situation normale.

Deng Xiaoping m'a parlé de la mise en place de nouvelles structures et du rajeunissement des cadres. La création d'une commission des conseillers — où se retrouvent bon nombre de vétérans de la Longue Marche sous la présidence de Deng — correspondant à ce souci. Mais il est évident que Deng Xiaoping demeure le numéro un de la politique chinoise. Même s'il voit davantage son rôle futur comme celui d'un inspirateur, laissant la mise en œuvre des décisions au secrétaire général du Parti et au Premier ministre.

— Vous venez de souligner la volonté des responsables chinois d'en finir avec un certain héritage. Comment cela se mesure-t-il dans la vie politique intérieure ?

— Deng Xiaoping a prononcé le discours inaugural du congrès. Dès lors, les grandes orientations étaient fixées. Certes, il restait aux délégués à entendre le rapport du secrétaire général qui a duré plusieurs heures. Mais, dès l'ouverture, la tonalité avait été donnée. L'objectif des dirigeants chinois est simple : rester fidèle à ce qui fait l'originalité de leur système tout en mettant l'accent en politique intérieure sur la démocratisation — le mot est de Deng Xiaoping — et en politique étrangère sur l'ouverture. Certes, il ne s'agit pas de démocratie à l'occidentale : dans un pays comme la Chine, compte tenu du passé récent, démocratiser c'est d'abord permettre aux habitants de participer aux affaires publiques, économiques, sociales. Il faut comparer ce qui est comparable : avant que l'on puisse parler, en Chine, d'une démocratie du type de la nôtre, il s'écoulera bien du temps. Pour l'instant, les dirigeants chinois souhaitent que paysans et salariés puissent être intéressés aux résultats de leur exploitation agricole ou de leur entreprise. Deux mots résument sur ce point ce désir affirmé de démocratisation : responsabilité et intéressement.

— Voyez-vous émerger une autonomie réelle des citoyens ou des producteurs ?

— Des changements sont perceptibles. Dans le domaine agricole par exemple, chaque famille peut disposer aujourd'hui d'un lopin de terre dont la production est écoulée sur le marché libre. Sur ce lopin, elle peut aussi construire une maison familiale. C'est une façon réaliste de tenir compte des besoins et des mentalités. Car l'objectif fondamental des dirigeants chinois est d'assurer le ravitaillement de la population. Or, nourrir un milliard d'hommes pose de redoutables problèmes. Et même si l'on veut changer certaines choses, on ne peut manœuvrer un pétrolier de 500 000 tonnes comme un dériveur. Toute mutation trop brusque, par exemple l'extension rapide d'un vaste secteur libre — à supposer que les responsables chinois y songent — risquerait fort de déséquilibrer l'ensemble. Et les Chinois veulent au maximum éviter les soubresauts : ils en ont eu leur part.

— Retrouve-t-on en ville la même évolution ?

— Ceux qui connaissent bien la Chine et en particulier notre ambassadeur à Pékin, un homme remarquable, constatent, depuis 1978, une plus grande liberté dans l'allure des gens. Cela se remarque aux vêtements, aux comportements, à la curiosité vis-à-vis des étrangers, au désir de dialogue. Cela se mesure également à la multiplication, à côté des magasins d'Etat, des boutiques privées et des échoppes d'artisans, qui, je l'ai vu à Shanghaï, sont assez bien fournies. Mais rien de cela ne remet en cause la base même du régime : la collectivisation des grands moyens de production et d'échanges.

— On pourrait dire que les dirigeants chinois font tout simplement preuve de réalisme.

— Mais ils sont réalistes. Et pragmatiques. Ils sont persuadés de la solidité du système mis en place depuis 1949. Ils sont persuadés du progrès fondamental que ce système représente par rapport au passé, par rapport à l'époque des généraux gouverneurs de province, des impôts forcés, des famines, des rafles de jeunes gens dans les villages pour remplir les régiments. Il suffit de comparer avec d'autres pays du Sud-Est asiatique pour comprendre la satisfaction des dirigeants chinois : avoir assuré, en même temps que la cohésion nationale, la dignité et l'indépendance de la Chine et de ses habitants. Ils ne sont donc pas prêts à revenir sur ce qu'ils considèrent comme un acquis irréversible. Mais, tirant les conclusions, en termes très sévères, de la période 1966-1978, ils s'apprêtent à entrer dans une nouvelle phase de leur histoire. Et pour cela, ils s'adaptent.

— Cette adaptation se limitera-t-elle aux aspect économiques et sociaux ?

— Je ne pense pas. La démocratisation sera dans une certaine mesure concernée par le projet de révision de la Constitution que l'Assemblée nationale populaire examinera à partir du mois de novembre. Ce projet, déjà discuté à la base, prévoit par exemple que, parmi les 3 500 membres de l'Assemblée nationale populaire, le « poids » des militaires sera réduit. Plus globalement, il montre une volonté de laïcisation des institutions d'Etat par rapport au Parti. Certes, ce dernier demeurera le

pivot des institutions nationales, provinciales et locales. Mais il y a un désir de séparation au moins formel. Il y aura à nouveau élection d'un président de la République : sa candidature sera proposée à l'Assemblée nationale chinoise par le comité permanent (ou bureau) après de larges consultations dans le pays. La nouvelle commission militaire — c'est important en Chine — dépendra du Parlement et non plus directement du Parti. Bref, cette révision prouve un désir de mettre en place des institutions plus stables en même temps que plus « universelles ».

— Comment se mesure, sur le plan économique, ce nouveau réalisme ?

— Le Premier ministre n'a cessé de me répéter que la Chine était un pays du tiers monde, qu'elle faisait partie des pays les moins avancés, si le critère retenu était le nombre de dollars dont dispose chaque individu. J'ai eu beau lui rétorquer que la Chine avait un rôle de grande puissance internationale, il est évident que les responsables de Pékin jugent que leur pays est toujours englué dans les problèmes des pays du tiers monde. Ce souci d'approcher au plus près la réalité, la vérité, je l'ai noté chez tous les dirigeants rencontrés, dans la capitale ou en province. Ils ne camouflent pas.

Cela implique des modification de leurs objectifs : la période des grands bonds en avant est bien terminée. Les Chinois savent qu'il est dangereux de se payer de mots. Ils m'ont expliqué que dans le domaine économique leur projet est de parvenir à « un développement moyen ». « Car, ajoutent-ils, nous avons des difficultés dans de nombreux secteurs : nos infrastructures routières, ferroviaires, portuaires sont insuffisantes. L'exploration et l'exploitation des ressources énergétiques sont également insuffisantes. Dans le domaine nucléaire, le retard est réel. » La géographie et l'histoire leur ont d'ailleurs joué un mauvais tour : leur industrie est surtout localisée là où se trouvent le moins de ressources énergétiques, à l'Est : ce qui pose d'une manière accrue les problèmes de transport. Bref, l'objectif de devenir, en l'an 2000, une grande nation industrielle est repoussé. « Ce n'est qu'à partir de cette date, m'a expliqué le Premier ministre, que nous pourrons entamer le processus de rattrapage des grands pays industrialisés. »

— Avec une certaine démocratisation vous avez parlé d'une ouverture sur le monde. Quelles en sont les raisons ?

— Les Chinois pensent qu'ils constituent eux-mêmes un monde. Mais ils ont conscience que ce monde, aussi vaste soit-il, ne peut pas vivre coupé du reste de la communauté internationale.

D'autant qu'ils s'estiment menacés par ce qu'ils appellent le double hégémonisme, celui des Etats-Unis, celui de l'Union soviétique, ce dernier les inquiétant d'ailleurs un peu plus que le premier.

Quant à leurs relations économiques, elles se font pour l'essentiel avec le Japon et les Etats-Unis. Or, ces pays restent des partenaires économiques de premier plan, même lorsque des frictions viennent parfois troubler ou freiner les échanges.

Ainsi la Chine souhaite-t-elle visiblement diversifier ses échanges, et l'Europe occidentale et la France l'intéressent tout particulièrement. Claude Cheysson avait pu le constater avant moi lorsqu'il s'est rendu à Pékin au début du mois d'août.

De plus, sans nous bercer d'illusions, nous sommes en droit de penser que la politique étrangère française l'intéresse plus particulièrement. Car il y a des convergences entre les deux diplomaties : nous sommes, les uns et les autres, intéressés par un équilibre réel entre les grandes forces antagonistes ; nous entendons, les uns et les autres, poser en termes réalistes le problème de notre sécurité ; nous avons les uns et les autres une vision tiers-mondiste des choses. Il est donc logique que le dialogue se développe entre Pékin et Paris et cela, non seulement dans le domaine politique, mais aussi industriel, technologique, commercial, culturel.

— Comment peut se concrétiser ce nouvel état d'esprit, ce retour à une vieille tradition ?

— Il s'agit en effet de renouer des liens distendus. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir et la politique étrangère de François Mitterrand, les Chinois retrouvent une France capable d'avoir un dessein planétaire. C'était, dans un autre registre, le cas du temps du général de Gaulle ou de Georges Pompidou. Puis, durant la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, ils ont connu une France aux préoccupations uniquement mercantiles.

Aujourd'hui, les circonstances permettent un rapprochement. Mais ce ne sera pas une novation. Depuis le XVIIe siècle, nos deux pays, nos deux cultures se sont souvent frottés l'un à l'autre. Sur le plan culturel par exemple, Claude Cheysson a obtenu la promesse que le français allait être enseigné à la télévision. Ces dernières années, l'enseignement de notre langue était là-bas en chute libre. Frileuse, la France avait limité les efforts en ce domaine au seul continent africain. Et encore ! Aujourd'hui il dépend de nous que le français se taille en Chine une place de seconde langue étrangère derrière l'anglais. Il est possible que l'on puisse obtenir des Chinois la création d'un quotidien en langue française — il en existe un en anglais. Enfin le projet d'installation d'un émetteur à Macao permettant d'assurer des émissions en français vers la Chine viendrait heureusement compléter le dispositif.

Mais il faut être logique. Nous ne pouvons rien demander pour notre langue et notre culture si nous ne sommes pas capables d'assurer la réciprocité. Par exemple, sur les six cents boursiers chinois étudiant en France, deux cents seulement disposent de bourses françaises ; il est évident qu'il y a un effort à faire. Tout comme vis-à-vis des étudiants français — de plus en plus nombreux — s'intéressant à la Chine.

— Mais les relations franco-chinoises ont des points de friction. Le Cambodge par exemple ?

— Il est évident que nous n'abordons pas tous les problèmes de la même manière, loin de là. Et le Cambodge est un bon exemple. Je m'en suis expliqué très franchement avec Deng Xiaoping et Hu Yaobang.

Après Claude Cheysson, je pense avoir fait évoluer la compréhension des Chinois sur notre position. J'ai expliqué que si nous faisons les plus expresses réserves à l'égard des Khmers rouges, c'est qu'ils représentent très largement pour nous l'organisation de Pol Pot, et que l'opinion française a été révulsée — ce sont les termes que j'ai employés — par les crimes et les exactions de ce dernier. Partant de là, la position française est simple : nous sommes pour un Cambodge libre et indépendant, choisissant ses institutions et ses élus. Ce qui signifie que nous ne reconnaissons pas le gouvernement de Heng Samrin mis en place par l'envahisseur vietnamien. Nous sommes pour l'évacuation de toutes les troupes étrangères, mais nous nous refusons à reconnaître le gouvernement dit du Kamputchéa démocratique, car aux côtés des représentants du prince Sihanouk et de Son Sann, on trouve précisément ceux des Khmers rouges, donc de Pol Pot. La France n'ayant pas de visées particulières dans la région — pour nous l'avenir de la France s'inscrit en France et dans de bonnes relations avec les peuples du monde —, il est évident, compte tenu de notre totale indépendance dans cette affaire par rapport à quiconque que, si on voulait faire appel à nous, nous pourrions être un arbitre utile le moment venu.

— Parmi les sujets de friction, il y a eu les différentes affaires de mariage mixte. Où en est-on en ce domaine ?

— J'ai évoqué ce problème — il s'agit de cinq dossiers — avec Hu Yaobang. Je l'ai fait, par souci d'efficacité, en termes humanitaires. Je ne souhaite pas en dire davantage dans l'intérêt des causes concernées. Je forme le vœu que les dirigeants chinois comprennent, comme je leur ai dit, l'importance de ces questions pour notre opinion publique. ●

Mort où est ta victoire...

L'assassinat de Bechir Gemayel ouvre une nouvelle période de violences et d'incertitudes au Proche-Orient au moment où la défaite militaire de l'O.l.p. se transforme peu à peu en victoire politique

PAR ANTOINE VIOLET

EST-CE un « pas décisif » ? Un événement « historique » ? Les deux expressions ont été employées après le sommet de Fès, dont on a retenu que les chefs d'Etats arabes, à la seule exception du Libyen Khadafi, acceptaient une reconnaissance implicite de l'Etat d'Israël. En pareille matière, il vaut mieux se méfier des qualificatifs. On peut cependant admettre qu'après la réunion de Fès le mot d'ordre des Arabes, y compris de ceux qui appartenaient jusqu'ici au « front de refus », ne peut plus être la destruction de l'Etat hébreu.

La reconnaissance implicite d'Israël est donc sans conteste un tournant, mais il reste facile même aux Israéliens les plus favorables à une négociation de souligner qu'une reconnaissance ne peut pas être seulement sous-entendue, qu'elle doit être claire et officielle. A quoi il est, certes, aisé de répliquer que le gouvernement israélien, pour sa part, n'est même pas allé jusqu'à admettre implicitement l'existence d'un Etat palestinien.

La résolution du sommet arabe ne résout donc pas tous les problèmes, et en particulier pas celui du Liban où l'assassinat du président Bechir Gemayel, vingt-deux jours après son élection et avant même qu'il soit officiellement investi, ouvre une nouvelle période de violences et d'incertitudes. Mais les décisions de Fès confortent ceux qui ont entrepris un effort pour provoquer, à partir de la nouvelle situation politique créée par le départ des Palestiniens de Beyrouth, une négociation en vue d'un règlement durable. Ces efforts sont de nature et de portée différentes. Si l'on retient, comme vient de le faire Claude Cheysson, une comparaison avec les fameuses poupées russes qui s'emboîtent les unes dans les autres, on peut considérer que le plan Reagan représente la poupée la plus petite, le plan franco-égyptien — dont François Mitterrand et le président Moubarak ont encore discuté samedi dernier à Paris à la lumière des plus récents événements — la poupée moyenne et la résolution de Fès la plus grande. Si l'on ne peut faire entrer la troisième dans la première, l'inverse est possible, et c'est pourquoi le ministre français des Relations extérieures a mis l'accent sur la nécessité de faire, dans l'immédiat, avancer le plan Reagan dont le mérite se situe dans la reconnaissance, inédite de la part des Américains, d'une entité palestinienne.



Le président Bechir Gemayel.

Sygma



Les présidents Mitterrand et Moubarak.



Hassan II et Yasser Arafat, à Fes



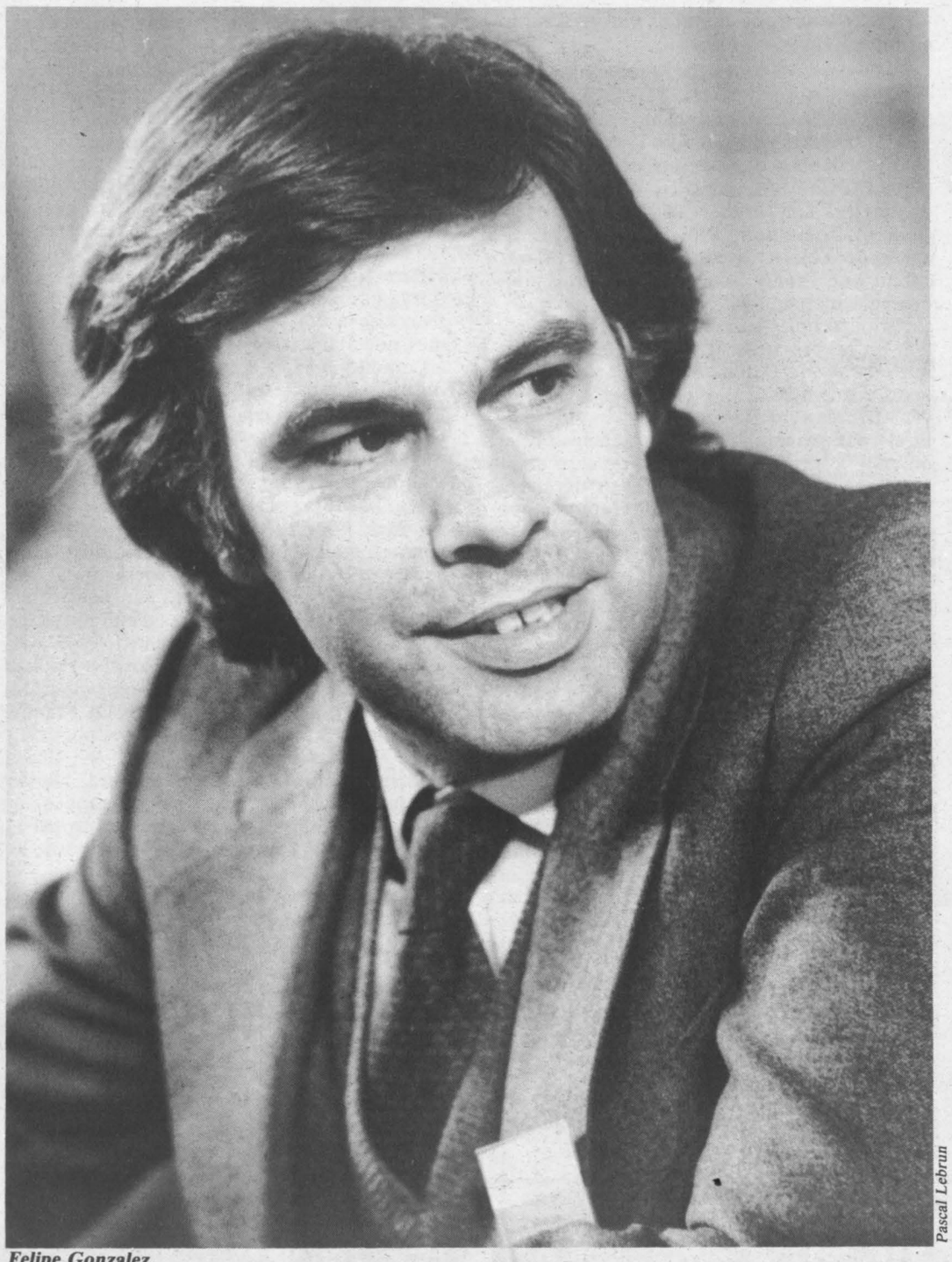
Philip Habib, George Shultz et Ronald Reagan.

A.f.p.

Sans doute, le Premier ministre israélien, Menahem Begin, a-t-il dit non aussi bien au plan Reagan qu'à la résolution de Fès qui fait appel au Conseil de sécurité pour garantir la paix entre tous les Etats de la région. Mais il n'est pas certain que cette position systématiquement négative soit longtemps tenable. Il faut souligner que le plan Reagan a été rendu public après que le président américain se fut longuement entretenu avec le leader travailliste Shimon Perès, qui a aussitôt renvoyé la balle en approuvant ce plan et en se démarquant ainsi de Begin pour la première fois depuis l'entrée des Israéliens au Liban.

Le problème est maintenant de savoir si la menace du « terrorisme palestinien » aux frontières, dont Begin s'est beaucoup servi, étant maintenant écartée, l'opinion israélienne va évoluer vers l'idée d'une négociation. Ce sera sans aucun doute l'enjeu des élections qui sont annoncées pour le printemps prochain. D'ici là, il serait bon que les dirigeants arabes, et en particulier ceux de l'O.l.p., précisent davantage les conditions dans lesquelles ils envisagent une coexistence avec Israël.

Dans le discours habile et relativement mesuré qu'il a prononcé mercredi dernier devant la conférence de l'Union interparlementaire réunie à Rome, où sa venue a déclenché des polémiques acerbes, Yasser Arafat a confirmé clairement son adhésion à la résolution de Fès. Il a même évoqué le plan Reagan, ce qui n'était pas gratuit, en même temps qu'il a salué, ce qui est nouveau, « les forces démocratiques et pacifiques qui se sont manifestées en Israël contre l'agression au Liban ». Se présentant désormais comme le champion d'une solution politique, le leader de l'O.l.p. sera sans doute amené à en dire plus au cours des entretiens qu'il compte avoir — après avoir été reçu à Rome par le pape et par le président Pertini — dans les capitales des pays membres du Conseil de sécurité, ce qui le conduira donc prochainement à Paris...



Pascal Lebrun

Felipe Gonzalez.

Sygma

ELECTIONS

Après Paris, Athènes... Madrid?

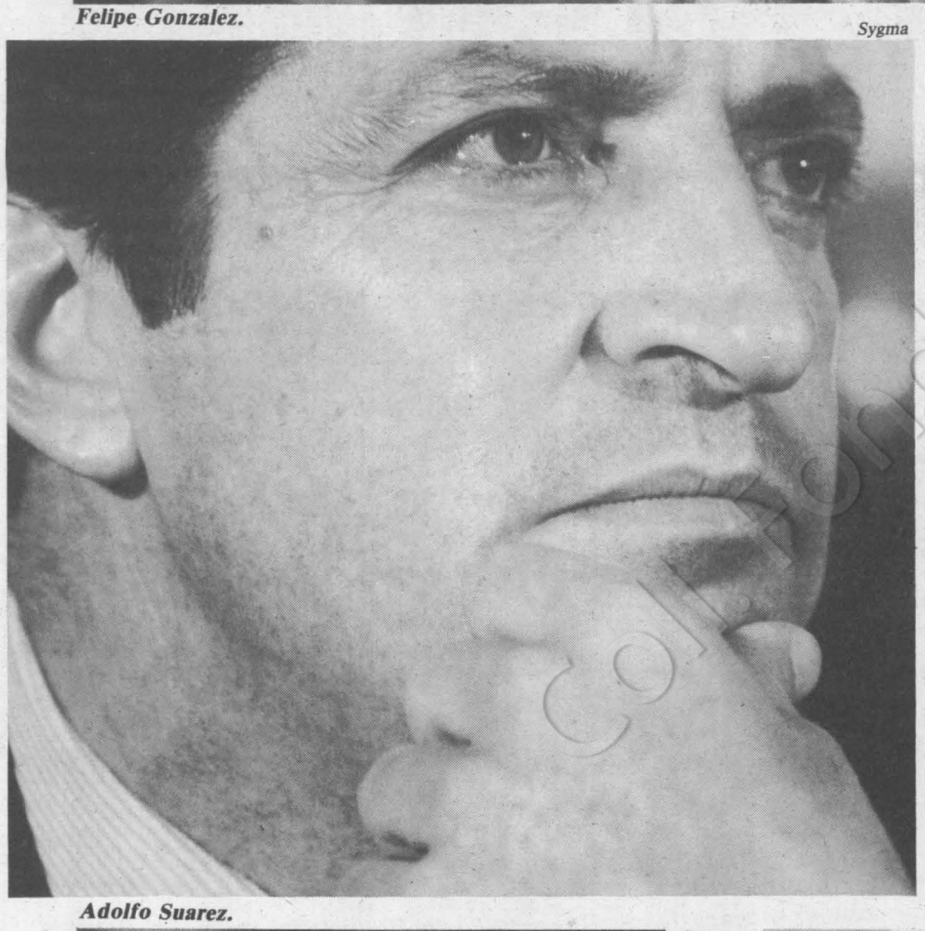
Face à une droite menée par un ex-ministre de Franco, un centre en déliquescence et un P.c. en perdition, Felipe Gonzalez et le P.s.o.e. concrétisent la force et la raison auxquelles l'Espagne aspire

PAR GILBERT SANS

L'ESPAGNE vit déjà au rythme des discours électoraux. Sur les murs des grandes villes l'affichage militant commence à disputer la place aux panneaux commerciaux ou non-politiques. Au fil des jours, l'affiche politique submergera le reste, signe qu'on sera bien entré officiellement, le 6 octobre, en campagne pour le renouvellement des Cortes et du Sénat.

Les élections générales législatives auront lieu le jeudi 28 octobre. Il s'agit d'élections anticipées ; le scrutin normal devait se dérouler au printemps prochain. Mais plus personne en Espagne n'entretenait d'illusions : le gouvernement ne pourrait jamais tenir jusque-là. Après le lâchage du petit groupe « social-démocrate », en fait des libéraux authentiques, de l'ancien ministre Fernandez Ordonez, le gouvernement et le groupe parlementaire U.c.d. (Union du centre démocratique) avaient à subir courant juillet une véritable déclaration de guerre de la part de l'ex-président Adolfo Suarez, qui créait son propre parti, le C.d.s. (Centre démocratique et social), et débauchait une cinquantaine de députés du groupe majoritaire centriste. C'était trop. Leopoldo Calvo Sotelo et l'U.c.d. n'avaient plus de majorité aux Cortes. S'achève ainsi peu glorieusement la période de transition centriste depuis la mort de Franco. Et chacun dans son camp d'attendre les élections générales pour la deuxième quinzaine de novembre...

C'était l'évidence même, puisqu'une bonne partie du mois d'octobre devait être largement accaparée par la visite du pape Jean-Paul II. Las ! Si Leopoldo Calvo Sotelo avait déjà largement démontré à tous qu'il ne figurerait pas parmi les grands hommes d'Etat de l'histoire espagnole récente, il tenait en revanche à rappeler qu'il était quand même un politicien particulièrement retors. Le 28 août dernier, au lieu de laisser jouer la démocratie dans les meilleures conditions — ce qui n'est pas en Espagne une simple affaire de mots —, Calvo Sotelo annonçait à la surprise générale la convocation du corps électoral pour le 28 octobre. La visite papale s'achevait, elle, le 22...



Adolfo Suarez.



Landolino Lavela et Garrigues Walker.

A.f.p.

L'église espagnole n'a pas apprécié

Belle manœuvre en apparence, qui devait rapidement se transformer en piège pour son auteur et ses partisans de l'U.c.d. Calvo Sotelo allait faire voter le pape ! Double avantage pour un parti gouvernemental aujourd'hui moribond. En faisant coïncider les deux événements, il prétendait confisquer à son profit les retombées « politiques » du voyage du souverain pontife. Si Jean-Paul II va en Espagne, c'est d'abord pour régler d'importants problèmes internes à l'appareil international de l'Eglise catholique et, d'une certaine façon, reprendre en main une hiérarchie ibérique trop encline à l'autonomie bien que fort peu contestable, après les scandales financiers du Vatican, la mise au pas de l'Ordre des jésuites et, « last but not least », la reconnaissance (et la promotion) papale officielle donnée cet été à la « sainte Mafia », l'Opus deï. Nous y reviendrons.

Mafia », l'Opus dei. Nous y reviendrons. pays, où, après quarante ans de fascisme, la pratique religieuse recule et les mœurs se libéralisent enfin, les conceptions « éthiques » actuellement en cours au Vatican : opposition à l'avortement et au divorce par exemple, pour ne prendre que ces deux problèmes qui font clivage politique dans la société espagnole d'aujourd'hui. Belle manœuvre électorale donc, bien que difficile à légitimer sous l'angle diplomatique aux yeux du monde entier. Encore aurait-il fallu « mettre dans le coup » l'Eglise espagnole elle-même. L'ex-chef du gouvernement « oubliait » de le faire. La réponse de la conférence épiscopale et du Vatican, cinglante, tombait la semaine dernière : le Pape ira en Espagne... début novembre. Ainsi, Jean-Paul II ne votera pas du tout, laissant ce soin à ses évêques locaux. Décision rien moins que sage et positive, le report de cette visite ne peut



Manuel Fraga Iribarne.



Santiago Carrillo au comité central du P.c.e.

Sygma

cependant nullement être interprété comme un « tournant progressiste » de l'Eglise espagnole. Vexée d'avoir été mise devant le fait accompli, la hiérarchie cléricale masque ainsi publiquement ses distances avec l'U.c.d., parti fantôme (mais l'avait-on déjà vue se ranger du côté des perdants ?...), alors qu'elle penche majoritairement et délibérément en faveur de l'Alliance populaire de l'ancien ministre franquiste Fraga Iribarne.

Le périlleux « goutte-à-goutte » de Suarez

Plus directement assimilable, une seconde raison militait en faveur de la soudaine précipitation gouvernementale : faire cesser au plus tôt le périlleux « goutte-à-goutte » que l'ineffable Adolfo Suarez infligeait depuis juillet à la formation centriste. Pas un seul jour ne passe en effet sans que soit publiée une nouvelle liste de députés, notables divers, hauts fonctionnaires rejoignant le combat fratricide de l'ex-chef du gouvernement. On comprend mieux, dans ces conditions, l'intérêt des apparatchicks centristes à raccourcir au maximum les délais électoraux. Sur le strict plan de l'efficacité, le panorama électoral demeure, au centre, rempli d'incertitudes. Adolfo Suarez — « le Duc » comme l'appellent les Espagnols depuis son anoblissement par le roi — l'emportera-t-il sur les résidus de l'U.c.d. amenés par leur chef parlementaire, Landelino Lavila, après l'effacement d'un Calvo Sotelo regardant ostensiblement vers la droite. Probablement, oui. Certains députés de l'U.c.d. laissent entendre que, puisqu'ils n'ont pas eu le temps de changer de parti avant les élections, ils iront aux urnes sur les listes de l'U.c.d., quitte à rejoindre les rangs du C.d.s. une fois élus aux Cortes. La moralité politique repassera, si elle peut, une autre fois. A l'U.c.d., la seule alliance conclue actuellement l'a été avec le petit groupe dirigé par un homme d'affaires pro-américain, Garrigues-Walker dont on peut assurer qu'il apportera davantage de millions que de voix et de militants. En revanche, le parti démocrate-chrétien d'Oscar Alzaga, très lié à l'Opus dei, qui pourrait influencer une bonne cinquantaine de députés, figurera sur les listes de l'Alliance populaire.



La semaine dernière à Wiesbaden en R.f.a., Felipe Gonzalez applaudi par le S.p.d.

En fait, face à l'effondrement de l'U.c.d. (lors des dernières élections régionales, ce parti était passé de 48 à 31 % en Galice, de 31 à 13 % en Andalousie), deux forces politiques opposées conservent leur sérénité : à droite l'Alliance populaire, à gauche le P.s.o.e. (Parti socialiste ouvrier espagnol). Dans tous les sondages, le P.s.o.e. est donné comme gagnant avec un pourcentage de voix oscillant autour de la barre des 40 %. Au-dessus, selon la règle électorale qui favorise la liste arrivée en tête, c'est la majorité absolue, en dessous non. L'ascension de l'Alliance populaire, doublant actuellement l'U.c.d. dans les pronostics électoraux mais toujours assez loin derrière le Parti socialiste, témoigne d'abord de l'échec de la politique centriste. Chômage et inflation galopent. Les autonomies, tant promises, piétinent. Tous les courants de l'armée sont insatisfaits ou traumatisés. Manuel Fraga Iribarne s'impose aujourd'hui comme leader de la nouvelle droite espagnole, susceptible de modernité sur le terrain économique dans un pays où le capitalisme, trop primitif, n'a jamais joué véritablement son rôle ; mais aussi redoutablement réactionnaire quant à ses conceptions morales, familiales, sur la vie quotidienne des gens. Le parti de Fraga, s'il constitue peut-être la première tentative sérieuse de création d'une force politique conservatrice — l'homme ne paraîtrait nullement déplacé auprès des chrétiens-sociaux bavarois ou dans l'entourage d'une dame Thatcher —, n'est nullement à même de régler un problème aussi brûlant, par exemple, que celui des autonomies et du « terrorisme » en Pays basque.

Sur l'autre bord de l'échiquier politique, singulièrement menacé par une perceptible tendance au « vote utile » en faveur du P.s.o.e., le Parti communiste de Santiago Carrillo ne trouvera certainement pas, pour ce scrutin, les solutions à ses successives et graves crises internes. Au cours des deux dernières années, mais plus encore durant les tout derniers mois, de nombreux cadres militants et dirigeants prestigieux soit ont déserté, soit se sont mis sur la touche, soit ont été bureaucratiquement éliminés. Pêle-mêle : l'économiste Ramon Tamanes à Madrid qui intégrera certainement les listes d'Adolfo Suarez, Pilar Bravo, leader féministe à Valence, Manuel Azcarate, Nicolas Sartorius, l'ex-dauphin, et maintenant Marcelino Camacho, dirigeant historique des Commissions ouvrières. Le P.c.r. a complètement disparu du Pays basque. En Catalogne, il sera intéressant de noter le score du nouveau parti des communistes catalans (pro-soviétique) face au P.s.u.c. eurocommuniste. Futur éventuel problème pour Carrillo après le scrutin du 28 octobre, le P.s.u.c. risque fort de demeurer la seule force politique conséquente de la famille communiste. Un des derniers succès de librairie, mérité, en Espagne, s'intitule « Meurtre au comité central », (1) roman de Manuel Vasquez - Montalban, journaliste de renom et lui-même ancien dirigeant du P.s.u.c. Un tabac ! Et tout un programme. Un « privé », gastronome et catalan, enquête sur l'assassinat d'un secrétaire général du P.c.e. nommé Fernando Garrido. Suspects : cent vingt personnes, c'est-à-dire tout le comité central. Symbolisme prémonitoire ?

Les problèmes ne manqueront pas

Santiago Carrillo et Adolfo Suarez, « le révérend Père » et « le Duc », sont assurément aujourd'hui les deux figures mythiques de la politique espagnole, fascinants et inquiétants tout à la fois pour leurs partisans comme pour leurs ennemis. Felipe Gonzalez, lui, concrétise sur sa personne et sur le P.s.o.e. la force et la raison auxquelles l'Espagne aspire pour sortir définitivement d'une période historique particulièrement maudite. Le P.s.o.e., calme et confiant, évitant toute vague superflue ou intempestive, ira aux urnes seul et sous son propre drapeau. A Madrid, on s'apprête enfin à remettre les pendules à l'heure. Celles de la démocratie — qu'une vieille bourgeoisie nationale n'a jamais voulu instaurer ni même cautionner — s'appuyant sur le soutien convaincu du peuple, sur un gouvernement stable et volontaire. On sait, les socialistes savent, que les problèmes ne feront pas défaut : l'armée, le Pays basque et les autonomies, la situation sociale et économique, l'entrée dans la C.e.e., les rapports avec l'impérialisme américain, etc. Mais « quand il y a une volonté il y a une voie ». Et puis quelles perspectives ! Après Paris, Athènes... Madrid ? ●

(1) **Captivant « polar » disponible. En français, sous une traduction de Michèle Gazier, aux éditions du Sycomore.**



Olof Palme en campagne.

COME-BACK

La Suède aux urnes

Après avoir gouverné pendant 44 ans, les socialistes suédois ont perdu le pouvoir en 1976. Ils ont de sérieuses chances de le reconquérir dimanche s'ils réussissent à convaincre les électeurs que leur programme économique est plus efficace que celui des partis "bourgeois"

PAR GUNVOR HILDEN

CE dimanche 10 septembre les Suédois iront aux urnes pour élire les 340 députés au Parlement qui sont renouvelés tous les trois ans. Les derniers sondages indiquent une avance, assez réduite, il est vrai, du Parti social démocrate d'Olof Palme qui pourrait donc revenir au pouvoir après en avoir été écarté il y a six ans.

La vie politique suédoise a changé depuis les élections de 1976, année où les partis non socialistes ont conquis, pour la première fois en 44 ans, la majorité au Riksdag (Parlement suédois) et pu former le gouvernement. Précédemment, la détention du pouvoir par les sociaux-démocrates était considérée, tant par eux-mêmes que par l'opposition, comme allant de soi, bien qu'ils n'aient, en règle générale, jamais obtenu plus de 50% des suffrages aux élections législatives. De 1970 à 1973, les sociaux-démocrates gouvernèrent avec l'appui des communistes, ce qui ne leur donnait qu'une mince majorité. De 1973 à 1976, les sociaux-démocrates et le Parti communiste avaient au Riksdag exactement le même nombre de sièges que les trois partis non socialistes, de sorte que plusieurs questions importantes durent être décidées par tirage au sort. Mais les sociaux-démocrates demeuraient au pouvoir. Pour

(suite en page 12)

(suite de la page 11)

eux, aussi bien que pour les partis victorieux, le résultat des élections de 1976 fut en quelque sorte un choc. Depuis 1976, le pays a eu quatre gouvernements différents, succession extrêmement rapide que n'avait jamais connue la Suède d'après-guerre. Ces fluctuations de pouvoir s'expliquent par les tiraillements entre les trois partis non socialistes, qui ont marqué la vie politique depuis six ans.

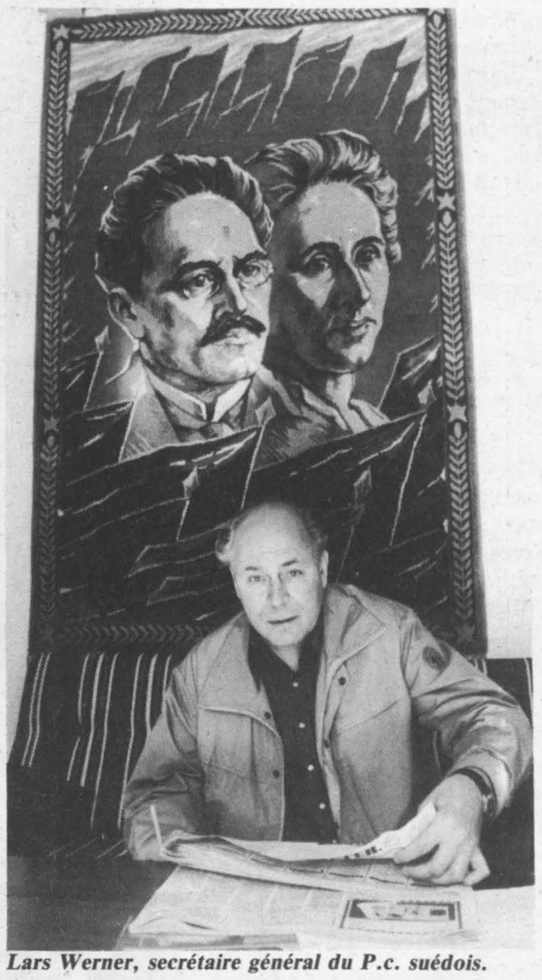
Le gouvernement formé en 1976 se composait, en effet, de trois partis — le Parti du centre, le Parti libéral et le Rassemblement des modérés (conservateurs) — et avait pour Premier ministre Thorbjörn Fälldin, leader centriste. Après deux ans à peine, ce gouvernement tomba à la suite de dissensions sur la question nucléaire. Les centristes, opposés à toute extension de l'énergie nucléaire, ne pouvaient accepter de faire partie d'un gouvernement fondant sa politique énergétique sur le nucléaire.

Le résultat de la crise gouvernementale de 1978, à la fois difficile et déroutante, fut que le plus petit des partis non socialistes, le Parti libéral, forma à lui seul un gouvernement s'assignant pour tâche de résoudre le problème de l'énergie. Mais il n'y réussit pas. A part l'accident nucléaire de Harrisburg, aux Etats-Unis, les sociaux-démocrates, qui avaient contribué à porter le Parti libéral au pouvoir, firent volte-face en matière de politique énergétique. Après avoir vivement critiqué l'idée d'organiser



Sygma

Antinucléaires lors de la campagne pour le référendum en 1980.



Lars Werner, secrétaire général du P.c. suédois.



Sygma

Meeting social-démocrate.



A.f.p.

Jeunes militants du Parti social-démocrate

un référendum populaire sur l'énergie nucléaire, le parti modifia son point de vue du tout au tout en avril 1979, et exigea qu'il soit procédé à ce référendum. Celui-ci eut lieu en mars 1980, soit six mois après les élections de 1979.

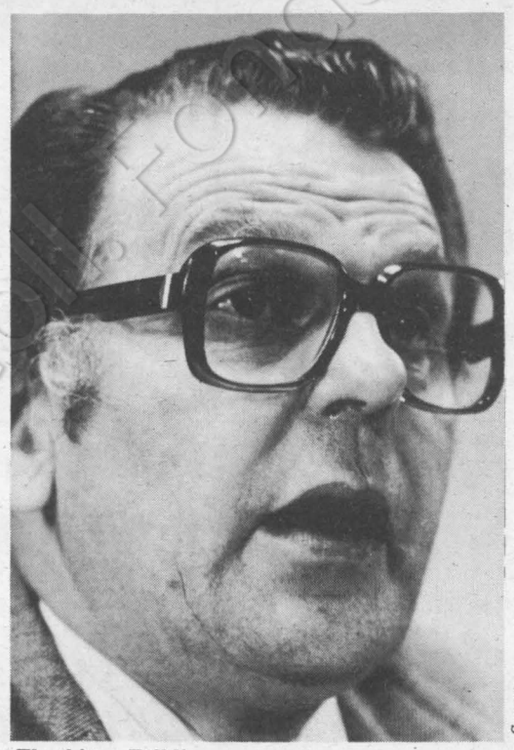
Après ce revirement social-démocrate, le Parti libéral éprouva des difficultés croissantes à gouverner. Aux élections de 1979, il essuya un revers sensible, si l'on songe aux sympathies de l'électorat que lui faisaient entrevoir les sondages d'opinion, quelques mois auparavant. Le Parti du centre enregistra lui aussi des pertes importantes. Néanmoins, les partis non socialistes maintenaient leur majorité au Riksdag avec la marge minimale d'un seul siège. Le Rassemblement des modérés succédait aux centristes en tant que plus grand parti gouvernemental.

C'est ainsi que M. Fälldin forma son deuxième gouvernement de coalition. Mais celui-ci ne réussit pas davantage à se maintenir pendant les trois ans de législature. La question nucléaire avait perdu de sa virulence après le référendum de 1980, la majorité des voix s'étant prononcée pour la mise en service de douze centrales nucléaires, qui devraient cependant être complètement démantelées au début des années 2000. Le Parti du centre accepta le verdict de la consultation populaire.

Au printemps 1981, la question épineuse était celle des impôts. Il y eut entre le gouvernement et les sociaux-démocrates de longues négociations — sans résultat apparent — sur une profonde réforme fiscale, dont le point essentiel était la réduction du taux marginal de l'impôt. De par sa nette progressivité, l'impôt sur le revenu frappe, par exemple, très lourdement les augmentations de traitement et les travaux d'appoint.

Tout à coup, une profonde faille apparut au sein du gouvernement. Les centristes et les libéraux voulaient faire aboutir les négociations et arriver à une entente avec les sociaux-démocrates. Le Rassemblement des modérés rejeta l'accord qui commençait à prendre forme. Il s'opposait, entre autres, à la limitation des frais déductibles des revenus que prévoyait la réforme fiscale et aux modalités de financement de celle-ci.

Centristes et libéraux poursuivirent les négociations et arrivèrent à un accord



Sygma

Thorbjörn Fälldin.

rapide avec les sociaux-démocrates en avril 1981 — on parle souvent à ce sujet de « la nuit merveilleuse ». C'est alors que le Rassemblement des modérés quitta le gouvernement.

Puis, M. Fälldin forma son troisième gouvernement, qui cette fois ne comprenait que des centristes et des libéraux. Depuis lors, cette coalition exerce le pouvoir, essentiellement grâce au soutien parlementaire du Rassemblement des modérés.

La question gouvernementale

Peu d'observateurs croient que les sociaux-démocrates obtiendront plus de 50% des suffrages aux prochaines élections. S'ils reconquièrent le pouvoir, ce sera vraisemblablement avec l'aide du Parti communiste.

Or, aux élections, ce parti oscille le plus souvent entre 4 et 5 % des voix. Le système électoral suédois prévoit que, pour pouvoir envoyer des députés au Riksdag, un parti doit recueillir au moins 4 % du total des suffrages exprimés dans l'ensemble du pays ou, à défaut, 12 % au moins des voix dans une circonscription électorale. Les législatives sont chaque fois l'occasion de vives discussions sur les chances qu'aura le Parti communiste de se maintenir au-delà de ce seuil d'accès, mais jusqu'à présent il y est toujours parvenu.

Pour conquérir le pouvoir, les sociaux-démocrates doivent donc « faire » un bon résultat électoral, sans enlever aux communistes un nombre de voix tel que ceux-ci se voient exclus du Riksdag.

Jusqu'à présent, les communistes ont le plus souvent soutenu les sociaux-démocrates. Mais des problèmes peuvent surgir, notamment en matière de défense nationale.

Pour les partis non socialistes, la question gouvernementale est très complexe. Aucun gouvernement « bourgeois » n'est encore parvenu à se maintenir au pouvoir pendant toute la durée d'une législature. Dès à présent, l'attribution du poste de Premier ministre est une question irritante : le centriste Thorbjörn Fälldin n'a probablement pas renoncé à l'idée de garder la direction du gouvernement. D'après les sondages d'opinion, le Rassemblement des modérés obtiendra au prochain Riksdag un nombre nettement plus élevé de sièges que les partis dits « du centre » réunis.

La campagne électorale aura été dominée par les problèmes économiques et l'emploi. Les difficultés économiques de la Suède — notamment l'accroissement rapide du déficit budgétaire de l'Etat et le taux peu élevé des investissements industriels — exigent une révision de la politique économique. Pour des raisons de principe, les sociaux-démocrates attachent moins d'importance à la réduction des dépenses publiques qu'à des mesures visant à stimuler l'économie. Il s'agit, d'après eux, d'inciter les milieux industriels à investir davantage et à exploiter les possibilités de soutien offertes par l'Etat. Aussi les sociaux-démocrates ont-ils un programme d'investissements de grande envergure.

Le fait est que la Suède avait au début de 1982 le taux de chômage le plus élevé qu'elle ait jamais connu depuis la Seconde Guerre mondiale. Le gouvernement rétorque en évoquant le sous-emploi dans d'autres pays, dont la plupart ont un taux de chômage supérieur à celui de la Suède, même par comparaison avec le record de 3,6 % atteint en janvier. Le gouvernement croit que l'amélioration de l'emploi a été amorcée dès le mois de mars, tandis que les sociaux-démocrates estiment que la situation ne fera qu'empirer si on laisse le gouvernement poursuivre sa politique économique.

Dans la campagne électorale, les trois partis non socialistes ont vivement dénoncé la proposition social-démocrate de créer des fonds salariaux collectifs. Depuis 1975, les sociaux-démocrates ont élaboré plusieurs propositions revenant à obliger les salariés à affecter un certain pourcentage de leur salaire à l'achat d'actions industrielles. Une partie des bénéfices réalisés par les entreprises performantes devra également être transférée à ces fonds. Ceux-ci ont pour but de donner au salariat et aux organisations syndicales une influence dans les entreprises — à terme, par la voie de conseils d'administration démocratiquement élus —, de sortir la Suède de la crise en apportant des capitaux aux entreprises, et de briser le monopole de pouvoir individuel.

Au fil des années, toute une série de variantes ont été suggérées, et même celles qui sont proposées aujourd'hui sont encore loin d'avoir reçu leur forme définitive. Mais la droite et les organisations patronales s'opposent vivement à la création de tels fonds, qu'ils considèrent comme la mainmise des syndicats sur les entreprises et le prélude à la société socialiste. Cette question est l'une des rares qui cimente l'union des partis « bourgeois » et provoque des dissensions internes au sein de la social-démocratie.

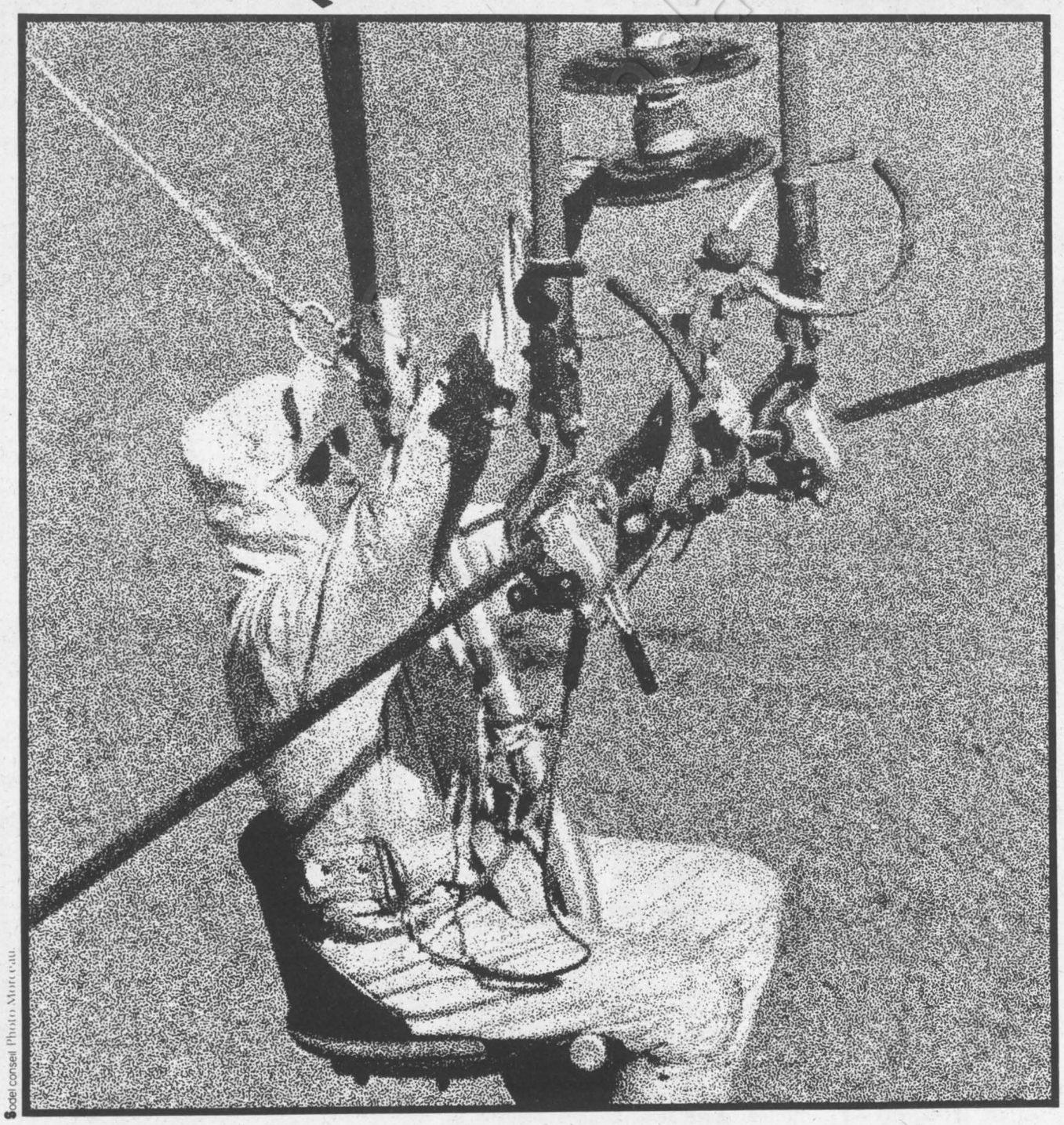
Les amis d'Olof Palme ont cependant contre-attaqué en critiquant le système de fonds d'épargne fiscale créé par le gouvernement « bourgeois » ainsi que sa politique en matière de construction et de logement. C'est sur l'ensemble de ces thèmes qui touchent directement à la vie quotidienne de chaque Suédois que se fera dimanche la différence entre la gauche et la droite. ●

Le Prix

DARTY

TV. Electroménager, Hi-Fi, Vidéo.

VINGT-QUATRE HEURES SUR VINGT-QUATRE...



Travailler sous tension, pour les agents d'Electricité de France, cela veut dire réparer ou entretenir des lignes électriques sans "couper le courant".

De nouvelles techniques leur permettent d'opérer ainsi sur l'ensemble du réseau afin que le service de l'électricité soit partout assuré, sans interruption, vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

ELECTRICITE DE FRANCE

RENTREE SCOLAIRE

Maternelles: poussez pas !..

La rentrée 1982 à peine effectuée et dans de bonnes conditions on planche déjà sur la prochaine au ministère. Avec une donnée nouvelle : la reprise de la natalité qui gonfle constamment les effectifs

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE



UNE rentrée calme... De l'avis général, enfants et enseignants ont repris le chemin de l'école cette année dans des conditions plutôt favorables. Bien sûr, quelques points noirs subsistent, en particulier dans les maternelles des grandes villes, mais la situation s'est nettement améliorée par rapport aux années précédentes.

Les listes d'attente sont moins lourdes

« Nous avons travaillé pour ça », dit-on avec une certaine satisfaction au ministère. Les instituteurs remarquent, par exemple, que le fait d'avoir avancé la date de la rentrée au début septembre leur a accordé un répit, en maternelle surtout, car tous les enfants ne sont pas arrivés en même temps. Martine, qui vient de prendre un nouveau poste dans une maternelle du XVe arrondissement de Paris, observe que tous ceux qu'elle connaît qui avaient demandé un transfert ont, comme elle, obtenu le poste qu'ils voulaient, « ce qui est nouveau ». Elle a cette année vingt-six inscrits, alors qu'elle en avait trente-deux l'année dernière.

Sa situation, cependant, est exception-



SEXISME

L'école préfère toujours les garçons

Maman "s'occupe" et papa "travaille", la petite fille a peur des souris mais le petit garçon affronte courageusement le danger... Jusqu'à quand nos enfants apprendront-ils à lire dans des manuels où le sexisme le plus imbécile est monnaie courante ?

PAR MICHELLE COQUILLAT

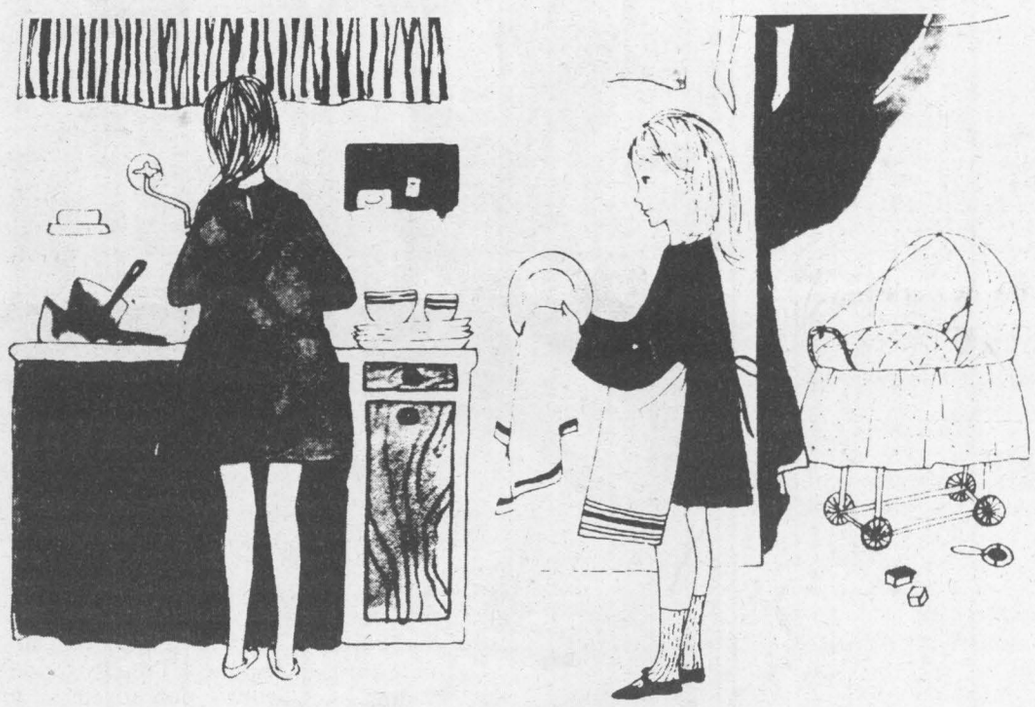
LE sexisme est une chose si courante qu'on a pu l'appeler « ordinaire » et cependant, même si certains prétendent encore n'en pas saisir le sens, de plus en plus de gens s'inquiètent de le rencontrer partout, et particulièrement les parents d'élèves dans les livres de classe.

Les images sautent aux yeux : petites filles pleurnichardes et apeurées réfugiées avec leurs mamans sur des chaises à la seule évocation du mot « souris », sagement domestiques, mettant le couvert, faisant la vaisselle et préparant le petit frère braillard le matin. Mamans ignorantes du monde, inaptes à la politique (« oh ! cela regarde mon mari ! »), régnant sur les objets dont bientôt la technique trop scientifique les affole ; petits garçons courageux à la conquête du monde, dotés de papas qualifiés, eux, de « travailleurs » quand les mamans, bien sûr, etc. etc. Devant de telles évidences, tout le monde s'incline, et il reste à savoir pourquoi la quasi-totalité des livres d'apprentissage de la lecture continue à véhiculer des absurdités aussi anachroniques et aussi discriminatoires à l'encontre des femmes.

Les livres scolaires du cycle élémentaire sont, comme les fournitures, à la charge des municipalités. Souvent peu fortunées (ou peu désireuses de trop dépenser pour l'école, ses livres et ses images), elles reconduisent tout simplement les vieux livres, parce que, s'il fallait acheter un manuel nouveau, il faudrait les changer tous, alors qu'avec quelques vieux on peut en rafistoler quatre ou cinq, presque neufs, bien assez bons pour apprendre à lire, et c'est toujours ça qu'on n'a pas besoin de racheter. Résultat : de décennie en décennie, on finit par garder le même manuel, qui ne doit pas changer d'un iota, et surtout pas de pagination, autrement plus personne ne s'y retrouve. Voilà le grand grief des éditeurs, et tels, célèbres pour « Daniel et Valérie » ou autres « Bled » unanimement condamnés pour sexisme, se justifient ainsi de les rééditer à l'infini : on les demande sans cesse pour renouveler partiellement le stock.

On se heurte à l'énorme machine de la formation

Et cependant, on peut penser que si les instituteurs s'insurgeaient contre un pareil état de fait, ils obtiendraient un changement (au reste, certains l'ont fait). Malheureusement on se heurte là à l'énorme machine de la formation, si lente à se mettre en branle, si traditionnelle. Combien d'années faudra-t-il encore attendre pour que, répondant aux sollicitations des féministes institutionnelles comme des autres, la pédagogie consente enfin à prendre en compte l'analyse sexiste ? Quand créera-t-on enfin des unités de formation dans les écoles normales, en psychologie ou en psycho-sociologie, traitant spécifiquement du sexisme ? De telles carences ont pour résultat que le sexisme n'est pour personne une priorité dans le choix ou le rejet d'un livre de classe et que, si l'on n'y prend garde, on en sera encore là dans vingt-cinq ans.



Exemples du sexisme le plus ordinaire dans les manuels scolaires, tirés du document présenté par le conseil départemental des parents d'élèves (Andrieu).

nelle, car les effectifs de la capitale restent plus proches de trente que de vingt-cinq, le nouvel objectif que se fixe l'administration. Dans le XVIIIe, par exemple, les listes d'attente sont encore longues, souvent plus de soixante enfants dans les écoles les plus importantes, dont une partie a déjà quatre ans.

Malgré tout, les listes d'attente sont moins lourdes que l'année dernière dans la majorité des quartiers. Effort qu'il va falloir poursuivre, puisque, depuis quelques années, la reprise de la natalité annonce une demande plus forte en maternelle et que l'un des objectifs du gouvernement est d'accueillir de plus en plus de petits.

Il faut en effet distinguer nettement, pour prévoir la demande et s'y ajuster, ce qui est de l'ordre du mouvement démographique naturel de ce qui dépend de la politique éducative. « Pour préparer une rentrée, il est nécessaire de savoir qui on veut accueillir ou chasser du système scolaire », résume un membre du cabinet d'Alain Savary. Depuis le 10 mai, la volonté d'accueillir un maximum d'enfants est clairement affichée, tant pour les deux-trois ans, qui ne sont « scolarisés » pour l'instant qu'à 35 %, que pour les plus vieux, alors que les autres pays économiquement avancés, comme les Etats-Unis, le Japon ou l'Allemagne fédérale, ont des taux de scolarisations des seize - vingt-deux ans beaucoup plus élevés que les nôtres.

Donc, malgré une baisse sensible des effectifs dans le primaire, on fermera très peu de classes, pour améliorer la qualité de l'encadrement. Pour la prochaine rentrée, les perspectives sont de cent à cent dix mille élèves en moins dans le primaire, alors que cinquante à soixante mille en plus sont attendus en maternelle. Puisqu'il n'y aura pas de suppression de postes — le ministère aurait même souhaité des créations d'emplois que les rigueurs budgétaires actuelles ne vont sans doute pas lui permettre —, les conditions de l'enseignement et de l'accueil vont tout de même pouvoir s'améliorer sur plusieurs points : réduction du nombre d'élèves par classe, maintien de classes en zones rurales et moyens supplémentaires accordés aux programmes d'éducation prioritaires destinés à lutter contre l'échec scolaire.



Des moyens nouveaux aux C.p.p.n.

Ainsi, dès cette année, un droit au redoublement a été ouvert là où il avait été supprimé et une circulaire a interdit l'orientation par l'échec à la fin de la cinquième : en menaçant les parents d'envoyer leurs enfants dans des classes-dépotoirs, on les obligeait auparavant à accepter une orientation vers les filières techniques et l'apprentissage. Il y a donc eu cette année plus de redoublements en cinquième et moins d'élèves en première année de lycée technique, ce qui permet d'y réhabiliter l'enseignement, réellement choisi par les jeunes. De même, des moyens importants ont été accordés aux C.p.p.n. (classes préprofessionnelles de niveau).

Une évolution de ce type rend évidemment la tâche moins facile aux programmateurs, puisqu'il s'agit pour eux de répondre à une demande moins prévisible car moins contrôlée. Mais elle est inévitable si on veut, comme le désire le gouvernement, prolonger la scolarité et lutter contre les inégalités. « Nous voulons accompagner la demande sociale, ce qui interdit toute programmation de type militaire », constate un membre du cabinet. Plus délicat, le travail de préparation des rentrées prochaines est donc aussi plus long. Et, depuis plusieurs jours déjà, l'administration s'occupe de la rentrée de septembre 1983.

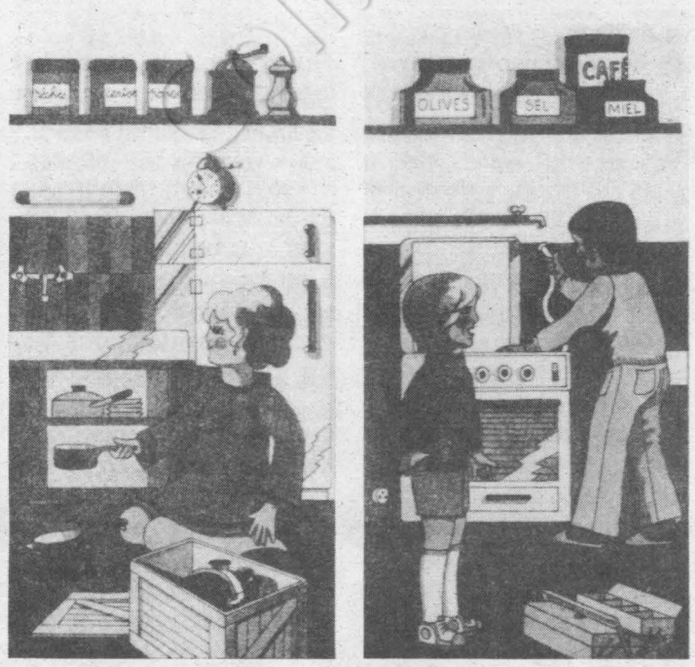
Avant décembre, les objectifs du gouvernement seront définis, en tenant compte des conclusions des rapports commandés l'an passé sur la réforme des collèges — quelques expérimentations devraient être lancées dès cette année — et sur l'avenir des lycées. Sur ce dernier thème, deux journées de réflexion vont être organisées, ouvertes à tous, dans les lycées.

La consultation explique le meilleur climat

Ces objectifs étant précisés, les recteurs évalueront leurs besoins, académie par académie. Puis, après le vote du budget par le Parlement, va s'ouvrir un débat, décentralisé, où tous les partenaires, collectivités locales, personnels, parents d'élèves, syndicats, doivent définir des objectifs précis, des zones prioritaires, compatibles avec les moyens que, cartes sur table, le ministère aura avoué détenir. Ainsi, le 15 février, chaque recteur doit-il être en mesure d'indiquer ses besoins en personnel, catégorie par catégorie ; le 15 mars, les concours nationaux sont lancés et, avant le départ en vacances, les enseignants connaissent leur affectation.

Cette procédure peut paraître lourde. Testée pour la première fois cette année, elle a évidemment subi quelques retards. Et pourtant, l'existence même d'une consultation explique sans doute en bonne part le meilleur climat de cette rentrée. Ce qui n'est déjà pas si mal. ●





Ceci est d'autant plus inexcusable que bilans et analyses se succèdent et se ressemblent. Les derniers en date, présentés par l'association « pour une école non sexiste » et par le conseil départemental de parents d'élèves de l'enseignement public de Paris (Andrieu), retrouvent exactement les conclusions de « l'Ecole aussi préfère les garçons » (AFI, 1979) et de « l'Haby ne fait pas la femme » (SNES 1980). Il y a de quoi s'inquiéter, certes, devant des modèles de comportement qui ont la vie dure dans les livres utilisés par des maîtres dont la fonction principale est de « socialiser » les enfants. Quelque soixante livres d'école élémentaire utilisés à Paris dans les Ve et XVe arrondissements sont analysés. Exemplaire. Pas un n'échappe au sexisme, des images, des comportements, des tâches et du langage. C'est dire qu'à ce niveau le sexisme n'est pas subtil mais grossier, c'est un véritable matraquage qui, au reste, n'a plus rien à voir avec la pratique réelle que les enfants font à la maison de la vie familiale ou, à l'extérieur, de la vie sociale.

Le livre scolaire fonctionne donc à contre-courant comme une tentative pour freiner l'évolution sociale, économique et culturelle qui tend, par la lutte des femmes, à créer les conditions d'une plus grande égalité. En ce sens l'école est le lieu social le plus réactionnaire et la persistance du sexisme dans les livres joue exactement le rôle que jouait le conte de fée, c'est-à-dire celui de créer une véritable mythologie susceptible de répondre aux questions inconscientes que se posent les enfants confrontés aux problèmes de la société et des relations humaines.

Nous savons, par les travaux de Bruno Bettelheim (par ailleurs sexiste) que c'est précisément quand l'histoire cesse d'avoir une relation directe et claire avec le REEL qu'elle apporte la réponse la plus satisfaisante et la plus marquante à l'interrogation (qui est une interrogation non formulée et inconsciente) de l'enfant. Celui-ci ne se préoccupe pas de la vraisemblance, et les situations réelles l'intéressent moins que les situations symboliques. Le sexisme des images et des comportements courants dans les livres scolaires constitue donc, par son anachronisme, un système de situations symboliques que l'enfant n'oubliera jamais et qui constituera, de façon permanente, un ensemble de références et un réservoir d'images inconscientes.

Ce sexisme s'oriente autour de deux différenciations qui échappent à l'éducation. Elles sont donc considérées sans que cela soit jamais dit, comme naturelles ou innées. Ces différenciations sont sexuelles. Elles remontent clairement à l'analyse qu'en fait Rousseau dans « l'Emile » et se fondent sur le principe des contraires : l'un est actif et l'autre passif. La passivité a pour corollaire le goût de plaire, les tâches domestiques, la crainte, l'absence du monde social de l'extérieur, la maternité vue comme un sacrifice avec une vie de nettoyeuse et de soigneuse à la clé.

Ce que l'on note alors d'extrêmement grave, c'est la constance avec laquelle (exemple C.m. et S.p. rédaction et français de Nathan) maman «s'occupe » et papa « travaille ». On oppose toujours maman et « le travailleur » (exemple « présenter en une phrase les besognes inlassables de votre maman ou d'un travailleur »). Maman et la petite fille rendent des services, s'occupent, se livrent à des tâches, mais le noble mot, social, collectif, de « travail » est toujours réservé à papa. La passivité donne aussi à la fille un comportement animal : crainte et imbécillité. Elle est maladroite, elle est gauche. Elle ne comprend pas le monde, donc ne le domine pas. D'ailleurs, elle ne s'informe pas : c'est papa, et non maman, qui lit le journal et regarde les informations télévisées.

Maman est donc aussi une petite fille : on la protège de l'horreur du réel (cf. la fin du remarquable livre de Simone de Beauvoir, « les Belles Images »). On n'insistera pas sur le principe contraire de l'activité. Il implique courage, réussite, travail, connaissance, etc. Un test analysé par « les Cahiers du féminisme » (novembre 1978) est à cet égard révélateur : à la question « un jour vous vous réveillez garçon si vous êtes fille et fille si vous êtes garçon », les garçons se sont trouvés plongés dans des abîmes d'horreur. L'un d'eux écrivit même : « Je crus que j'étais Frankenstein ou un montre. » Il y a là une provocation révélatrice. Quant aux filles : la joie. Et d'espérer rester garçon, et d'être contente, heureuse, « libre enfin », comme l'écrivent plusieurs élèves de 11 à 15 ans.

Alors, que faire ? En finir une fois pour toutes avec ce sexisme voyant (il y en a d'autres et tout aussi pernicieux, en particulier le sexisme par omission de tous les manuels d'histoire, de littérature et d'économie du secondaire) est une des tâches que s'est donnée la ministre des Droits de la femme : Yvette Roudy, dès juillet 1981. Comment veiller à l'objectivité du matériel scolaire ? Nous avons à cet égard un modèle : celui de la Suède qui depuis 1962 a chargé le National Board of Education de cette tâche, et dont les critères sociaux, clairement élaborés, sont ceux de « respect de la vérité et de la justice, dignité de l'homme (nous devrions dire de l'être humain), inviolabilité de la vie humaine et droit de la personne à la liberté et à l'indépendance de sa vie privée ».

On reconnaît donc ici la fonction « nominative » de l'école. Mais qu'est-ce que l'objectivité ? Réponse : « Un équilibre et une neutralité. » C'est bien difficile à réaliser alors dans un pays comme le nôtre où les principes actuels de la pédagogie sont largement fondés sur l'engagement du maître. Ainsi, plutôt que de créer immédiatement une commission qui, comme en Suède, serait, au niveau national, chargée d'étudier le matériel scolaire mis à la disposition des enfants, la ministre des Droits de la femme a-t-elle décidé de créer les conditions d'un renouvellement du stock de livres en suscitant une demande nouvelle de textes, sans sexisme autant que faire se peut. Pour cela enjoindre aux municipalités de ne plus tolérer dans leurs villes de manuels sexistes : les remplacer systématiquement et tous à la fois.

Le serpent de mer de la rentrée

La ville de Nantes a été la première à répondre à l'appel. Une adjointe au maire et la déléguée nationale aux Droits des femmes ont constitué cinq commissions de cinq membres qui ont passé les livres utilisés au crible ; dix sur douze ont été écartés. Les deux autres sont tout juste passables. Une lourde tâche, comme on le voit. Parce qu'au fond, s'il n'y avait pas le ministre des Droits de la femme, les parents d'élèves (les filles surtout) et les féministes pour s'insurger, tout le monde laisserait courir cette histoire qu'Yvette Roudy a coutume, dans ses interventions, de nommer « le serpent de mer de la rentrée ».

C'est que l'on se gendarme peu, en France, contre le sexisme des mots et des images, et tels membres éminents de l'Education nationale, chargés de la rédaction des programmes scolaires, se satisfont parfaitement d'avoir mis une majuscule au mot Homme, avec la bonne conscience d'y avoir ainsi fait figurer toute la catégorie « femme » et la certitude, on l'avouera un peu prétentieuse, qu'ainsi le mot est...générique. Les féministes, semble-t-il, n'ont pas compris cette subtilité. Il paraît qu'elles ont tort. ●

JEUNES

L'été n'a pas été chaud mais beau

Les premiers chiffres sur "l'opération été 82" sont plus qu'encourageants : la délinquance juvénile a diminué de moitié dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine par exemple

PAR EMMANUELE PLAS

LA prévention est plus efficace que la répression. C'est le pari qu'ont fait au début de l'été les ministères de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice, de la Jeunesse et des Sports, de la Culture et le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité. Ce dernier étant le moteur de l'action anti-été chaud dans les cités-dortoirs des grandes villes de la région parisienne, des Bouches-du-Rhône, du Rhône et du Nord. En tout, onze départements concernés par l'opération « aide aux jeunes pendant l'été ».

Tout a commencé, au ministère de la Solidarité, au mois de janvier dernier. Le spectre des « Minguettes » était présent avec les voitures qui brûlent, les rodéos au pied des tours, les adolescents désœuvrés qui vandalisent à tout va. Et puis aussi l'insécurité des habitants, la police et ses bombes lacrymogènes, les arrestations d'adolescents. Et pour ces derniers la prison ou l'expulsion. Mais comme on l'explique, avenue de Ségur, ce ne sont pas « les Minguettes » elles-mêmes ni tellement la banlieue lyonnaise, décor de l'été chaud 1981, qui inquiétaient. Des mesures avaient été prises dans l'est lyonnais, tant du côté gouvernemental — avec la mise en place des zones d'éducation prioritaires notamment — que du côté municipalités de Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Villeurbanne et autres cités de béton de la capitale rhodanienne : colos et animation étaient prévues. Associations, travailleurs sociaux, élus allaient faire le maximum. Mais des « Minguettes », il pouvait en surgir ailleurs. Comment l'éviter ?



Photos prises cet été au camp de Saint-Jean-le-Centenier en Ardèche.

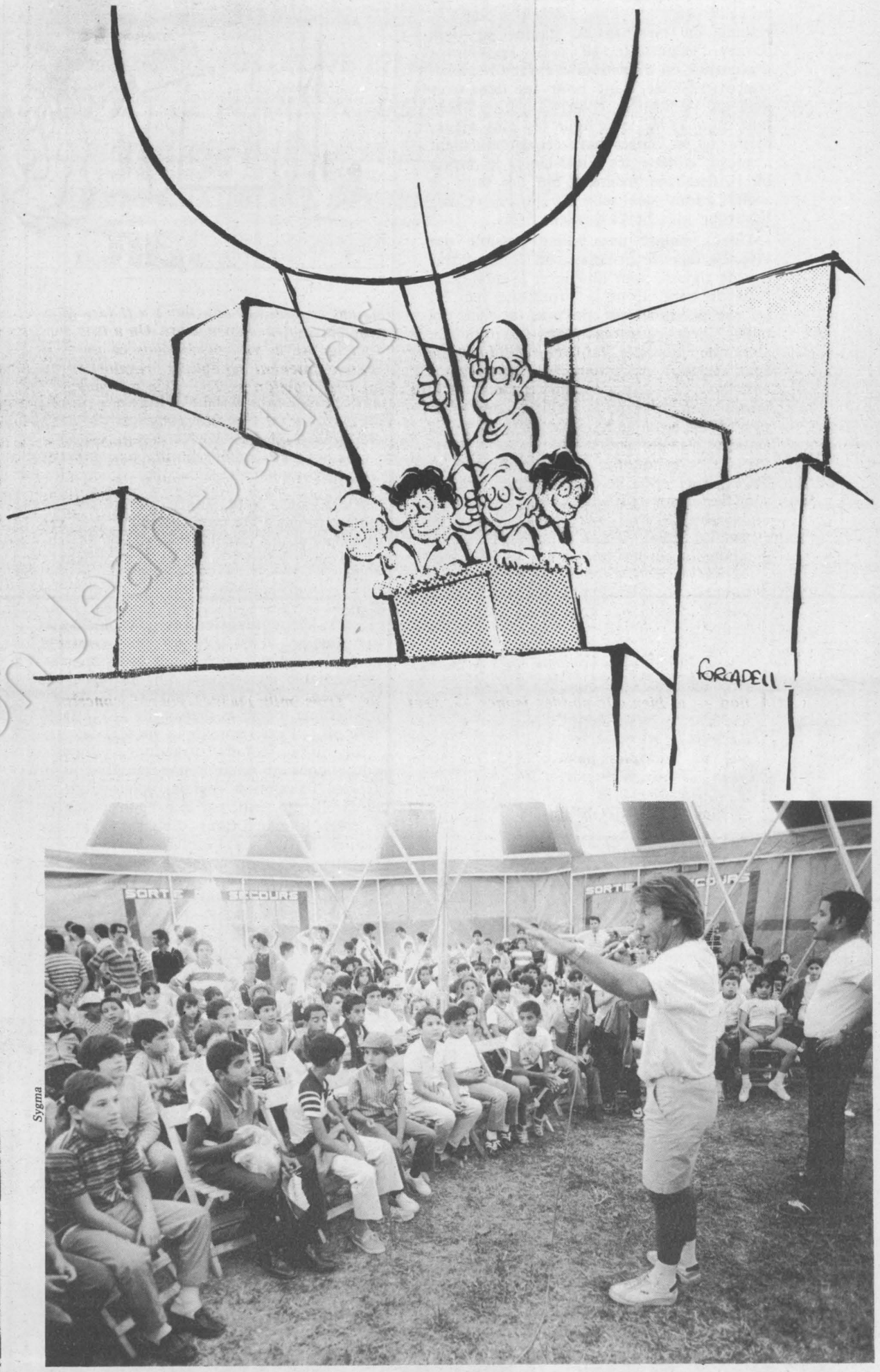


Etablir de nombreuses passerelles

Si l'approche de ce problème par chaque ministère était différente, il y avait unité de vue. « L'opération de l'été 82 » s'inscrivait tout naturellement dans la démarche générale du gouvernement pour permettre aux jeunes de s'insérer dans la société. Trois mois ont été nécessaires pour repérer les départements potentiellement chauds et mettre sur place des « délégations départementales à la prévention de la délinquance », qui devaient réunir autour du commissaire de la République le directeur de la D.d.a.s.s. (Direction départementale à l'aide sanitaire et sociale), le directeur de l'Education surveillée, le directeur de la Jeunesse et des Sports, les juges pour enfants et toutes les personnes et associations connaissant bien les quartiers éventuellement explosifs et les enfants. A la fin du mois de mai, un projet précis est sur pied : le Premier ministre l'annonce publiquement le 28 mai 1982. Le but : établir de nombreuses passerelles entre ces institutions et ces gens pour que l'information circule. Mais avec la consigne : pas de délations, pas de noms de jeunes, pas de listes noires de brebis galeuses à éliminer.

L'équipe mise en place au ministère de la Solidarité constate aussi que l'été tous les services ou institutions concernant les jeunes tournent au ralenti : les stades sont fermés et la plupart des éducateurs en vacances. Or l'été est une période particulièrement difficile pour les jeunes, et notamment pour les plus défavorisés. Aussi le gouvernement décide-t-il un effort hors du commun pour prendre en compte le besoin des jeunes. Avec un mot d'ordre : faire plus et autrement.

L'impulsion est donnée pour que les équipements collectifs restent ouverts. De ce côté, les résultats n'ont pas été brillants par manque de personnel — les plans de vacances sont établis de longue date. Mais beaucoup de municipalités ont décidé la gratuité de leur piscine et à Vénissieux, le premier jour où le gymnase a été ouvert, on attendait quarante jeunes, il en est venu cinq cents. Mêmes problèmes du côté de l'Education surveillée qui a quand même assuré une présence plus importante que naguère. Un certain nombre de travailleurs sociaux ont même déplacé « in extremis » leurs vacances pour participer à l'opération. Appréciation du ministère pour ces deux aspects de « l'opération été 82 » : pourrait mieux faire.



Sygma

Côté jeunes : ils avaient envie de quelque chose, sans savoir trop quoi. Cinq mille sont partis, certains pour la première fois. Trois cent cinquante d'entre eux qui ne voulaient découvrir ni la Bretagne ni la Grèce ou l'Italie ont utilisé des stages encadrés techniquement par le ministère de l'Intérieur et l'armée. Au ministère de la Solidarité, on précise à ce propos que l'encadrement des jeunes était fait exclusivement par des éducateurs civils. La convention entre l'avenue de Ségur et le ministère de la Défense précisait que l'armée apporterait les moyens logistiques en matériel, moyennant finances d'ailleurs. Les trois cent cinquante jeunes de quinze à vingt ans, « pas des enfants de chœur », précise un éducateur, utilisateurs de ces stages, ont pratiqué — en toute sécurité : pas un seul accident — la plongée sous-marine, la planche à voile, le moto-cross ou l'alpinisme.

Cinq mille jeunes ont aussi bénéficié d'animation dans leur quartier. Beaucoup d'entre eux ne voulaient pas le quitter : « L'inconnu leur fait peur, constate Jean Blocquaux, directeur du Service d'accueil d'urgence des Yvelines. Ils se sentent bien ensemble, dans un quartier. Beaucoup de ces jeunes de Mantes-la-Jolie, par exemple, ne connaissent même pas Paris. » On n'a cherché à séparer ni les groupes ni les bandes, et parmi toutes ces animations de quartier, l'une des plus réussies a été celle de la Z.a.c. de Sartrouville (Yvelines). Et maintenant des adolescents sont en train d'y constituer une association pour prendre



Pascal Lebrun

"C'est vachement bien ce qu'ils ont fait !"

« Les suites de l'« opération été 82 » c'est l'effort entrepris en matière d'insertion des jeunes. C'est l'effort de formation. C'est la mise en œuvre des tâches de toute nature, lancées par le gouvernement et qui vont être proposées à 100 000 jeunes de 16 à 18 ans, et à 35 000 de plus de 18 ans. Ce sont les missions locales qui se mettent en place pour aider les jeunes à se situer face à leur formation et face à l'emploi », a déclaré Pierre Bérégovoy, le ministre des Affaires sociales et de la Solidarité. Il clôturait par une réunion avec la cellule départementale de prévention de la délinquance du Val-de-Marne, les élus locaux et les éducateurs « l'opération-prévention été 82 » pour annoncer que celle-ci se renouvellerait l'année prochaine en s'amplifiant et en s'étendant à d'autres départements.

Un coup d'essai que chacun, du ministère aux élus en passant par l'administration — et bien sûr par les jeunes —, veut transformer. Si Pierre Bérégovoy ne souhaite pas des mesures spectaculaires il veut que de multiples passerelles s'établissent entre ces jeunes rejetés et le monde. Pour le ministre des Affaires sociales le problème de l'animation sociale ne se résout pas seulement en termes financiers : « Il faut aller à la rencontre des animateurs. On a trop souvent ignoré la vie sociale dans ce pays. Il faut maintenant réhabiliter, revaloriser les métiers d'action sociale. Il n'y a pas que l'argent qui compte, il y a aussi la considération. »

C'est aussi parce que le Val-de-Marne a utilisé tous azimuts les moyens qui lui étaient offerts par le gouvernement que Pierre Bérégovoy avait tenu à discuter avec ceux (collectivités locales, administration, associations) qui avaient fait la réussite de l'opération. D'autant que dans ce département, les communes et le conseil général n'ont pas ménagé leurs efforts et ont utilisé à plein les moyens existants sur leur territoire. Quatorze groupes de cités, qui constituent les points chauds du département tant du point de vue de la police que de celui des services sociaux, avaient été choisis. Trois mille jeunes étaient concernés. Pas de plus grand compliment, en tout cas, à l'adresse de la délégation locale que ce jugement d'un jeune qui connaissait seulement l'environnement du béton : « C'est vachement bien ce qu'ils ont fait ! »

E.P.



en charge leurs loisirs. Pour Jean Blocquaux, l'essentiel de ces animations a été de montrer aux jeunes qu'ils n'étaient pas rejetés et de les revaloriser à leurs propres yeux, de leur faire redécouvrir leur propre dynamisme. Ce qui ne manquera pas, d'ailleurs, de poser des problèmes aux travailleurs sociaux par rapport à leur approche des loisirs. Il faudra prendre en compte les projets des jeunes, même si ces projets n'ont pas été forcément prévus dans le cadre administratif. Une administration qui s'est, cet été, laissée bousculer avec plaisir, puisque sa coopération a été totale. Un symbole : les crédits de l'Etat (sept millions) ont mis huit jours pour arriver sur le terrain ! Une dynamique qui est partie d'une volonté politique même si tout le monde a été « à la bourre ». Mais il fallait que les travailleurs sociaux aient le maximum de moyens.

Si le bilan complet de « l'opération-prévention été 82 » n'a pu encore être tiré, les spécialistes — et l'opinion de ces cités — considèrent déjà les résultats comme remarquables. Et pourtant, au tout début du mois de juillet, un tract circulait dans le métro parisien et du côté de Lyon et de Rouen : « Le gouvernement socialo-communiste dit que l'été ne sera pas chaud mais il sera chaud » et autres « On foutra le feu ». Mais la prévention a répondu à la provocation et aussi à la répression, puisque certains chiffres déjà parvenus au ministère des Affaires sociales et de la Solidarité sont plus qu'encourageants. La délinquance a diminué de moitié dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine pour les mois de juillet et août. Dans les Hauts-de-Seine, les incarcérations de mineurs sont passées de seize en juillet 1981 à six en juillet 1982 et de dix-neuf en août 1981 à neuf en août dernier.

Parmi les leçons d'ordre général à tirer de « l'opération été 82 », il faut que la formation professionnelle de ces jeunes ne se fasse plus dans les formes classiques d'un enseignement qu'ils rejettent, les structures actuelles de loisirs ne correspondant pas à leurs besoins. Il faut imaginer autre chose. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est qu'avec « l'opération été 82 » le gouvernement vient d'administrer la preuve que la solution à la délinquance juvénile ce sont les vacances, les vraies, et pas la prison. ●

A Plaisir dans le parc du château
Fête de la Rose
les 18 et 19 septembre
organisée par
la Fédération des Yvelines

Samedi : cirque Patoche à 15 h 30, débats à 16 h, théâtre des « Confettis » à 17 h. A 21 h concert de rock avec « The Dogs » suivi d'une nuit de cinéma.
Dimanche : à 11 h débat sur le cirque.
Nombreux stands, buvettes et spectacles gratuits.

Tour de chant de Paco Ibanez

Allocution politique de Jean Pierre Cot à 15 h

Fête de la Rose
et des vendanges
de la 9e circonscription
de la Gironde

Le samedi 18 et dimanche 19 septembre

à Coudras (Gironde)
au Château d'Egreteau

Avec stands, buvette, buffet froid, vente de gadgets, cirque, théâtre, etc.

Samedi : Pascal Danel

Dimanche 17 h meeting politique
avec Pierre Beregovoy

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

La reparution de « l'Unité », sa réapparition sur les marchés après l'interruption d'août, a été chaleureusement accueillie par les militants et les sympathisants socialistes, qui y voient un instrument essentiel dans la grande campagne d'action que s'apprête à engager le Parti.

Dans les prochaines semaines nous vous informerons des projets que nous mettons au point pour améliorer à la fois le contenu et la qualité de ce journal et faire en sorte qu'il tienne encore mieux sa place dans les grandes batailles politiques qui nous attendent.

Nous lançons un appel à toutes celles et à tous ceux qui ont négligé de renouveler leur abonnement au cours des mois passés. Qu'ils réparent sans tarder cet oubli. « L'Unité » a besoin d'eux comme nous pensons qu'ils ont besoin de « l'Unité ».

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

** abonnement d'un an (230 F) ☐ * abonnement de six mois (150 F) ☐*

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Philippe Le Ménestrel: "La publicité est la poule aux oeufs d'or de la télévision"



PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

LA loi du 30 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, au chapitre 6 de son texte, précise dans un bref article : « L'objet, la durée et les modalités de programmation des émissions publicitaires, ainsi que le volume des recettes provenant de la publicité de marques, sont fixés par les cahiers des charges. » Cet article 66 indique sans autre développement : « La Régie française de publicité est chargée du contrôle et de l'exécution des dispositions du présent article. »

Le gouvernement ayant prévu, à partir du 1er janvier 1983, l'introduction de la publicité sur F.r.3., la Régie française de publicité vient de lancer une campagne en direction des annonceurs susceptibles d'être intéressés par ce nouveau support national. Dans une lettre datée du 10 septembre 1982, Philippe Le Ménestrel, p.-d.g. de la R.f.p., écrit à ses clients potentiels : « Vous savez que le 27 juillet dernier le conseil d'administration de la R.f.p. a pris acte de la décision des autorités publiques d'ouvrir à la publicité le programme national de la troisième chaîne, et, à leur demande, a décidé les opérations... »

Il y aura donc de la « pub », désormais, sur toutes les chaînes de télévision du service public français. On peut parier que les « publiphobes » hurleront à la pollution du petit écran. A l'opposé, les responsables des chaînes, surtout ceux de F.r.3., vont se réjouir : pour eux, de nouvelles ressources financières pointent à l'horizon. Le débat ne fait que commencer. Il est important. Qui peut nier la place prise par la publicité, essentiellement par l'intermédiaire de la télévision, dans la culture populaire ? Il suffit pour s'en convaincre de constater la fascination qu'elle exerce sur tous les enfants. Pour les uns, ce phénomène constitue un appauvrissement. Pour d'autres, il s'agit d'un enrichissement.

Mais connaît-on bien le circuit du message publicitaire à la télévision, de son élaboration à sa diffusion ? En connaît-on les implications économiques ? Quel est le rôle de la R.f.p. ? Que sera-t-il dans l'avenir ? Philippe Le Ménestrel, maître des requêtes au Conseil d'Etat, « patron » de la R.f.p. depuis 1978, en répondant aux questions de « l'Unité », apporte des éléments d'information qui permettront à chacun de mener sa réflexion.

« L'UNITE » : Tous les spots publicitaires de T.f.1. ou d'Antenne 2 sont présentés au petit écran sous l'égide de la R.f.p. Pourquoi ? A quel titre et comment intervenez-vous ?

PHILIPPE LE MENESTREL : Le législateur a créé une société commerciale tout à fait ordinaire, la R.f.p., dans laquelle l'Etat est majoritaire. Cette société a le monopole, l'exclusivité de la publicité à la télévision pour les chaînes de service public issues de l'O.r.t.f. Cette société a deux fonctions : une fonction commerciale et une fonction de contrôle des dispositions législatives.

Concrètement, cela veut dire que lorsque les téléspectateurs reçoivent tel ou tel film publicitaire, nous sommes déjà intervenus plusieurs fois et de plusieurs manières. Dans un premier temps, une des filiales de la R.f.p., R.f.p.-T.f.1. ou R.f.p.-A.2., a vendu un espace publicitaire, un temps de passage à l'antenne : le produit de cette vente sera versé à la chaîne concernée ; c'est notre intervention commerciale. Dans un second temps, ou plutôt parallèlement, d'autres personnes de la R.f.p., de façon complètement indépendante, ont examiné le projet concernant cette vente : le scénario. Avant même que la réalisation du film soit entreprise, nous tenons à nous prononcer sur le scénario, à vérifier si les allégations données par la marque sont justifiées, si elles ne sont pas contraires aux lois, aux règlements et aux usages, si elles ne sont

Coline Serreau: "Qu'est-ce qu'on attend pour être publiphobes?"



« La pub, ça paie bien. » C'est ce que se disent figurants, comédiens, techniciens et metteurs en scène en période de vaches maigres. Et tous de se jeter sur « un coup » : un petit film publicitaire qui mettra toujours du beurre dans les épinards pour un mois ou deux. Pauvres bourriques ! Une fois sur le plateau, ils paieront cher leur maudit « cachet on » : taillables et corvéables à merci, ils ne connaîtront que brimades, mépris et humiliations. Ce qu'il ne faut pas faire pour bouffer ! Finalement, ils se révolteront...

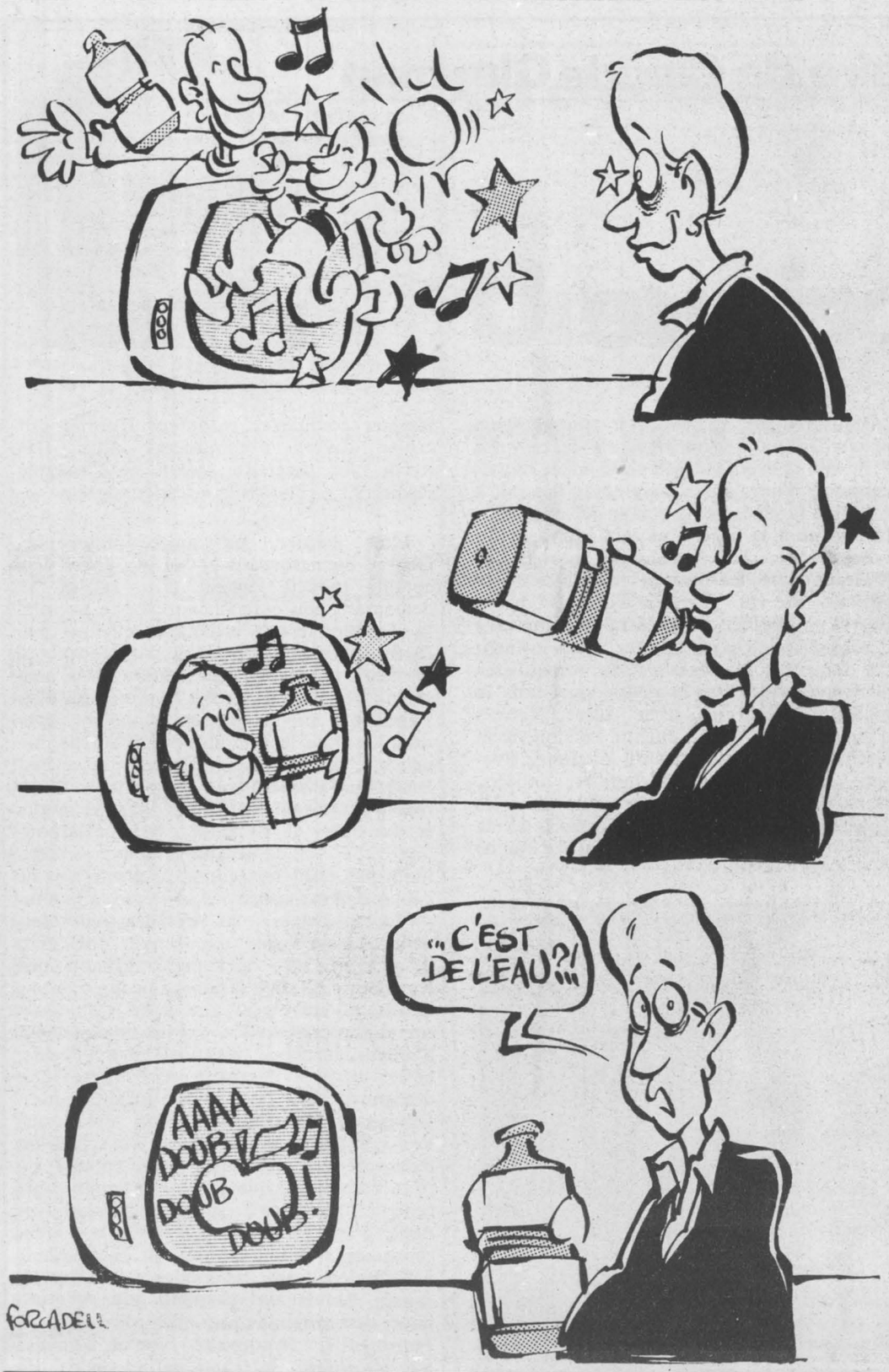
Cette histoire s'est peut-être produite dans la réalité... Coline Serreau en a fait une fable dans son dernier film (qui vient de sortir à Paris et en province) : « Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ? » Un simple prétexte pour observer et interpeller notre société. Mais Coline Serreau sait de quoi elle parle : pour se documenter sur le sujet, elle a poussé l'exigence jusqu'à... tourner des films publicitaires ! Son point de vue sur la publicité a l'avantage de faire le tour des arguments des publiphobes : « Que je parte de mon film, dit Coline Serreau, ou de la réalité, mon interrogation est la même : à quoi sert la publicité et que véhicule-t-elle ?

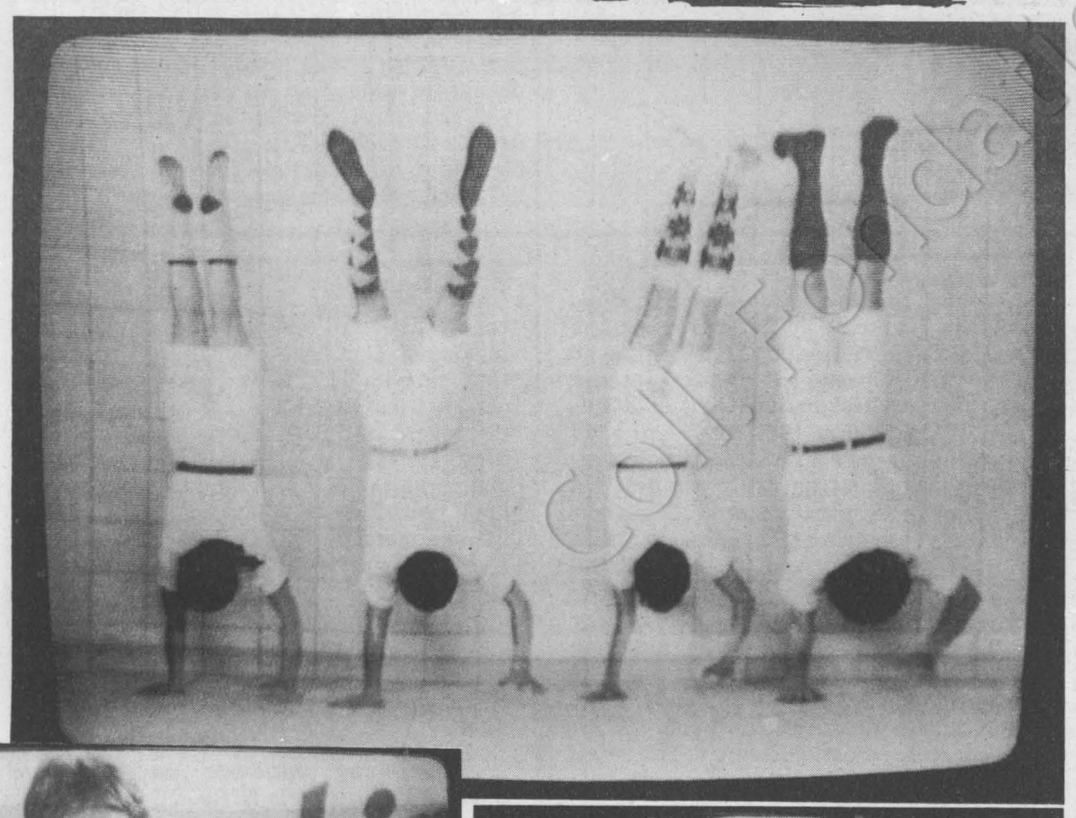
« A quoi sert la publicité ? A-t-on vraiment besoin de cinquante marques de savonnettes ? Pourquoi ce gaspillage ? Je ne me pose pas en moralisatrice. Je constate simplement l'absurdité d'une impasse économique assez tragique. Parce que la publicité, c'est d'abord le produit d'une certaine conception économique. La publicité a été inventée pour écouler des marchandises, des surplus de marchandises. On pourrait vendre ces excédents dans les pays qui en ont besoin. Mais ces pays sont mauvais payeurs. Alors, dans les pays nantis, on crée de nouveaux produits, à grand renfort de publicité. Pour l'instant, il est manifeste que c'est plus rentable de gaspiller de la plus-value dans la publicité plutôt que de vendre à perte dans le tiers monde. Pour l'instant ! Parce que la crise pourrait bien changer l'équation actuelle du profit...

« Ce qui me frappe, c'est la quantité d'énergie humaine, de force de travail qu'on dépense pour « fourguer » ces excédents à des gens qui n'en ont pas vraiment besoin. Conséquence assassine à l'échelle de la planète : sur cinq personnes, quatre crèvent de faim pendant qu'une doit se mettre au régime. Cette organisation de la production tiendra-t-elle encore longtemps ? Les pays démunis la subiront-ils éternellement sans broncher ? Quand ça « pètera », dans quel camp se rangeront les forces progressistes ?

» Que véhicule la publicité ? Une idéologie contestable. Les gens qui travaillent dans la publicité ont beau s'inventer des buts nobles pour s'acheter une conscience, ils n'en peuvent mais : ils véhiculent une idéologie de camouflage et de diversion. La publicité ne s'adresse qu'aux fantasmes de possession et de pouvoir. La publicité ne dit qu'une chose, assez simpliste : « Plus on a, plus on est heureux. » La publicité gomme et escamote toutes les contradictions de la vie, toutes les difficultés : les luttes, la maladie, la vieillesse, la mort. En cela, la publicité, qui se prétend information, est complètement coupée de la vraie vie des gens. »

(Propos recueillis par Jean-Paul Liégeois)









pas dénigrantes pour des produits concurrents, si on n'abuse pas du rôle joué par les enfants, etc. Le film ne sera tourné qu'après notre accord. Et le résultat de tournage sera à nouveau contrôlé. Sur plus d'un tiers des scénarios qui nous sont présentés, nous sommes amenés à demander des modifications... Le coût de réalisation d'un film publicitaire de quelques dizaines de secondes est élevé : entre 300 et 500 000 F. La majorité de notre clientèle est constituée par des petites entreprises ou des entreprises moyennes. Il est donc prudent et judicieux économiquement que nous examinions d'abord les scénarios... Notre intervention de contrôle n'a pas pour but de créer des difficultés économiques à nos clients !

La R.f.p. a donc deux missions différentes : d'un côté, nous vendons un espace publicitaire ; d'un autre côté, nous contrôlons l'utilisation qui est faite de cet espace.

— Dans l'esprit du législateur, dès le départ, il était aussi question de culture, d'information et d'éducation, bref pratiquement de service public. La R.f.p. intervient-elle toujours dans cet esprit ? Est-il possible de considérer l'éloge d'une lessive comme une mission « d'utilité publique » ? Ne s'agit-il pas plus simplement d'une affaire d'argent ?

— En 1968, les Français, dans leur plus grand nombre, étaient publiphobes. Devant cet état d'esprit, au plus haut niveau de l'Etat, voulant ouvrir la télévision à la publicité, on a délibérément enrobé le problème : on a mis en avant la publicité comme vecteur culturel, éducatif, etc. Ces aspects sont réels. Mais, en l'espèce, il s'agissait d'un camouflage. L'enjeu était ailleurs. L'enjeu réel était double : d'abord, il fallait trouver à long terme de nouvelles ressources financières pour le service public audiovisuel ; ensuite, il importait de faire de la publicité un outil au service du processus d'industrialisation du pays. Ne mentons pas : la vériable justification de l'introduction de la publicité à la télévision était d'ordre économique.

Ce disant, je ne veux pas signifier que, pour moi, la publicité est un gadget. Certains pensent ainsi. Pas moi. Autrefois, la publicité a peut-être été, pour un chef d'entreprise, le moyen de se faire plaisir. Aujourd'hui, elle est le soutien naturel et utile de la production de biens de consommation qui est, elle-même, la base de la croissance. Contrairement à ce que certains peuvent penser, la publicité n'a pas pesé négativement sur les prix ; elle a surtout permis de rationaliser les prix. Il ne faut pas mettre sur le dos de la publicité tous les abus de la société de consommation. Elle n'est qu'un des éléments de cette société de consommation. On la retrouve aussi bien dans les sociétés occidentales que dans les régimes de l'Europe de l'Est : parce que, quel que soit le système économique et social, elle sert d'abord à informer le consommateur. C'est en ce sens que la R.f.p. est amenée à agir dans l'esprit d'un service public.

Il faut se méfier des faux-semblants : au premier abord, telle publicité concernant telle lessive donnant un petit cadeau avec chaque baril... peut apparaître comme une survivance inutile. Mais sait-on que ce petit cadeau en bois fait travailler et vivre plusieurs milliers de personnes dans les Vosges ?

Certes, la publicité peut être intolérable : mais c'est justement notre mission de la maintenir dans des limites qualitatives et quantitatives tolérables. Certes, la publicité ne donne pas toujours des réponses ; mais elle pose toujours des questions et déclenche toujours une réflexion. Parce que finalement, la publicité c'est quelque chose de net : des gens achètent un espace pour faire passer un message. C'est quand même plus clair qu'une situation où ces gens essaieraient de faire passer leur message insidieusement.

(suite en page 20)

PUB

Le clin d'œil du gouvernement

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

UNE petite fille fait du patin à roulettes sur un taux d'inflation. Une voix off conseille : « Pour la rentrée scolaire, restez vigilants, achetez les produits les moins chers... » C'est l'une des dernières séquences télévisées de la campagne publicitaire « Les yeux ouverts », lancée par le Service d'information et de diffusion du Premier ministre (Sid). Une campagne qui a démarré le 28 juillet par une pleine page d'explications dans les quotidiens nationaux et régionaux et se poursuivra jusqu'au 31 octobre à la télévision et à la radio (1).

Il s'agit pour le gouvernement d'expliquer les raisons de sa politique économique en démontant les mécanismes de l'inflation et ses méfaits. En Europe, la démarche est originale : c'est la première fois qu'un gouvernement recourt à une campagne publicitaire de cette ampleur pour accompagner des mesures économiques. En revanche, c'est une technique tout à fait banale aux Etats-Unis ou au Canada. En France, l'innovation a déjà fait couler beaucoup d'encre. Proposée à tous les quotidiens sans discrimination, la campagne gouvernementale a été refusée par certains journaux. « Le Figaro », qui prête volontiers ses colonnes à des publicités politiques, a vertueusement décliné l'offre. « Le Quotidien de Paris », au contraire, a accepté. Mais les réactions scandalisées de certains lecteurs ont contraint Dominique Jamet à expliquer pourquoi : « au nom du pluralisme et de la tolérance » dont « le Quotidien de Paris » se veut le champion (!). Et comme dirait « Libération », on accepte la publicité ou pas : si oui, on prend tout ce qui se présente. C'est aussi la thèse du « Télégramme de Brest » qui a vivement polémiqué à ce sujet avec son concurrent « Ouest France ». Ce dernier a refusé « Les yeux ouverts » pour rester cohérent avec une ligne de conduite adoptée depuis longtemps : aucune publicité de nature politique d'où qu'elle vienne.

Le débat dans la presse écrite — aussi anecdotique soit-il — montre tout de même que les techniques publicitaires ont encore une odeur de soufre quand elles s'appliquent au domaine politique. Zeste de puritanisme ? Beaucoup préféreraient que le débat d'idées reste à l'abri des techniques appliquées à la vente des lessives. Mais il faut s'y faire : le marketing politique a désormais droit de cité et pas seulement pendant les campagnes électorales.

La communication sociale représente depuis longtemps un budget important : 121 millions de francs en 1981. Et ce budget augmente régulièrement d'année en année. Tous les ministères font plus ou moins appel à la publicité pour appuyer leur action : les campagnes pour la sécurité routière ou la prévention des risques médicaux provoqués par l'alcool et le tabac se sont multipliées depuis quinze ans — avec des résultats trop peu probants... En 1982, vingt-cinq campagnes publicitaires ministérielles ont reçu le feu vert du Premier ministre. En tête, le ministère de l'Economie et des Finances (livret d'Epargne, trêve des prix, recensement, etc.). Puis le ministère du Travail (élections prud'homales). Mais aussi le ministère de l'Industrie et l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. La mission nationale de lutte pour l'emploi (contrats de solidarité) et le ministère de la Formation professionnelle, pour ne citer que les budgets les plus importants.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le Premier ministre ait décidé de recourir également à la publicité pour expliquer sa politique à un moment particulièrement névralgique — pendant la période de blocage des prix et des salaires.

« Si l'on ne fait rien, on nous reproche de prendre des mesures sans les expliquer ; si on décide d'expliquer, on nous reproche de faire de la propagande », affirme Jean-Cyril Spinetta, responsable du service d'information et de diffusion du Premier ministre.

« Je trouve anormale toute attitude frileuse à ce sujet. Un gouvernement a le devoir d'expliquer ses décisions. Surtout quand il s'agit de lutter contre l'inflation : c'est un problème qui transcende les clivages politiques et tous les Français ont intérêt à maîtriser ce processus. »

Pour atteindre cet objectif, tous les moyens sont mobilisés : le discours politique « classique » qui vise à convaincre et le discours publicitaire qui veut séduire.

Au Sid, on souligne que la campagne « Les yeux ouverts » a soigneusement évité l'accueil du matraquage publicitaire : les messages changent chaque semaine et s'adaptent à l'actualité, leur contenu est avant tout pédagogique (comment et pourquoi l'inflation est-elle créatrice de chômage ?), et ces messages ne sont pas assenés plusieurs fois par jour — comme il est en général de règle pour les publicités commerciales — mais s'échelonnent à dose presque homéopathiques.

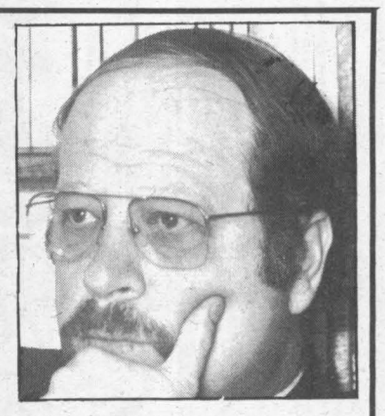
Le coût global de la campagne s'élève à 14,5 millions de francs. Ce chiffre a été publié par le « Journal officiel » en réponse à une question écrite d'un député de droite.

Quant à l'emplacement des séquences télévisées — juste après l'écran publicitaire R.f.p. et juste avant le journal de 20 h —, la procédure avait été utilisée au printemps 1977 par le gouvernement de l'époque lors de la campagne « Dix-huit mesures en faveur de l'emploi ».

Le précédent vaut d'être rappelé. Espérons seulement que la campagne « Les yeux ouverts » pour la lutte contre l'inflation sera plus efficace que son « ancêtre »... ●

(1) Deux messages par semaine à la télévision (20 h le lundi et le jeudi sur T.f.1. et Antenne 2) et trois fois par semaine entre 8 h et 8 h 30 sur France-Inter et les radios périphériques. (Mardi, jeudi, vendredi).

La chronique littéraire de Claude Glayman



Retour du roman métaphysico-historique

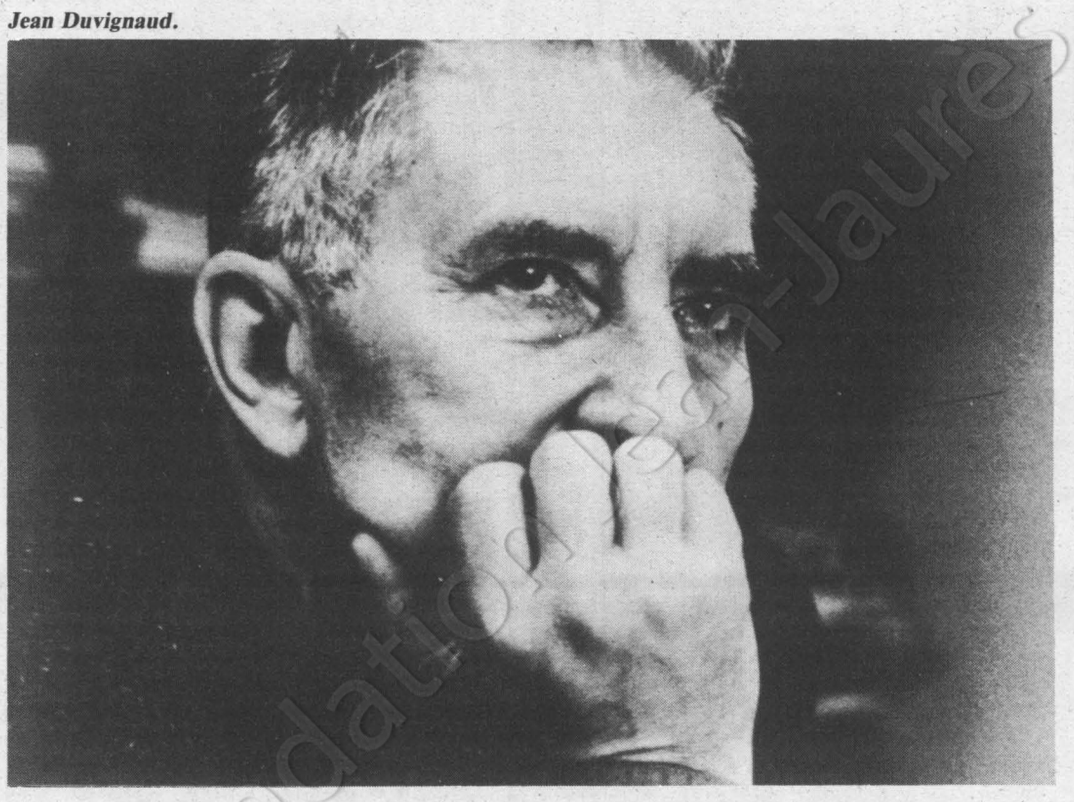
« Le favori du désir » de Jean Duvignaud, Albin-Michel.

LA voici donc notre rentrée annuelle, semblable et différente, comme toutes celles qui l'ont précédée, et probablement tiendra-t-on un propos identique dans un an à pareille époque. Du côté des livres, l'été, comme toujours, aura été calme. Merci nous avons eu tout loisir de flâner sur les rayons de nos bibliothèques ou sur ceux des librairies des cités touristiques. Temps bienfaisant lorsqu'on relit, ou fouille ailleurs que du côté de l'actualité. A peine débarqué du périple, fin août, de « Bison futé » on retrouve dans sa boîte à lettres ou sur son perron les premières dizaines de nouveaux arrivants et l'on reprend l'ensemble des programmes et notes aimablement expédiés par les éditeurs.

A première vue pas de quoi fouetter un chat mais il est vrai que qui oserait s'avancer a priori et affirmer que les premiers romans ou les second valent ceci ou cela ? Attendons de les éplucher un à un non sans confier que bien des Unes parcourues ont laissé perplexe. On écrit vite de nos jours et la rançon de cette rapidité veut sans doute que l'on oublie aussi vite ce que l'on a rédigé. Comme les années antérieures, journalistes et critiques taquinent la muse, se pressent. Le chassé-croisé édition/médias se poursuit et peut-être bien qu'à la fin il tourne en rond. Vous l'avez sans doute appris par la presse, Françoise Verny, l'un des piliers Grasset, est passée chez Gallimard. Nouvel épisode de la lutte qui oppose la maison de la rue des Saints-Pères/Hachette à celle de la rue Sébastien Bottin/Sodis... qui risque de ne point être sans conséquences sur l'équilibre du jury Goncourt. Or, ne l'oublions pas, l'enjeu de l'automne — comme chaque automne — se joue à l'apparente roulette des prix littéraires ! Pour l'instant peu d'informations sur le prochain partage du pactole. Gallimard, quant à lui, multiplie ses Pléiade avec un second tome Montherlant qu'éclairera le premier volume de la biographie consacrée par Pierre Sipriot au citoyen romain de nos lettres (Laffont). Marguerite Yourcenar fera sous peu son entrée dans la célèbre collection tandis qu'on annonce pour plus tard un René Char complet, le ministre de la Culture ayant récemment honoré comme il convient l'un de nos plus grands poètes vivants. Autre phénomène marquant, le nombre, semble-t-il en extension, des biographies. A retenir tout spécialement celle de l'écrivain britannique Georges Orwell (Balland), l'auteur trop oublié de « 1984 », à laquelle s'ajoutent un Eluard (Balland), un Villon (Fayard), un Daudet (Hachette), etc.

Il y a justement de la biographie, du ton biographique, classique, dans le premier roman que j'ai lu de cette rentrée, « le Favori du désir » de Jean Duvignaud (Albin Michel). On a beau connaître un auteur on est toujours surpris de ce qu'il écrit. A côtoyer de temps à autre Duvignaud je n'aurais pas imaginé qu'il serait à ce point fasciné par le roman métaphysico-historique à la Sartre ou à la Malraux (du type « Noyers de l'Altenberg » refondu par Malraux dans les œuvres complètes de la Pléiade ou du genre « Chemins de la liberté », matinée du théâtral « Séquestrés d'Altona »). Si vous ajoutez à ces influences majeures la nostalgie du romantisme allemand tant dans la poésie que dans la musique, vous ne serez guère étonnés d'avoir affaire à une énième version de la résistance/perversion au/du nazisme. Portrait d'un intellectuel inquiet, indécis, lâche ?, que l'on prend en route dans les années trente et perd au milieu de la Seconde Guerre mondiale. Deux figures de femmes complexes entourent Conrad qui croise divers personnages d'un IIIe Reich plus diversifié qu'on ne l'imagine jusques et y compris le « leader suprême ».

Jean Duvignaud.



L'an dernier, un autre philosophe, George Steiner, avait choisi le Führer déjà comme modèle central d'un roman au demeurant peu convaincant. Reste au total la sensation d'une esthétique quelque peu datée. Duvignaud s'exprime par concepts, il privilégie le sens, la signification de sa pensée ou de celle de ses héros plutôt qu'il ne s'attache à une écriture ou à une construction. Comme le roman emploie en permanence le présent comme temps des verbes, Duvignaud s'interdit de jouer sur les différentes temporalités et d'exploiter des angles et des plans en décalage et en correspondance. Le récit se déroule là sous nos yeux, immédiat, sans le secours du mystère et de l'écho. On est sensible à sa fièvre, à la nausée qui y règne, à sa problématique éternelle. On est frappé par l'habile utilisation de la confession du fameux SS non nazi Kurt Gestein. On s'interroge néanmoins sur la mise à l'écart par l'auteur des techniques romanesques actuelles, qui très logiquement d'ailleurs implique une autre mise à l'écart, celle d'une certaine problématique d'aujourd'hui face aux totalitarismes. Duvignaud signifie-t-il par ce roman que l'on redeviendrait classique ? Mais peut-on redevenir classique dans une époque où tout bascule et qui n'est rien moins que celle de l'équilibre ? La question valait sans doute d'être posée, on n'a pas le sentiment cependant que la réponse soit aussi simple à formuler. Loin des modes et des intolérances, Duvignaud poursuit son chemin ; pour s'en persuader un peu plus on peut également lire la nouvelle revue qu'il anime, « le Scarabée international » ; mais les modes et les intolérances ont leur justification. Moins que jamais quiconque ne détient le monopole de l'art. La rentrée 1982 ne prouverait-elle que cette vérité que déjà le chemin parcouru serait considérable. Nous le vérifierons ensemble au cours des prochaines semaines.

(suite de la page 19)

Surtout, pour moi, la « solution publicitaire », en France, a permis d'éviter la faillite du service public audiovisuel. La R.f.p., en 1982, avec seulement soixante-quinze employés, va rapporter net (tous frais généraux déduits) 2,3 milliards de francs à T.f.1. et Antenne 2. La publicité, c'est vraiment la poule aux œufs d'or de la télévision.

Evidemment, je ne nie pas le problème philosophique posé par la publicité : a-t-on ou non le droit de montrer aux gens des produits qu'ils ne peuvent pas s'acheter ? Mais la réponse à cette question dépasse largement la seule publicité. La réflexion à mener sur ce terrain concerne toute l'organisation économique de notre société...

— Quelque chose me choque, choque beaucoup de gens dans la publicité à la télévision : pourquoi certains messages publicitaires sont-ils systématiquement exclus du petit écran ? Pourquoi certains domaines comme l'édition, les spectacles, l'industrie phonographique, le tourisme n'ont-ils pas accès à la publicité télévisée ?

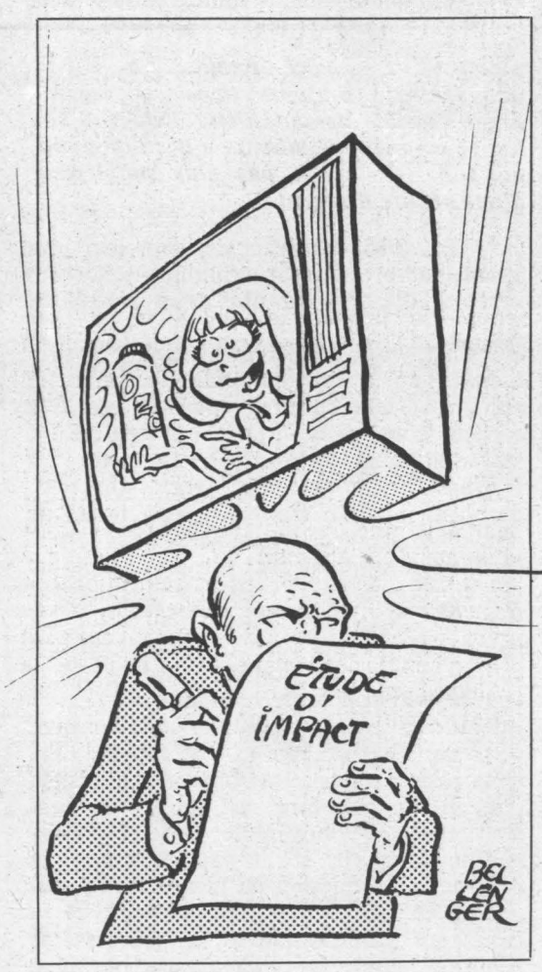
— Au départ, on n'a pas dit : « Tout est ouvert. » On a préféré ouvrir progressivement les secteurs, au fur et à mesure des besoins financiers. C'était un choix. En l'espèce, c'était un choix discutable. Car, je vais être brutal, derrière les secteurs non ouverts se cachaient des affaires de gros sous, d'intérêts particuliers. C'est le cas du spectacle.

Pour ma part, je crois que le moment est venu d'ouvrir la publicité à certains secteurs. Je suis, moi aussi, choqué qu'on ne puisse pas encore faire de la publicité culturelle. Et, ces dernières années, dans le domaine de la presse, je pense qu'en interdisant le lancement publicitaire de certains magazines à la télévision on a sans doute contribué à l'échec de ces journaux...

— Il y a du changement dans l'air ?

— Une partie du travail de R.f.p., ses interventions de contrôle l'obligent à des changements, à des révisions constantes. Car toute référence déontologique est évolutive : le bon goût, l'état des mœurs sont des notions qui « bougent » constamment. Economiquement parlant, il y a beaucoup de choses à revoir. Depuis un an, en réformant les grandes règles d'organisation économique de la publicité télévisée, le gouvernement s'est engagé dans le sens d'une révision ; c'est ce qui s'est traduit à travers le vote de la nouvelle loi sur la communication audiovisuelle.

— L'introduction de la publicité sur F.r.3. va dans cette direction ?



— C'est assez compliqué. La loi de 1974, pour protéger les autres médias, notamment la presse écrite, prévoyait que les recettes publicitaires de la télévision ne devaient pas dépasser 25 % des recettes totales des sociétés de l'ex-O.r.t.f. Résultat : en 1979, 1980 et 1981, la R.f.p. a dû refuser d'honorer jusqu'à 70 % des demandes de messages qui lui ont été faites. Un gros déchet. Un gros manque à gagner. Pour nous ; donc, pour la télévision. Mais aussi pour nos clients qui, de fait, ont dû renoncer à lancer de nouveaux produits et à créer des emplois. En 1982, le législateur a tiré la conclusion de cette situation absurde : pourquoi se passer de la publicité sur le programme national de F.r.3., alors que des clients attendent à la porte ? C'est là une mesure d'assainissement. Ce n'est qu'une mesure résiduelle, puisque le programme national de F.r.3. est appelé à disparaître un jour.

La véritable révolution, c'est l'introduction de la publicité dans les programmes régionaux de F.r.3. Ces quatorze dernières années, il n'y avait pas de publicité télévisée à l'échelon régional : l'Etat pensait éviter ainsi de déstabiliser les ressources de la presse quotidienne régionale. Mais on s'est aperçu qu'on se privait aussi d'un instrument majeur de développement économique. La loi permet donc aujourd'hui qu'il y ait de publicité télévisée au niveau régional, d'abord sur le mode expérimental, puis qu'un véritable réseau soit constitué en quatre années. C'est une véritable révolution, parce que cette introduction va jouer un rôle dynamique dans le cadre de la loi sur la décentralisation ; parce que c'est le seul moyen de faire vivre une télévision régionale qui va coûter cher ; parce que les annonceurs vont pouvoir désormais moduler leurs campagnes publicitaires, choisir entre campagne nationale et campagne régionale.

— Est-ce que la R.f.p. va contrôler cette « révolution » ?

— Pour le programme national de F.r.3., vous le savez, le processus est déjà en route : le gouvernement nous a désignés comme opérateur. En revanche, il n'a pas encore désigné l'opérateur des programmes régionaux (1). Mais sachant cette révolution inévitable, nous nous préparions depuis trois ans. La R.f.p. est donc capable, éventuellement, d'organiser ce réseau complexe et délicat à monter. Est-ce que, pour les programmes régionaux, nous pourrions avoir aussi une responsabilité commerciale ? Si je m'en tiens à la loi, elle n'a pas prévu que l'opérateur (celui qui contrôle) ne soit pas aussi le manager (celui qui encaisse). La Régie française de publicité est nommée dans un texte de loi qui me semble clair. Si ce n'était pas le cas, il appartient au gouvernement d'éclaircir ce point.

— Êtes-vous optimiste ou pessimiste quant à l'avenir de la R.f.p. ?

— Il faut s'attendre, à long terme, dans les années 1985-1990, à un éclatement du monopole de la publicité télévisée : il y aura les satellites, les câbles, les magnétoscopes... Il ne sera alors plus possible qu'une seule société exerce une exclusivité sur tous ces médias. Mais, dans ce contexte, pour maintenir le flux de recettes publicitaires au bénéfice du service public audiovisuel, il faudra bien qu'une société comme la R.f.p. continue à exister ; et même que cette structure soit plus forte qu'aujourd'hui.

A court terme, je deviendrais inquiet si le gouvernement ne réglait pas les problèmes d'organisation qui se posent actuellement et dont la solution est essentielle pour l'avenir de la télévision. ●

(1) Le bruit ayant couru que l'opérateur pourrait être Havas et non la R.f.p. ; l'Association des agences conseil en publicité a protesté contre cette éventualité dans une lettre à Georges Fillioud, ministre de la Communication. Et le S.u.r.t.-C.f.d.t., dans un communiqué à l'A.f.p., a tenu à rappeler qu'aux termes de l'article 66 de la loi sur l'audiovisuel « la R.f.p. seule est chargée de la publicité ».

MUSIQUE

Le pari gagné de l'Orchestre des jeunes

Cent neuf adolescents, un premier violon de quatorze ans qui jouent Brahms, Messiaen et Debussy. Resultat: une totale réussite

PAR FABIAN GASTELLIER

STU-PE-FIANT ! L'adjectif est sincère et le compliment unanime. L'étonnement aussi. C'est simple : les professionnels de la musique, tout comme le public, n'en sont pas encore réellement revenus. Au fond, ils n'y croyaient peut-être pas vraiment lorsqu'ils ont gagné leurs fauteuils, salle Pleyel, le 5 septembre dernier, pour assister au premier concert de l'Orchestre français des jeunes... Pensez donc ! Un orchestre de trois mois, tout neuf, cela provoque l'incrédulité... Et puis, pour vous jouer Brahms, Debussy et Messiaen, un premier violon de quatorze printemps suivi par une ribambelle de cent neuf adolescents, cela ne fait pas sérieux ! Pourtant, aujourd'hui que ce baptême du feu a eu lieu, il faut bien se rendre à l'évidence : l'Orchestre français des jeunes est une totale réussite.

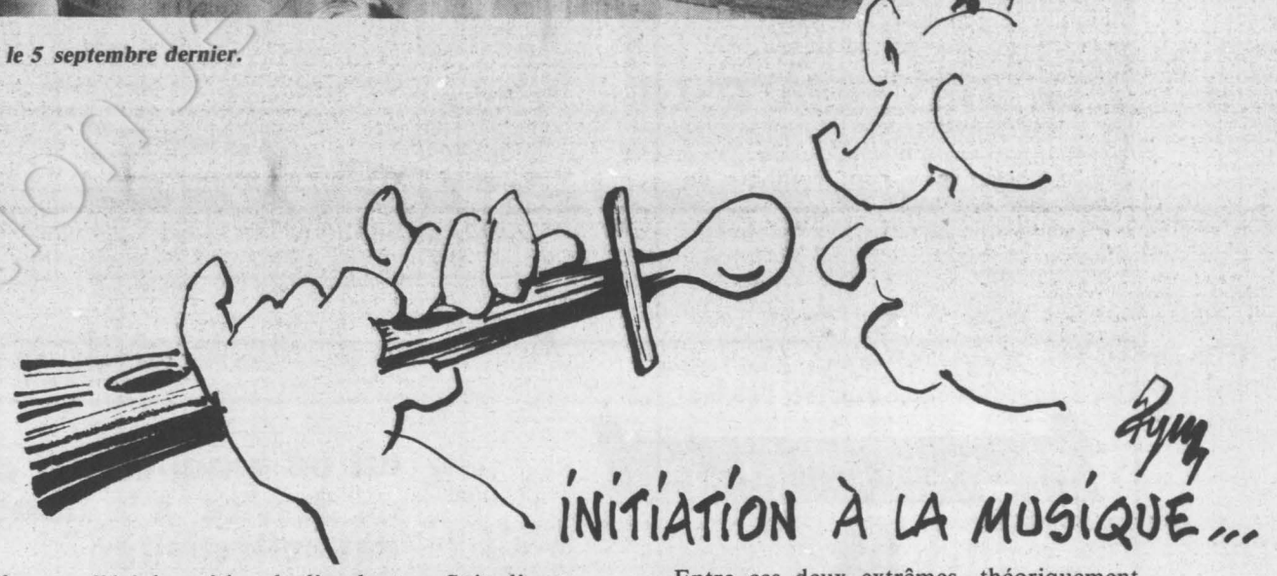
Une réussite qui n'est pas née du hasard mais qui, au contraire, est le fruit d'un travail longuement pensé, étudié par Maurice Fleuret, directeur de la Musique au ministère de la Culture. Un vieux projet, une vieille bataille qui lui tenait à cœur et qu'il entendait mener à bien afin de poser l'une des premières pierres d'une imposante réforme : celle de la formation professionnelle des jeunes musiciens. Car, en ce domaine, à une époque où l'activité musicale sous toutes ses formes connaît un regain extraordinaire, la France demeure encore bâtarde, mal équipée, mal préparée, en fait, à cette nouvelle passion. Depuis quelques années, effectivement, la musique semble être partie à l'assaut d'un pays somme toute plus célèbre pour avoir engendré Descartes que Rameau. Si, de 1978 à 1980, le nombre d'élèves fréquentant les conservatoires nationaux de région, les écoles nationales de musique et les écoles municipales de musique agréées a augmenté de façon tranquille (entre 2 et 6 % suivant les années), en octobre 1981, en revanche, ce fut l'explosion (plus 40 %, soit environ 37 000 élèves supplémentaires pour ce seul secteur qui ne représente qu'un dixième des élèves apprenant la musique). Mais pendant de longues années les crédits alloués à l'enseignement n'ayant pas suivi, un déséquilibre entre l'offre et la demande se fit cruellement ressentir. L'actuel ministère de la Culture devrait d'ailleurs très vite augmenter ce budget particulier de 51 %.



Salle Pleyel le 5 septembre dernier.



Jérôme Kaltenbach.



Du coup, aujourd'hui, on se retrouve face à une situation sans précédent : repenser de fond en comble l'enseignement artistique à un moment où plus de cinq millions de Français pratiquent eux-mêmes la musique, où un Français sur trois possède un ou plusieurs instruments, où les concerts affichent partout complet et où l'on s'écrase littéralement, faute de place, aux portes de 4 202 écoles d'enseignement musical aidées par les collectivités. En bref : voler au secours de ce tout nouveau coup de foudre.

Parce qu'il convient de ne pas gâcher ces nouvelles recrues mais, plutôt de savoir les utiliser au mieux. Car des places sont à prendre. Beaucoup. En musique, l'ombre noire du chômage n'est pas prête de voiler l'horizon. On s'efforce, au contraire, de jouer en permanence les « sœur Anne » du recrutement, ne serait-ce que pour combler les vides des orchestres régionaux où l'on peut chiffrer à quatre-vingts environ le nombre de postes vacants. On essaye, également, de mieux répartir les vocations dans un pays submergé par les pianistes et dépourvu de cordes.

Qui plus est, la France possède, bien ancrée au fond des mentalités et malheureusement largement répandue dans les écoles, une vieille idée très romantique et parfaitement absurde qui consiste à croire que l'on se doit de devenir soliste ou de ne plus jouer. Être Rubinstein, être Horowitz ou ne pas être. De ce fait, on travaille trop, chez nous, en fonction d'une conception solitaire (le virtuose) de la musique et pas assez dans l'optique communautaire de l'orchestre. Il était donc urgent de redonner à l'orchestre ses lettres de noblesse, de faire comprendre aux jeunes élèves qu'une vie passée à être violoniste au sein d'une formation régionale n'a rien de déshonorant et n'est pas misérablement rétribuée (un flûtiste solo, à Montpellier, se voit accorder un salaire de départ de 9 000 francs par mois), et d'orienter l'enseignement vers la formation d'instrumentistes possédant réellement la pratique de l'orchestre.

Ainsi naquit l'Orchestre français des jeunes, un orchestre-école de cent dix musiciens (trente-sept filles et soixante-treize garçons âgés de 14 à 25 ans), recrutés sur concours auprès des deux conservatoires nationaux supérieurs de Paris et de Lyon, de trente conservatoires nationaux de région et de vingt-deux écoles nationales de musique. Une « première » pour la France, alors que pratiquement tous les pays d'Europe possèdent déjà ce genre d'orchestre ! Mais mieux vaut tard...

Confiée à Jérôme Kaltenbach, directeur musical du grand théâtre de Nancy, cette formation, qui sera chaque année renouvelée pour un ou deux tiers, a travaillé tout l'été le métier de l'orchestre. Soit directement avec le chef, soit en compagnie des chefs de pupitres de l'Orchestre de Paris.

Pour Jérôme Kaltenbach, l'expérience est totalement positive : « Le niveau auquel est parvenu cet orchestre, en trois mois de travail, est plus que satisfaisant, explique-t-il Cela prouve combien les jeunes musiciens d'aujourd'hui sont motivés, combien ils ont besoin de s'exprimer en commun. Voilà ce qui est important : que la nouvelle génération ne mette pas la charrue avant les bœufs, en pensant d'abord à être soliste puis, ensuite seulement, à entrer dans un orchestre. Pour ce faire, nous avons travaillé les traits d'orchestre ; nous avons insisté sur la cohésion, la justesse, la souplesse. A fond. »

Du côté des musiciens aussi, l'aventure est une réussite. « J'avais déjà fait beaucoup d'orchestre, explique Gilles de Talhouet, 23 ans, flûtiste, mais uniquement en remplacement. D'une façon bâclée et non pas comme ici, construite, fouillée. En fait, cela m'a confirmé dans mes idées, à savoir que je voulais vivre cette vie-là, au sein d'un orchestre. » Tous les musiciens sont d'accord : les conservatoires préparent mal à la pratique de l'orchestre : « C'est d'autant plus aberrant, précise Gilles, que les solistes, de nos jours, passent obligatoirement par la formation orchestrale ! Mais c'est comme ça : on nous éduque comme si l'on allait, le lendemain, être l'invité de la Philharmonie de Berlin, mais on ne fait guère attention aux problèmes d'accord, de justesse qui sont des points capitaux lorsque l'on est plus de cent à jouer ensemble ! »

« C'est simple, explique de son côté Pierre Carrive, 17 ans, violoniste, pour neuf dixièmes des cas, on forme de mauvais amateurs et ceux qui restent, on les dope à mort, on veut en faire des super-champions.

Entre ces deux extrêmes, théoriquement se situe la vraie musique. Eh bien, jusqu'à présent, il y avait un creux, un vide ! » Pour ces jeunes musiciens, le gain est énorme. Ils ont l'impression, à présent, d'être sur une voie normale de carrière ; d'avoir enfin pratiqué la réalité de leur métier. « Sur le plan musical, précise Pierre, ce type de travail progressif où l'on se sent avancer, progresser, est inégalable. Plus on fait de l'orchestre, plus on sait comment ça se passe. C'est le seul moyen d'être bien mis sur orbite. »

Pierre et Gilles, en ce qui les concerne, sont prêts à recommencer. Pour eux, la musique c'est leur vie. Ils l'ont tous deux rencontrée par chance, n'étant pas, contrairement à une grosse majorité de l'orchestre, issus d'une famille de musiciens. « Ce type de vocation, explique Gilles, ce n'est pas un hasard. Il y a encore de terribles inégalités face à la musique, car on n'y accède pas comme ça, au détour d'un chemin. Bien sûr, on peut toujours apprendre à n'importe quel âge mais pour en faire son métier, il faut commencer tôt, donc être entraîné. C'est pourquoi il faut lutter pour renverser la vapeur, pour combler les fossés. Personnellement, j'ai pu devenir musicien. Alors je ferai tout pour que mes enfants aussi aient accès à la musique. Ainsi, d'une famille non musicienne, naîtront peut-être, dans deux, trois générations, des enfants qui manieront cet art comme d'autres les jeux de billes. »

En attendant, ils travaillent. D'arrache-pied. Pour préparer le dernier concert que l'Orchestre français des jeunes donnera à Lyon, le 18 septembre prochain. Avec leurs cent huit collègues, coéquipiers, ils sont les artisans du renouveau musical. La France, qui n'avait plus d'instrumentistes, possède à présent une génération prête à l'assaut. Pour conquérir, en musique, les lendemains qui chantent. ●

UNE EQUIPE
DE SPECIALISTES
A L'ECOUTE
DE LA CLIENTELE PRIVEE
ET DES ENTREPRISES.

Interrogez-nous.
Nous trouverons une solution à vos problèmes.

BANQUE HERVET

Siège central : 127, avenue Charles de Gaulle – Neuilly-sur-Seine – Tél. : 758.90.00

SOCIÉTÉ
COOPÉRATIVE

L'HIRONDELLE

ENTREPRISE GENERALE
DU BATIMENT

Rue Marcel Sembat - 93430 Villetaneuse
Tél. 821.63.55

Achetez dès maintenant

- votre résidence de loisirs
  à la mer, à la montagne, à la campagne.
- votre résidence principale
  en région parisienne ou en province.
- votre investissement-pierre

La Maison du G.SCIC vous propose plus de 350 réalisations immobilières sur tout le territoire national.

Dès maintenant, renseignez-vous gratuitement et sans engagement, en retournant ce coupon à La Maison du G.SCIC
15, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris.

M.
adresse
ville
recherche ☐ résidence de loisirs ☐ résidence principale ☐ investissement-pierre
☐ maison ☐ appartement
ville
région
département

G.SCIC ILE DE FRANCE

LA MAISON DU G.SCIC
L'IMMOBILIER CONÇU COMME UN SERVICE
15, boulevard de Vaugirard 75015 Paris - 320.15.11

Les outils Mercedes
Fourgons 407 D-508 D
et 207 D-307 D.



chez votre concessionnaire.
MERCEDES-BENZ FRANCE
Parc de Rocquencourt
B.P. 100
78153 LE CHESNAY-CEDEX
TÉL. 954.90.22

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél : 550.32.04

SOCIETE D'ENTRETIEN ET DE PROPRETE URBAINE
SEPUR

Nettoiement de voies publiques et privées
Assainissement et hygiène publique

184, rue Paul Thomoux
93330 NEUILLY/MARNE

TEL. 300.46.50

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 267. Licencié droit, diplômé I.e.p. Paris 1981, 23 ans, sortant service national, cherche poste assistant auprès parlementaire socialiste. Membre du P.s. depuis 1976.

Téléphoner : 633.85.10 après 18 h ou par le journal qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 264. L'Association pour le développement du pays lyonnais a pris en compte la gestion de la salle des fêtes du Bourg-sous-la-Roche après le rachat par la ville des locaux. Afin d'assurer le fonctionnement de la salle, l'association gestionnaire recrute un directeur.

Les candidatures devront être adressées accompagnées d'un c.v. précis au siège de l'association, hôtel de ville de la Roche-sur-Yon à l'attention de Monsieur le président. Tous renseignements utiles pourront être fournis à l'hôtel de ville, 1er étage, rue Lafayette. Tél. (51) 05.31.40 poste 440.

Réf. 265. Ville de Grasse (Alpes-Maritimes), classée 40 à 80 000 habitants, recrute par voies de mutation ou sur titre bibliothécaires (1e catégorie). Expérience indispensable. Poste de direction, lecture publique enfants et adultes. Etablissement doté d'un fonds assidu. Poste à pourvoir le 1er novembre 1982.

Adresser lettre de candidature et curriculum vitae détaillé à Monsieur le Maire de Grasse, 06335 Grasse Cedex le 9 octobre 1982 au plus tard.

Réf. 266. La ville nouvelle de Vaudreil (Eure) recrute pour son service sociale 1 assistant (e) social (e). Possibilité de nomination au poste de directeur (trice) du bureau d'Aide sociale si remplissant les conditions statutaires (catégorie 10 à 20 000 habitants). Poste disponible actuellement.

Ecrire au journal qui transmettra.

DIVERS

Réf. 259. Les ATELIERS D'ECRITURE Elisabeth BING SU. BP. 245, 75227 Paris, séances hebdomadaires, W.-E., adultes, jeunes, enfants. Imaginez un lieu où l'écriture sorte de la solitude, des contraintes du bien. Forge de sa langue où affres et plaisirs du texte sont accompagnés par l'écoute des autres.

Rédaction : 12, cité Malhesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Marie-José Bernardot, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Offres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directeur de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

EXPOSITIONS

Tanguy, l'homme aux yeux d'aigue-marine

Si vous aimez les "épouvantables élégances maritimes et souterraines" du peintre le plus touché par la grâce du surréalisme, courez voir la rétrospective Tanguy à Beaubourg

PAR LUCIEN CURZI

IL a vu et peint ce que nul peintre, avant lui, n'avait su détecter ou osé traduire. Quoi ? Des *« êtres-objets »*, selon André Breton, mal définissables, en tout cas assez singuliers pour faire de Tanguy ce personnage énigmatique, ce marginal envoûtant, demeuré hélas, jusqu'à nos jours, inconnu du public. Mais il n'est jamais trop tard. Tableaux, dessins, livres et photographies, réunis autour de son nom avec intelligence, font désormais la lumière sur son itinéraire et sa personnalité. Il était temps : la dernière exposition de ses œuvres, en France, remonte au déluge : 1938 !

Têtu, emporté, sarcastique, taciturne, travailleur pointilleux, un tantinet maniaque de sa personne, les épithètes ne font pas défaut dans la bouche des contemporains. Avec cela, les cheveux en broussaille, l'œil qui vrille ou s'allume, selon qu'il observe ou danse dans l'alcool, des épaules et un corps d'athlète. Issu d'une famille de Bretagne, dont le chef, ancien marin, faisait dans la bigoterie, Yves sera, en tout point, son contraire. Deux rencontres vont, en ce sens, faciliter son initiation : Pierre Matisse, fils de Henri, au lycée Montaigne ; Jacques Prévert, en 1920, au cours du service militaire à Lunéville.

Autodidacte et rêveur, amoureux de sa mère, sacrilège, tout débute vraiment pour Tanguy lorsque les frères Prévert et Marcel Duhamel, le futur fondateur des séries « noire » et « blême » d'après la Libération, s'installent 54, rue du Château, à Paris, en une sorte de communauté fraternelle, où l'on vit de rien en s'amusant de tout. L'irrespect y est de rigueur. On a la passion du jazz, des films d'épouvante et des crimes de sang. Tanguy, qui n'est aux crochets de personne, pourvoit comme il peut au matériel, tour à tour vendeur de journaux, débardeur aux halles, conducteur de tramway.

Il a la révélation, en 1923, de ce qu'il ressent comme une force à laquelle il est impossible de résister, en apercevant, dans la vitrine du marchand Paul Guillaume, rue La Boétie, une toile de Giorgio de Chirico : « le Cerveau de l'Enfant ». Il plonge, dès lors, dans la peinture. Il brosse avec gourmandise des rues hallucinatoires, des songes éveillés pareils à des graffiti, qui ressemblent à des dessins d'adulte toujours gosse. Figures et objets sont ceux du milieu qu'il fréquente assidûment : bals et cafés des faubourgs populaires, des « bouges » interlopes de la « barrière » ou des « fortifs » ; le climat appartient à une littérature de masse vendue, pour quelques sous, sur les quais, « Fantômas » ou romans de Gaston Leroux.

Jours Maigres

Mais le réel, il le transfigure, au point de le rendre instable et léger, à rebrousse-chemin de la logique rationnelle. Il se jette dans le dessin surréaliste que ses amis, anticonformistes à tous crins, prônent et admirent sans partage. Une tache d'encre suffit pour tendre les fils qui vont relier, sur une feuille, les règnes végétal, animal, minéral, au voisinage de lettres d'imprimerie. Coïncidences bizarres, qui font de la vision de Tanguy, mais aussi de celles de Max Ernst, Miro, André Masson, à cette époque, un composé d'arbitraire conscient, de naïveté démente, une exigence fondée sur l'instinct le plus primesautier.

Surprenant était « le Bateau » (1925-26), ambigu, déjà « Extinction des lumières inutiles » (1927), « Vieil Horizon » (1928) mieux encore, car Tanguy se perd et s'oublie en peinture avec un plaisir proche de la jubilation obsessionnelle. Il crée un univers de choses apparemment semblables à des chromosomes, amibes ou haricots, sur des fonds délicatement satinés de gris perle, jaune verdâtre, mauve blafard. Ce n'est ni le jour ni la nuit. Rien qui rappelle la terre, mais tout le ciel avec les ingrédients pacifiques du cosmos. Tout a l'élasticité du nuage, la fluidité de l'eau, accrochée, on ne sait comme, dans les airs, le tout orné de séduisantes ombres portées.

Il s'agit d'un monde d'avant l'humain, doucement teinté de mélancolie, semé de plantes filasses, ici de tel pilone poilu, là de fumerolles.

Environ 1928, les mousquetaires de la rue du Château en ont ras-le-bol. Ils se séparent. Dans leurs meubles s'incrustent d'autres despérados, Georges Sadoul, André Thirion... L'échange est prolifique entre Tanguy et Breton, qui le soutient, le conseille, l'enseigne, inamovible et fidèle gourou (presque) jusqu'à la mort. Mais Tanguy crève la faim — Marcel Jean l'attestera — au point de jeûner plusieurs jours de rang. Sa femme, Jacqueline Ducros, confectionne et place elle-même des gants au crochet pour subvenir aux besoins minimes du ménage. Paria, mais tenace, Tanguy persiste.

Un voyage en Afrique du Nord, en 1930, le subjugue et le confirme dans sa voie. Il découvre là-bas ses reliefs de prédilection, plateaux désertiques posés contre le ciel, falaises déchiquetées et couches rocheuses stratifiées. La peinture s'en trouve fortifiée : coloris diaprés et formes coulantes, rampantes, s'éclipsent. Place au peuplement d'objets imaginaires (menhirs, obélisques ?... la question reste posée) admirablement peints, depuis « le Ruban des excès » (1932) aux détails enregistrés par la patte d'un entomologiste. En tout cas, ce



Yves Tanguy potographié en 1936 par Man Ray.

sont là d'étranges épaves d'une planète moribonde ou de troublantes proliférations nées d'un phénomène de double vue.

De ces horizons bas et flottants, à matière si lisse, fondante et raffinée, au point de soutenir une facture classique, Dali a fait son inspiration principale (sans l'admettre), sinon ses choux gras, tandis qu'à l'inverse Matta n'hésite pas à reconnaître implicitement la dette qu'il leur doit.

« Si Tanguy était un légume ? », interrogeait de facétieuse façon Benjamin Péret en 1935 dans les « Cahiers d'art », « ce serait un céleri. Si c'était un monument de Paris ?, ce serait le génie de la Bastille. » En fait, l'auteur de « Dormir, dormir dans les pierres », presque aussi réfractaire et « pied nickelé » que lui, métaphorise l'intégrité du peintre, dont la perception équivaut à d'« épouvantables élégances aériennes, maritimes et souterraines » (A. Breton).

Parmi la cohorte d'artistes touchés par la grâce toute littéraire du surréalisme, il n'est pas permis d'imaginer plasticien aussi rare, trouvailles chromatiques aussi françaises, des intentions si mystérieuses.

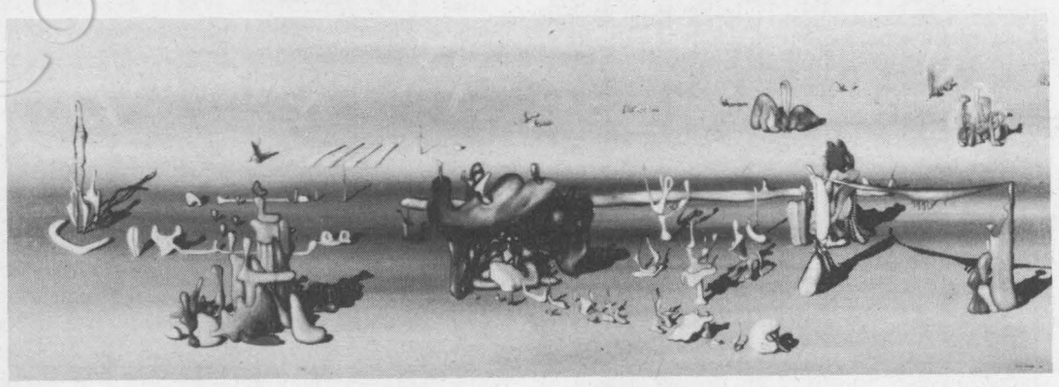
La même toile

Dans l'avant-guerre, son étoile commence à briller aux Etats-Unis, puis à Londres et Tokyo, avant qu'elle ne soit bousculée par la foucade éprouvée pour Tanguy, « le jivaro », par Peggy Guggenheim. En 1939, embarquement pour New York, épousaille de l'américaine Kay Sage, peintre elle aussi. Le voilà à Woodbury, dans une fermette du Connecticut. Même s'il adopte, en 1948, la nationalité de sa femme, Tanguy n'oublie ni ses balades dans la lande bretonne, les amas de pierres de Trégarvan, ni la maison de ses étés adolescents à Locronan.

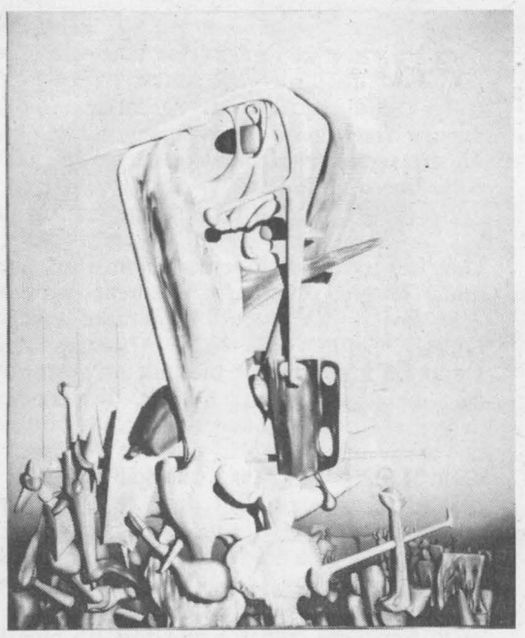
Le temps des vaches maigres est passé. Il se dit heureux, préservé de la promiscuité et... de la respectabilité. Son chevalet le fixe mais, comme il l'avouera peu avant sa mort survenue en 1955, « irrégulièrement et par crises », car « tout ce qui peut ressembler à une obligation est pour moi la négation de toute fantaisie dans le travail créateur ».

Lecteur assidu de Kafka et Melville, autant et même davantage que des textes au style syncopé de ses amis de jeunesse, dont il suivra polémiques et conversions politiques, exclusions et rabibochages, Yves Tanguy apparaît, tel qu'en lui-même ses années rebelles l'ont forgé, sceptique et actif, chaleureux et plein de projets.

Breton et lui, c'est bien fini. Le virtuose paraît se soumettre à l'échelle de son pays d'adoption jusqu'à ce qu'une hémorragie cérébrale le terrasse. Ses cendres seront dispersées dans la baie de Douarnenez. Avec le recul, on aimerait l'apparenter à des artistes d'exception, un Poussin ou un Rimbaud, un Chardin ou un Isidore Ducasse, dont la devise était : libre jusqu'au bout. ●



« Je vous attends », 1934.

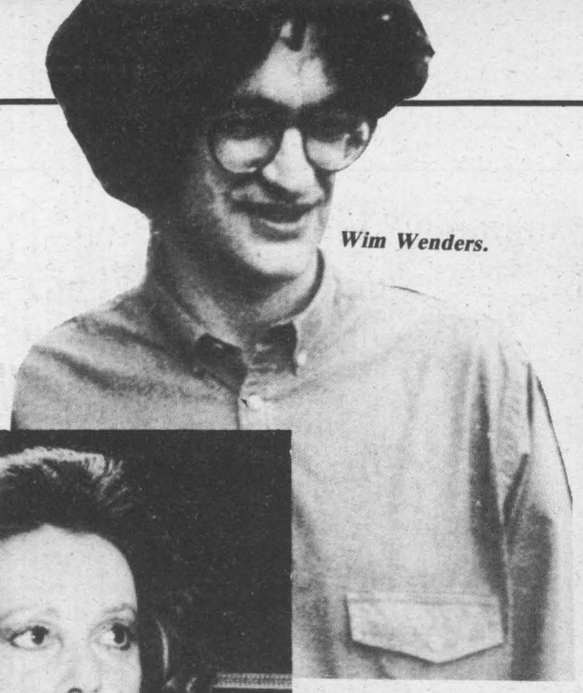


« Ma vie blanche et noire », 1944.



« Une fille aux cheveux rouges », 1926.

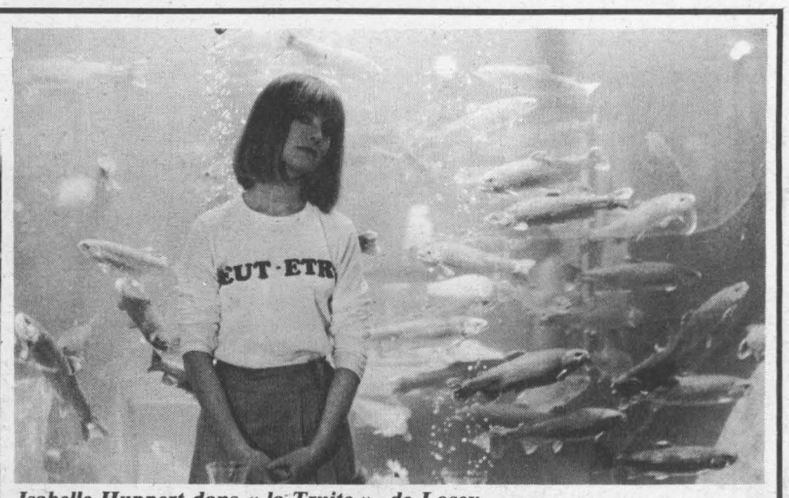
Rétrospective Tanguy (1925-1955), musée national d'Art moderne (Beaubourg). Jusqu'au 27 septembre. Cette exposition sera ensuite accueillie au Staatliche Kunsthalle de Baden-Baden du 17 octobre 1982 au 2 janvier 1983.



Wim Wenders.

« Tempest », de Mazurski.

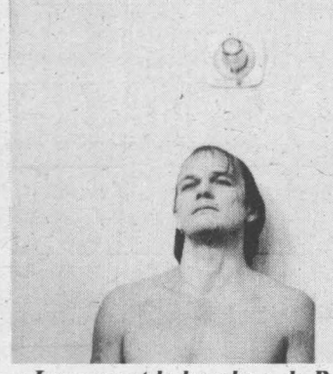




Isabelle Huppert dans « la Truite », de Losey.



Jeanne Moreau dans « Querelle ».



« Les yeux et la bouche » de Bellocchio.





Jean-Louis Trintignant dans « Coup au cœur ».

Le triomphe des "petits budgets" sur les mastodontes

Dangereuse tentation pour les metteurs en scène qu'une pluie de crédits couplée à des scénarios mièvres et déculturants. Losey, Cavanni et d'autres s'y sont cassé les dents. Le festival de Venise vient de démontrer la supériorité des films pauvres mais ambitieux

PAR ANTOINE SPIRE

(de notre envoyé spécial)

VENISE n'est pas Cannes. Pourtant la cinquantième édition de la Mostra a sans doute projeté cette année plus de films que le festival azuréen. Trop c'est trop. L'embarras du choix vous fait regretter des loupés inévitables. Mais la quantité ne s'est pas imposée à Venise, au détriment de la qualité. Comment ne pas trouver son miel au cœur d'une telle abondance ? D'autant que ce festival fut une invite à s'interroger sur l'industrie du cinéma et sur les problèmes que pose aujourd'hui la réalisation des films.

N'est-ce pas significatif que le Lion d'or ait été décerné à Wim Wenders pour « l'Etat des choses » ? Les jurés, cinéastes pour la plupart, ont sans doute apprécié cette chasse aux crédits un peu désespérée menée par une équipe de tournage, bloquée au Portugal dans un hôtel abandonné, faute de moyens pour acheter la pellicule indispensable à la poursuite du tournage. Le producteur a disparu corps et biens et pendant les deux tiers du film, on l'attend... c'est long ! Enfin, le film prend corps à Los Angeles, où le cinéaste se confronte à l'escroquerie du producteur et achève sa quête impossible. C'est que le cinéma d'auteur est malade... emporté par la tourmente des exigences de la rentabilité.

Ce qui a pourtant conquis le public de Venise, ce sont les films à petit budget qui permettent à des réalisateurs dont le nom n'est pas encore hissé au firmament des stars de faire leurs preuves. Orlow Seumke, Lion d'Or de la première œuvre, est hollandais. Avec « le Goût de l'eau », il met en scène l'employé d'une grande institution sociale dont le département est une vraie fourmilière où se croisent pompiers, juges, infirmiers, religieuses. Même les cas les plus terribles font partie de la routine. Dix minutes d'examen et au suivant ! Un jour pourtant, il apprend la mort misérable d'un couple ami dont la fille de 14 ans a été complètement négligée, élevée dans un placard, loin de la lumière et de la socialisation. L'employé de la Sécurité sociale, constatant que voisins et familles se récusent et ne veulent pas recueillir l'enfant, décide de s'en occuper personnellement. Progressivement, tout devient subordonné à l'éducation de cette enfant sauvage et les progrès ne se font pas attendre. Elle sort définitivement de son placard, se met à dessiner, à se laver, à se maquiller, à manger avec des couverts et se prend même d'affection pour un chien, sans oublier son protecteur, qui pour la première fois a l'impression de contribuer à résoudre vraiment un problème social. Derrière la paperasserie, un être vivant est apparu. Satire de l'Etat providence hollandais, ce beau film doit beaucoup à une interprétation très dépouillée.

La Grèce des dépliants touristiques

Dans la même catégorie, « la Croisée des chemins » du cinéaste indien Buddaded Desgupta raconte la lutte de quelques militants contre les manipulations malhonnêtes d'une grande société. Un syndicaliste combatif, puis une journaliste qui veut trop en savoir sont les victimes des hommes de main du grand capital. Bien qu'un peu manichéen, ce drame socialo-politique bien mené rend parfaitement l'atmosphère des rues de Calcutta et le conflit de classes à l'œuvre dans l'Inde d'aujourd'hui. « Le Contrat du peintre » de Peter Green Away nous emmène dans l'Angleterre du XVIIe siècle. Un artiste est sollicité par une noble famille pour immortaliser le château seigneurial. Le peintre exige d'être payé en nature et chacune de ses douze toiles doit s'échanger contre les faveurs des dames de la maison. Mais un meurtre rend les toiles plus précieuses encore. Détiennent-elles, avec leur remarquable topologie des lieux, le secret de l'énigme ? Policier ? Film philosophique surtout (peut-on reproduire la réalité ?) ; « le Contrat du peintre » est aussi une remarquable analyse sociale : un peintre roturier se glisse au cœur de la noblesse ; peut-il se faire accepter ? Voilà trois films qui chacun dans leur genre renvoient avec précisions à un donné social national qui les enracine dans une culture spécifique. Sans doute, les grandes sociétés de production seront-elles réticentes à les exporter.

Ils valent pourtant à nos yeux mieux que les super-productions que la Gaumont, par exemple, a confiées à des réalisateurs pourtant célèbres (et à juste titre !). Destinées à circuler dans le monde entier, elles ont gommé toute spécificité culturelle nationale et réalisé des feuilletons insipides même s'ils sont plastiquement parfois réussis. Ainsi, Joseph Losey avec « la Truite », qui dépèce le roman de Roger Vaillant pour emmener Isabelle Huppert, « la femme qui s'offre à tout le monde et ne se donne jamais », au Japon... !, au milieu des clichés les plus stéréotypés. Ainsi, Liliane Cavanni dont on avait aimé « Portier de nuit », qui nous transporte au Maroc pour une histoire complètement gratuite, faite de lieux communs et de stars internationales. Idem pour « la Tempête » de Mazurski où cette fois c'est la Grèce des dépliants touristiques, peuplée de pâtres bien sûr incultes et violeurs, qui sert de décor au spleen d'une bonne famille américaine ! Dangereuse tentation pour les metteurs en scène confirmés que cette pluie de crédits qui leur permet de tourner des films chers mais destinés à une diffusion internationale tous publics. Les Cavanni, Losey, Mazurski ont tourné des feuilletons type « Holocauste » ou « Roots ». Ils se sont laissé imposer des scénarios mièvres et déculturants qu'ils n'ont bien sûr pas pu sauver.

Le Prix spécial du jury est revenu au Polonais Kristof Zanussi pour un film en noir et blanc fait avec peu de moyens. « Impérativ » parvient à porter à l'écran les questions théoriques de notre temps. Le héros, mathématicien, enseigne à l'université, semant le doute parmi ses élèves. Les mathématiques parlent-elles de la réalité ou sont-elles une création de l'esprit ? Notre héros vole l'une des icônes de l'église orthodoxe où il avait l'habitude de dialoguer avec un prêtre. Accusé de sacrilège, il se voit interné comme fou. Il sortira de l'asile mais les vraies questions demeurent. Les sciences, les croyances, les idéologies peuvent-elles rendre compte de la réalité ou sont-elles de pures inventions ? Voilà un cinéma d'auteur qui ne se laisse aller à aucune flagornerie vis-à-vis du public, qui illustre remarquablement ce qu'est la quête de la liberté intérieure.

Le tir groupé du cinéma italien sur la lagune est à peu près du même calibre. Odorisio avec « Sciopen », Lion d'or, première œuvre, a remarquablement cerné le problème de l'homme de quarante ans. A Ghieti, petite ville des Abruzzes, on s'apprête à mettre sur pied un orchestre de cent vingt musiciens. Qui le dirigera du professeur de musique resté au pays ou de la vedette qui a conquis à Milan l'orchestre de la R.a.i. ? Les deux condisciples, au lieu de s'affronter, trouvent dans cette concurrence le moyen de penser leur statut de quadragénaire à la croisée des chemins. Marco Bellocchio, le metteur en scène des « Poings dans les poches », avec « les Yeux et la bouche », illustre une fois de plus le thème « Famille, je vous hais ». Son héros qui voulait tout révolutionner en 1968 doit se reconvertir et trouver enfin son insertion sociale après des années de nostalgie. Il rentre chez lui pour apprendre la mort de son frère Pippo et découvrir celle qui fut sa fiancée Wanda. Celle-ci se refuse au cérémonial mortuaire. Rencontre sensuelle des deux êtres et fascination pour la mort que cette femme incarne. Mais aussi insertion impossible dans les familles respectives des deux héros. L'incompréhension familiale est encore au centre du film d'Amelio, « Coup au cœur ». Cette fois, c'est un père et un fils, Dario, 50 ans, Emilio, 15 ans. Le père, professeur, reçoit deux de ses élèves à la campagne. Emilio découvre par hasard qu'il s'agit de terroristes. Il va alors dénoncer son géniteur. Une nouvelle génération monte aujourd'hui dans nos pays à la recherche d'un ordre. Ignorante de l'Histoire, elle confond le terrorisme des Brigades rouges et la Résistance de 1944. Face au compromis passé par les adultes avec la réalité, elle exige une pureté qui n'a sans doute plus de sens aujourd'hui. Son goût de l'absolu est peut-être ce qui féconde ce lien si fort entre terrorisme et famille mononucléaire, tout acte terroriste renvoyant à un contexte familial bien souvent déséquilibré.

La sensibilité de Fassbinder éclate

Nous nous en voudrions de terminer sans dire quelques mots de « Querelle » qui sort cette semaine sur les écrans français et à qui Marcel Carné, président du jury du festival, voulait absolument décerner le Lion d'or. Le roman de Jean Genet a été tourné entièrement en studios. La sensibilité de Rainer Fassbinder éclate dans ces scènes brutales et lyriques : un marin « si beau qu'il attire quiconque s'approche de lui » est amoureux d'un frère qui lui renvoie une image incompréhensible de lui-même. D'expérience homosexuelle en meurtre, il se lance à la recherche passionnée de sa propre identité. De bordels en bars « cuir », du pont du bateau, « le Vengeur », à la couche de la tenancière de maison close (Jeanne Moreau), une atmosphère pesante écrase les corps qui luisent pourtant sous la lumière. Il est encore des réalisateurs de génie qui refusent de se laisser guider la main par les intérêts des grandes sociétés de production internationales. Consacrons-leur notre attention ! ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325